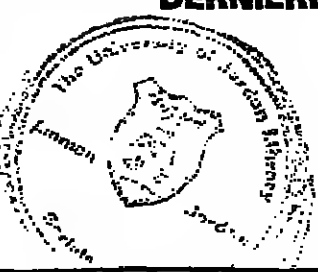


Le Monde



QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 13025 - 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 14-LUNDI 15 DÉCEMBRE 1986

La Pologne en gris cendre

Cinq ans après l'homme qui décréta un très étrange « état de guerre » contre la majorité de ses concitoyens, est toujours au pouvoir en Pologne, et, de son point de vue, il a gagné la partie. Pour célébrer cet « anniversaire », Solidarnosc n'a appelé à aucune manifestation, tandis que, pour la première fois, le général Jaruzelski s'offre le luxe — et l'habitude — de ne plus devenir de prisonnier politique.

Ce 13 décembre est donc presque un jour ordinaire. Au point qu'on risquerait d'oublier l'opération lancée, il y a cinq ans, en pleine nuit, à grand renfort de policiers et de soldats : arrestations par milliers, communications coupées, déplacements interdits, chars qui parcourent dans la rue, avant de forcer les grilles des usines, « journalistes » de la télévision soudain déguisés en soldats... et un général Jaruzelski plus militaire que jamais, au point d'en oublier son titre de chef d'un parti qui attend dans la coulisse que l'affaire soit réglée avant de réapparaître dans toute sa puissance.

Cette invraisemblable mise en scène était destinée à faire peur, mais la menace n'a tardé pas à tourner au tragique quand les « forces de l'ordre » attaquèrent et tuèrent les mineurs qui défendaient leurs mines et leurs rêves. Bricolage de grève, bricolage de révolte, tout apparut alors le général qui personnifiait, selon son pays, ce du moins son régime, « conquérant » que si lui-même n'agissait pas d'autre, plus durs que lui s'en chargeaient.

Doit-on le croire ? Cinq années ne suffisent pas au jugement de l'histoire. Ce qui est certain, c'est que le paysage polonais des années 1980 et 1981 était agité, certes, mais plein d'espoirs et de couleurs. Après le 13 décembre, on est passé d'un seul coup au noir et blanc, à l'affrontement de deux adversaires, dont l'un seulement avait des armes et était prêt à s'en servir. Aujourd'hui, c'est à nouveau le gris qui domine.

Le pays, pour autant, n'est ni « normalisé » ni même « normal », et la Pologne reste ce qu'elle a toujours été au cours de son histoire : un cas. Nulle part ailleurs dans le monde communiste, elle n'a jamais été aussi affaiblie, ni elle n'a jamais été aussi échouée ; nulle part, l'Eglise ne joue d'un poids aussi important ; nulle part, le pouvoir n'est aussi peu totalitaire — simplement parce qu'il ne peut pas l'être.

Mais nulle part sans doute autant de chances n'ont été gâchées. Après avoir eu le sentiment d'écrire librement leur propre histoire, avec tous les risques afférents, les Polonais sont à présent pris, au grand soulagement de beaucoup, et pas seulement dans le camp soviétique, de « rester à leur place » ; celle d'une nation soumise, et de se débrouiller comme ils peuvent avec une situation économique qui les place à l'arrière-plan de l'Europe.

Le général Jaruzelski se voulait l'homme du renouveau. Il n'est pas tout à fait celui de la restauration mais celui de la régression.

Les Polonais ont dans la bouche un goût de cendre. Mais beaucoup, y compris dans les rangs du pouvoir, ont aussi dans la tête la certitude que cela ne pourra pas durer toujours, que le volcan se rallumera. Ses coulées de lave n'ont-elles pas emporté une à une toutes les équipes au pouvoir en Pologne depuis la guerre ?

Les paysans français en première ligne

Nouveau différend agricole entre la CEE et les Etats-Unis

Des négociations commerciales CEE-Etats-Unis ont commencé le samedi 13 décembre à Bruxelles. Dans la foulée, reprennent les pourparlers entre les ministres de l'Agriculture des Douze sur la réduction de la production de lait et la baisse du prix de la viande. Les perspectives sont sombres pour les agriculteurs européens, et notamment pour les paysans français.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Quelles quantités de maïs les Etats-Unis pourront-ils exporter vers la Communauté européenne à des conditions préférentielles à partir du 1^{er} janvier 1987 ? Washington réclame entre 4 et 5 millions de tonnes par an. La Communauté propose autour d'un million de tonnes. Elle n'est en outre disposée à faire cette concession que pour une durée limitée de quatre ans.

Cette négociation, dite 24/6 (parce qu'elle est menée en application de l'article 24, paragraphe 6, du GATT, l'accord qui régit le commerce international) a pour objet de compenser les éventuels préjudices commerciaux subis par les Etats-Unis du fait de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal.

Les Américains font valoir que l'application de la politique agricole commune à ces deux pays se traduit par une baisse sensible de leurs

exportations agricoles, baisse qu'il convient de corriger. En juin dernier, pour éviter l'engorgement des représailles et contre-représailles, les Douze s'étaient résignés à la conclusion d'un « accord intérimaire » au terme duquel les Etats-Unis pourraient livrer à la Communauté 234 000 tonnes de maïs et de sorgho par mois pendant six mois à prélevements réduits, soit un total de 1,4 million de tonnes, dont il était entendu que l'on déduirait les importations en Espagne de produits de substitution de céréales (PSC), en particulier de gluten de maïs.

Les producteurs de maïs français, principales victimes de l'opération, protestent avec vigueur contre cette entente à la préférence communautaire. A entendre M. Marcel Cazalé, leur président, leurs craintes sont loin d'être apaisées. C'est que, en effet, les deux parties examinent maintenant quelle suite donner à l'accord intérimaire.

PHILIPPE LEMAÎTRE
(Lire la suite page 13.)

Malgré un bon indice des prix cette année

Difficile mise au point du budget de 1988

Devant un horizon économique qui tarde à se dégager, le gouvernement tente de planifier l'avenir à moyen terme. Réunis en conseil de cabinet autour de M. Jacques Chirac à l'Hôtel Matignon, les ministres ont, le vendredi 12 décembre, commencé à mettre au point le budget de 1988, qui doit impérativement comporter une quarantaine de milliards de francs d'économie.



Les baisses d'impôts prévues au budget de 1987 et celles qui pourraient suivre en 1988 auront pour résultat d'alléger les charges des entreprises, mais aussi celles des ménages. Compte tenu du fort ralentissement de l'inflation (+0,1 % seulement en novembre), il risque d'en résulter des gains importants de pouvoir d'achat, qui auront pour effet de maintenir la demande intérieure. Or une trop forte poussée de la demande des ménages risque d'avoir des effets négatifs sur la balance commerciale de la France.

(Lire nos informations pages 15 et 16.)

Les émeutes de la faim en Zambie

Le président Kaunda reconnaît avoir subi de sérieux revers.

PAGE 4

Les incendies de Mémilmontant

Les victimes manifestent.

PAGE 16

Coupe de l'America

La régate infernale.

PAGES 7 et 16

Le sommaire complet se trouve page 16

Le sixième congrès du PC vietnamien

Le carcan du communisme de guerre

Le sixième congrès du Parti communiste vietnamien — le deuxième depuis la victoire de 1975 — devait s'ouvrir à Hanoï, le lundi 15 décembre, dans un climat de crise. Le bilan de plus de onze ans de paix qu'il doit dresser frôle, dans bien des domaines, la catastrophe.

BANGKOK
de notre envoyé spécial

Les Vietnamiens rappellent volontiers qu'à l'époque pré-coloniale le pouvoir de l'empereur, « fils du ciel », ne franchissait pas la baie de bambous grège autour de chaque village juste-ment comme protection contre les abus de l'autorité locale. L'histoire enseigne également que, en fil des siècles, les Vietnamiens se sont révélés aussi piètres administrateurs que redoutables guerriers. Ces deux leçons ont gardé toute leur valeur à l'ouverture du sixième congrès du Parti communiste.

Depuis plusieurs semaines, le parti a mobilisé toutes ses énergies pour tenter de faire de ce congrès, reporté à plusieurs reprises, l'occasion de ranimer une flamme bien vacillante. En effet, le bilan de plus de onze ans de paix-frase la catastrophe : pauvreté, isolement régional, poursuite de la guerre chez le voisin cambodgien et, en ce qui concerne l'avenir, peu d'espoir de voir des changements intervenir rapidement.

De multiples réunions préparatoires au congrès, ou peut en effet tirer plusieurs enseignements. Avec une candeur sans précédent, les vieux dirigeants du parti ont admis publiquement l'échec, patent il est vrai, de leur gestion économique, en particulier celui des grandes réformes opérées en août 1985 et qui ont démolies la population en provoquant, entre autres choses, une flambée des prix. Pour la première fois, Hanoï

JEAN-CLAUDE POMONTI
(Lire la suite page 3.)

La réunion des ministres à Matignon

M. Chirac : nous gérerons ensemble !

M. Jacques Chirac n'aime pas le mot de « pause », qui, c'est vrai, ne lui va pas très bien. Ce qu'il désigne s'est imposé au premier ministre, comme il l'avait lui-même reconnu devant les députés de la majorité, le 9 décembre, en parlant d'« échec » à propos du projet de réforme des universités. Le gouvernement ayant été, en effet, mis en échec, ses partisans — trois jours ont suffi aux responsables et aux élus du RPR et à certains de l'UDF pour s'en rendre compte auprès des militants et des électeurs — craignent que le renouveau à une session extraordinaire du Parlement ne soit une reculade.

Il n'est donc pas question de « pause » dans l'esprit du premier ministre, mais de « concertation », d'« information » et d'« action ». Ce qu'il faut traduire par réunions de ministres, présence dans les médias et déplacements de M. Chirac en province. Le gouvernement fait une bonne politique, a-t-il dit lors du conseil de cabinet réuni le vendredi 12 décembre à l'hôtel Matignon, mais elle est mal expliquée. Il est temps de renouer avec les électeurs.

Le tournant pris par M. Chirac, sous la pression du mouvement de protestation contre le projet Devaquet, se préparait, en fait, depuis la

mi-novembre. L'idée était de mettre davantage en évidence l'autorité du premier ministre. Sa perception avait été quelque peu brouillée par l'offensive du président de la République, marquant ses prérogatives, notamment en matière de défense, et par le fait que les tentatives de M. Chirac pour s'affirmer sur le plan international aboutissaient à valoriser le rôle du chef de l'Etat plutôt que celui du chef de gouvernement.

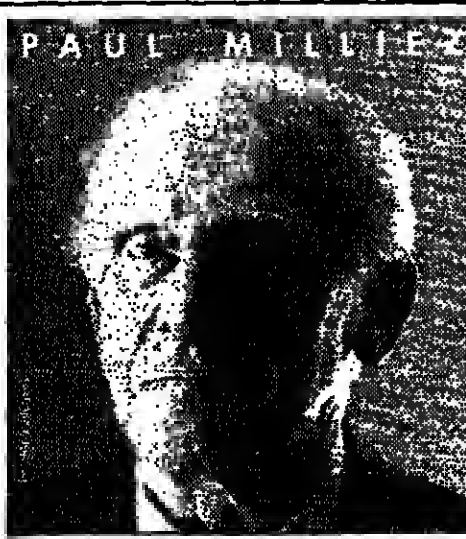
Il s'agissait aussi, pour M. Chirac, de sortir d'une période dominée par la traduction législative du programme électoral de la majorité. Dans une telle phase, les partis qui composent la coalition gouvernementale ont la part belle, à travers leurs ministres, qui veulent satisfaire leur base et donner leur nom à une réforme, et à travers leurs députés, qui s'affirment sur leur terrain propre, celui du travail parlementaire. Dans la gestion, au contraire, le rôle principal revient au chef de gouvernement et aux titulaires de quelques grands ministères, celui de l'économie avant tout. Les partis ont pour tâche d'accompagner et d'expliquer.

L'affaire universitaire a donné à cette évolution un tour qui n'était pas prévu. Elle paraît subie plutôt que voulue. Du coup, les alliés de M. Chirac ne s'y rallient pas sans conditions. M. François Léotard a fait valoir, vendredi, que le gouvernement associe des partis « divers », façon de défendre le droit du RPR à tenir un langage différent de celui du RPR. Le ministre de la culture et de la communication a, aussitôt, usé de ce droit en demandant que la gouvernance marque davantage son terrain par rapport au président de la République. Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, s'est lui aussi distingué en demandant que l'on soit plus attentif aux changements de la société et au nécessaire « accompagnement social » de la politique menée.

L'action gouvernementale doit se faire en concertation. M. Chirac a convenu lui-même, en annonçant qu'il « s'efforcera » de multiplier les réunions partielles ou plénières du gouvernement, un nouveau conseil de cabinet étant prévu pour la mi-janvier. M. Mitterrand avait fait observer à certains de ses interlocuteurs de la majorité que le recours fréquent au vote de confiance, à l'Assemblée nationale, et l'absence de débat politique au sein du gouvernement — de telles discussions n'ayant pas lieu au conseil des ministres en présence du chef de l'Etat — avaient pour résultat de renforcer exagérément le pouvoir du premier ministre et celui de son entourage.

Le gouvernement doit tenir ses engagements électoraux, a dit M. Chirac, mais « avec courage et sans démagogie ». Le premier ministre a insisté, ainsi, ses ministres à se dégager de l'influence des différents groupes qui avaient, directement ou indirectement, rédigé la « plate-forme » RPR-UDF. Mais les gardiens de la plate-forme existent et ils risquent d'être incités à la vigilance par la surenchère de l'extrême droite. Le Front national, déjà, sonne l'alarme sur le thème : « la » abandonnant la réforme du code de la nationalité...

PATRICK JARREAU
(Lire l'article d'ALAIN VERNHOLES et nos informations page 5.)



Ce que je crois

Une certaine idée de la foi, une certaine idée de la France, une certaine idée de la médecine.

PAUL MILLIEZ
CE QUE JE CROIS

GRASSET

كثير من الجدل

Dates

Il y a cinquante ans

Les mystères de la mort de Gorki

RENDEZ-VOUS

Dimanche 14 décembre. — Lagos : visite du roi Juan Carlos d'Espagne (jusqu'au 16).

Lundi 15 décembre. — Paris : M. Nakasone s'entretient avec le ministre des affaires étrangères, M. Raimond.

Port of Spain : élections générales. **Bangui :** reprise du procès Bokassa. **Bruxelles :** réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE. **Hanoi :** 6^e congrès du PC vietnamien (jusqu'au 19).

Mardi 16 décembre. — Harare : le roi Juan Carlos d'Espagne en visite au Zimbabwe (jusqu'au 18). • Noël noir en Afrique du Sud : campagne de boycottage des magasins des quartiers blancs (jusqu'au 26).

Vendredi 19 décembre. — Vienne : conférence sur la sécurité en Europe.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutas

Rédacteur en chef : Daniel Veruet

Correspondant en chef : Claude Selac

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-52 et 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 38-15-Tape LEMONDE

ABONNEMENTS

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) :

1. — BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. — SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les sous-projets en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde s/o Speedprint, 45-45 30 th Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. Postmaster : send address changes to Le Monde s/o Speedprint U.S.A. P.O.C., 45-45 30 th Street, L.C.I., N.Y. 11104.

LES circonstances de la mort de Gorki, survenue le 18 juin 1936 après une courte maladie, restent mystérieuses. En mars 1938, au procès du « bloc des droitiers et des trotskistes », les médecins de Gorki se retrouvèrent au banc des accusés avec Boukharine et Rykov : ils avouèrent avoir « sciemment appliqué des méthodes irrégulières de médication » après avoir cédé au chantage de Yagoda, alors chef du NKVD (commissariat du peuple à l'intérieur).

La mort de Staline a mis fin à la version de l'assassinat médical de Gorki par les « droitiers ». On en est revenu à une explication naturelle de la mort de Gorki, que les graves lésions pulmonaires dont souffrait l'écrivain donnaient sa tentative de suicide en 1877 rendent vraisemblable. Dans sa récente biographie de Gorki (*Le Monde* du 10 octobre), Henri Troyat se range à ce point de vue. Staline n'aurait attribué après coup la mort de Gorki à l'opposition que pour mieux la discréditer, tout en se servant une dernière fois du nom de la plus grande célébrité des lettres soviétiques.

Une troisième version, fort répandue (en privé) en Union soviétique, désigne Staline comme l'instigateur de la mort de Gorki : Staline aurait craint que Gorki, qu'il faisait étroitement surveiller, n'élève publiquement la voix contre sa politique. On ne saura certainement jamais la vérité. Mais l'examen des rapports de Staline et de Gorki et les Mémoires des contemporains fournissent des indices. L'un de ceux-ci, et il paraît capital, est recité dans les souvenirs par lesquels Aragon accompagne et commente son *Œuvre poétique* (tome 7, paru en 1977 au Livre Club Didierot).

Des appels répétés

A Paris, dès le mois de mars 1936, Aragon et Elsa Triolet sont « harcelés de messages de Gorki, directs ou transmis par Koltsov (1), lequel nous suppliait de venir, d'arriver vite. Le ton d'urgence allait s'aggravant, d'invoquer l'invité ». En mai, la « crainte de la mort » est perceptible. « Et une allusion voilée à une commission que Gorki, semblait-il, voulait nous donner à faire en France ». Mais Aragon a d'autres soucis : il ne veut « surtout pas partir » avant d'avoir achevé les *Quartiers*. Et puis on est, avec le Front populaire, dans une période préélectorale pleine d'espoirs. Ce n'est que le 28 mai qu'Aragon et Elsa s'embarqueront pour Leningrad, via Londres. « Dès notre arrivée à Leningrad, il y avait une lettre pressante de Koltsov ». A Leningrad, le couple s'attarde encore chez Lily Brik. « Nous aurions sans doute dû nous précipiter à Moscou, où Gorki nous attendait ». D'autant plus que le 6 juin les journaux annonçaient que Gorki était tombé malade (une grippe suivie de complications) et se mirent à publier quotidiennement des bulletins de santé. Koltsov, de nouveau, presse Aragon : « Voyons, qu'avez-vous à vous éterniser au bord de la Neva ? ». Quand finalement Aragon et Elsa arrivent, il est trop tard : Gorki vient de mourir, Koltsov est effondré : « Gorki voulait tant vous voir. C'est même la dernière chose que j'ai entendue de lui, vos noms », rapporte Aragon dans la *Mise à mort* (1965), où la mort de Gorki est savamment mise en scène.

Puis ce sont les obsèques solennelles (Khrouchtchev fait partie de la commission d'organisation) et les discours officiels, dont celui de Gide, qui fit sienne l'idée de Koltsov sur l'immortalité en URSS du « ferment d'insubordination » propre aux grands écrivains de tous les pays du monde.

Qu'avait Gorki de si important à transmettre ou à dire à Aragon ? Et pourquoi à Aragon ? « Gorki aimait beaucoup Fouergère (Elsa). Et à cause d'elle, bien qu'il ne lui ait pas les français, il avait considération de moi », dit modestement Aragon dans la *Mise à mort*. La « conversion » d'Aragon au réalisme, en 1932, mais surtout ses fonctions de secrétaire de l'Association internationale pour la défense de la culture (contre le fascisme, une cause chère à Gorki) et sa connaissance de l'URSS (c'était son quatrième voyage) peuvent expliquer le choix de Gorki. Quant au message que Gorki voulait lui confier, Aragon ne reprend pas dans ses

souvenirs de 1977 la supposition faite dans la *Mise à mort*, à savoir une commission pour le fils adoptif de Gorki, Zinovi Pechkov, qui mena en France une belle carrière de militaire et de diplomate. L'insistance avec laquelle Gorki presse, pendant plus de trois mois, Aragon de venir le voir laisse à penser qu'il s'agissait de quelque chose de très grave. On peut émettre deux hypothèses. L'une a trait aux archives de Gorki, l'autre à son journal secret et, plus généralement, à son attitude envers Staline.

Gorki avait décidé dès 1926, pour des raisons à la fois financières et idéologiques, de retourner en Union soviétique. Ce retour, auquel les autorités donneront un caractère triomphal, s'effectuera en 1928, mais ne sera définitif qu'en 1933. Gorki confia alors ses archives à sa secrétaire et compagne Moura Bondberg, une aventurière mêlée à l'espionnage britannique et soviétique, devenue la maîtresse de H. G. Wells en 1931. Gorki lui laissa une valise de lettres d'écrivains et d'hommes politiques soviétiques (dont Rykov et Piatkov), avec ordre de ne jamais s'en séparer, même si lui-même l'en priait un jour. Or Nina Barbérova révèle dans sa biographie de cette « femme de fer » que Moura rapporta les archives de Gorki en URSS en avril ou en juin 1936. Elles furent naturellement interceptées par Staline, qui put se servir de lettres compromettantes pour alimenter arrestations et procès (à la même époque, il faisait cambrioler les archives de Trotski à Paris). Pourquoi Moura se résolut-elle à rapporter ces archives ? A-t-elle été soumise à un chantage, que ses liens avec le vice-président de la Tcheka, Peters, en 1918, rendaient possible ? Ayant compris que Staline avait récupéré ses archives, Gorki a-t-il voulu, par l'intermédiaire d'Aragon, faire avertir certaines personnes du danger qui pesait sur elles ?

Une autre chose que Gorki pouvait confier à Aragon était son journal secret. L'existence de ce journal est attestée par deux sources indépendantes l'une de l'autre (A. Orlov et G. Ghika). C'était un gros cahier caché sur le dernier rayon d'une étagère. « Tout le journal consistait en une critique impitoyable et absolument objective des maîtres du Kremlin ». « On a beau le nourrir, le loup meurt dans sa peau », aurait dit Yagoda en découvrant le cahier après la mort de Gorki.

La disgrâce

Les relations de Gorki et de Staline s'étaient en effet peu à peu dégradées. La politique de modération et de réconciliation de Gorki (en littérature avec ses espoirs mais dans l'unique Union des écrivains, créée en 1932, en politique avec ses efforts pour réconcilier Staline avec l'opposition bolchevique), son rêve de devenir l'émancipation grise de Staline, tout cela fut brisé par l'assassinat de Kirov le 1^{er} décembre 1934. On sait depuis Khrouchtchev que cet assassinat fut facilité par Staline qui pouvait voir en Kirov, fort populaire, un rival éventuel. Kirov était loin d'être un libéral, mais il estimait, comme Gorki, que la répression n'avait plus de raison d'être. Le correspondant du *Temps* à Moscou, G. Luciani, espérait encore après l'assassinat que « les forces profondes qui, depuis deux ans, imposent au Kremlin une politique plus modérée dans tous les domaines » reprendraient le dessus ; il n'en fut rien, et l'assassinat de Kirov marqua le début de la « Grande Terreur ». Le « camp de Gorki » (Favkov, N. Kroupskala, Boukharine, vedette du congrès des écrivains de 1934) est défilé.

Selon la *Lettre d'un vieux-bolchevik* écrite en 1936 par l'historien B. Nicolavski d'après ses conversations avec Boukharine à Paris, « Gorki essaya de toutes ses forces d'empêcher Staline de prendre la voie de la vengeance ». Mais ses protestations contre les deux procès de Kamenev, en 1935, restèrent vaines. Staline refuse de lui répondre. Dans la *Pravda* paraît un article perfide de D. Zaslavski, un « calomniateur notoire » (dit Lénine) rallié en 1919, contre le « libéralisme indulgent » de Gorki, qui défendait l'édition des *Démons* de Dostoïevski. Gorki réclama un passeport pour l'étranger, qui lui est refusé. Le vol de *facto* assigné à résidence (8), prisonnier

dans une cage d'or aménagée par son « ami » Yagoda, surveillé par des barbouzes et par son secrétaire, agent du NKVD, qui filtre les visiteurs et veille à isoler l'écrivain du monde extérieur. « Je suis entouré d'un mur (...). Je ne peux faire un pas ni en avant ni en arrière », confie-t-il à l'un de ses collaborateurs.

Analysés dans ce contexte, les derniers articles de Gorki sont moins stalinistes qu'il ne paraît : il y a des non-dits révélateurs (« la grandeur de l'action du parti de Lénine », sans Staline), un antifas-

de Gorki rapportée en 1954 par deux chercheurs américains (N. Leites et E. Bernant) confirmerait cette hypothèse et se trouve elle-même corroborée par les révélations d'Aragon sur les appels de Gorki. Mis en courant par Yagoda de l'intention d'un écrivain occidental « bien connu » (probablement Gide) (2) de rencontrer Gorki, Staline aurait interdit tout contact. Mais Yagoda ayant fait remarquer que ce serait, aux yeux d'un écrivain « hésitant », un aveu de faiblesse, Staline aurait ordonné de liquider Gorki. « Si Gorki, pensaient-ils, reste parmi les vivants, il élèvera sa voix contre nous », déclara Yagoda à son procès. Il suffit de remplacer « les trotskistes » (« la ») par Staline pour avoir sans doute la vérité.

La décision de Staline expliquerait la publication, insolite, de bulletins de santé de Gorki à partir du 6 juin : aucun bulletin n'avait été publié pour les précédentes graves maladies de Gorki en URSS, et ses médecins étaient, jusqu'au bout, optimistes. Ces bulletins sont, en outre, pleins de contradictions et d'incohérences : ils font toujours état d'une température normale, ce qui est incompatible avec la « sévère grippe » et la pneumonie dont Gorki était censé souffrir. Seul le poids était souvent irrégulier et monta parfois jusqu'à 160 : au procès, les médecins dirent avoir été contraints d'utiliser de fortes doses de « digalène ».

A point nommé

Si la décision de Staline a été provoquée par l'arrivée imminente d'Aragon et de Gide, elle rend également plausible la version de l'empoisonnement par des bombes racontée par le professeur Pletnikov à la commission allemande B. Gerland dans un camp sibérien : l'aggravation brutale survenue le 17 juin correspondrait à cet empoisonnement (le rapport d'autopsie est remarquable par ses silences à ce sujet).

Quoi qu'il en soit (mais la première épouse de Gorki ne croyait pas elle-même à une mort naturelle), la mort de Gorki « survint à point nommé, comme d'ailleurs toutes les morts qui servaient les desseins de Staline » (R. Conquest). Gorki, pro-bolchevisme de fait, gênait et inquiétait Staline : il était le dernier obstacle à l'ouverture des grands « procès de Moscou ». Le premier, celui du 16 (dont Kamenev, proche de Gorki), s'ouvrit en août 1936 et aurait eu sans doute un autre dénouement, note B. Nicolavski, si Gorki avait vécu. Mais Gorki n'est plus là pour jouer, même de manière sélective, les intercesseurs (comme déjà en 1918-1921). « La seule présence de son œil bleu était un frein et une tutelle. L'œil est fermé », écrit Romain Rolland dans son *Journal*.

La répression qui frappa les collaborateurs de Gorki, la fermeture de sa revue la plus chère (*Nos succès*), la nomination à la tête de l'Union des écrivains de l'un de ses adversaires, représentent une seconde mort de Gorki et s'ajoutent au faisceau de présomptions contre Staline.

La mort de Gorki, qui tenta désespérément de faire appel à des écrivains occidentaux (qui ne l'eussent sans doute guère compris), a quelque chose de pathétique. Elle rachète bien des aveuglements et montre en même temps l'insuffisance des compromissions et le fiasco de la conception gorkienne du « mensonge exaltant » face à la « vérité anecdotique ». « Le génie est aveugle, mais il est sûr de même le génie » (Aragon). Est-ce certain ?

NICHEL NIQUEUX,
(professeur de langues et littératures slaves à l'université de Caen).

(1) Haut fonctionnaire du journalisme soviétique, ami de Gorki. Arrêté en 1938, mort en détention en 1942.

(2) Cf. L. Fleishman, Boris Pasternak dans les années 30 (en russe), Jérusalem, 1984, p. 363.

■ Précision. — Dans l'article de Bernard Merck intitulé « La foi sacrifiée », consacré au cinquantième anniversaire de la disparition de Jean Mar-moz (*Le Monde* du 7-8 décembre), il est écrit : « ... le hasard des mutations le conduisit en Alsace, au camp de Basses-Yutz... Pour tout le temps, il lui est arrivé certains soirs de « descendre » à Thionville... ».

Un lecteur, M. André Loquet, nous précise que Yutz et Thionville sont deux localités situées en Moselle, c'est-à-dire en Lorraine.



PANENOV

cisme beaucoup plus affirmé que celui des autorités, le thème de l'humanisme prolétarien, qui est tout autant gorkien que boukharinien, des références nostalgiques au congrès de 1934, etc. Surtout, Gorki n'écrit jamais la biographie de Staline que celui-ci attendait pour légitimer son pouvoir : c'est Barbusse et Fouchetwanger qui feront ce travail.

Tout cela s'efface peu et s'efface pas le Gorki chanté du GPU (Aragon le fait aussi) et de la laïné de classe. Mais il existe un second Gorki, moins naïf et plus complexe qu'on a coutume de le croire. Gorki n'est pas « le stalinien sans réserve » que Wells reconstruit en 1934. Le thuriféraire n'a pas tout à fait étouffé le contestataire.

Dans ces conditions, Staline avait bien de la peine à faire passer Gorki par ruer dans les brancards et ne protestait contre les grands procès des vieux-bolcheviks qui se préparaient. Les appels de Gorki à Aragon ne pouvaient que l'inquiéter. D'autant plus qu'il n'y avait pas qu'Aragon : selon P. Herbert (*La ligne de force*), Gorki était « à bout » et désirait parler à Gide « à cœur ouvert ». Romain Rolland, déjà venu en 1935, s'apprêtait à revenir en 1937.

Que les deux écrivains français soient arrivés trop tard tiendrait uniquement à leur insouciance (Gide ne se pressa pas plus qu'Aragon) et au hasard : s'il n'y avait dans les souvenirs d'Aragon une troublante imprécision. En 1977, Aragon dit être arrivé à Moscou le jour de la mort de Gorki, soit le 18 juin ; dans la *Mise à mort*, il indique le 16 ou le 17. Or une interview de l'écrivain publiée dans la *Pravda* du 16 juin (composée le 15) annonce qu'Aragon est arrivé à Moscou « hier matin » pour voir ses « amis écrivains » (Gorki n'est pas cité) et se reposer dans les environs de Moscou. Aragon était donc à Moscou dès le 14 juin (au plus tard le 15). A-t-il été empêché de voir Gorki sous prétexte que son état s'était aggravé ? Mais pourquoi ne pas l'avouer ? Savait-il que les bulletins de santé de ces jours-là témoignaient au contraire d'une amélioration ? A-t-il craint, en 1977, d'aller jusqu'au bout de ses doutes ?

On est amené à se demander si l'insistance mise par Gorki pour rencontrer Aragon (et Gide) n'a pas précipité sa disparition. Staline, malade, méfiant, ne s'est-il pas affaibli ? Une version de la mort

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

LIONEL JOSPIN

dimanche 18 h 15

animé par
Alexandre Baloud

avec André PASSERON
et Thierry BREHIER (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

en direct sur

RTL

Etranger

PHILIPPINES : les violations de l'accord de cessez-le-feu

Les négociations avec les communistes s'ouvrent dans la suspicion

La présidente Aquino a accepté la démission de M. Augusto Sanchez, ministre controversé qui détenait le portefeuille du travail et qui représentait la gauche au sein de son gouvernement. A-t-on annoncé le samedi 13 décembre à Manille, M. Sanchez est le cinquième membre du gouvernement affecté par le remaniement qui avait débuté avec le limogeage du ministre de la défense, M. Emilio, le 23 novembre. Son successeur ne sera désigné qu'à la fin de l'année.

MANILLE
de notre envoyé spécial

Les négociations entre le gouvernement philippin et les insurgés communistes en vue de l'établissement d'un cessez-le-feu ont débuté, le samedi 13 décembre à Manille, dans une atmosphère lourde par les deux incidents qui ont marqué les premières journées de la trêve. Inaugurée jeudi par l'arrestation du meurtre d'un milicien et l'enlèvement de deux de ses compagnons par un groupe de membres supposés de la guérilla dans le village de Santa-Cruz, sur l'île méridionale de Mindanao, et la démonstration d'armes effectuée jeudi par les insurgés dans le village de San-Juan, près de Zambo, dans la province de Bataan, à une centaine de kilom-

tres de Manille (le Monde du 13 décembre). La commission de contrôle du cessez-le-feu, présidée par Mgr Forch, évêque de Bacolod, n'a pas fait de victime, le second a causé une vive irritation chez les militaires. Les trois chefs qui négocient avec le gouvernement au nom de l'insurrection communiste et de ses alliés regroupés au sein du Front national démocratique (NDF) se sont, en effet, fait accueillir à San-Juan par quatre-vingts hommes en armes, alors que l'accord de trêve interdit aux maquisards de se déplacer armés dans les villes. Le général Romes, chef d'état-major général de l'armée, a immédiatement qualifié cette manifestation de « grave violation » du cessez-le-feu et d'« acte d'hostilité ».

L'incident apparaît comme une opération médiatique délibérément montée par les communistes : une cinquantaine de journalistes avaient été invités à se rendre à San-Juan pour assister à la cérémonie. Dans un premier temps, M. Satur Ocampo, l'un des trois représentants du NDF, a déclaré que, le village faisant partie d'une « zone libérée », la guérilla n'avait pas violé l'accord en s'y déplaçant en armes.

La NPA (Nouvelle armée du peuple) est implantée dans la région depuis 1972, et une trentaine d'habitants du village de San-Juan qui avaient rejoint ses rangs ont été tués dans des combats avec l'armée.

« Cette manifestation a été l'occasion pour nous de démontrer au gouvernement et à l'armée que la NPA est présente même dans des petites villes, et qu'elle est aimée du peuple », déclarait M. Ocampo. « Nous avons payé ces armes avec notre sang et nous n'avons pas à les cacher », affirmait pour sa part M. Antonio Zumel, autre chef du NDF. Après ces premières déclarations, les trois négociateurs du NDF se sont abstenus de tout commentaire, se remettant à leurs vocaux pour défendre leur thèse devant la commission de cessez-le-feu.

Regagnant Manille, vendredi, pour examiner l'incident, Mgr Forch a fait l'un des artisans du dialogue avec les communistes - ne cachait pas son irritation : « C'est là une violation évidente de l'accord. Si nous continuons ainsi, il ne durera pas longtemps ». Sans être, en outre, un endroit idéal pour faire une opération de propagande marquant les esprits : à quelques dizaines de kilomètres se trouve la base américaine de Subic Bay - la plus importante base navale des Etats-Unis dans cette partie du monde. L'incident ne peut que rappeler symboliquement, à l'ouverture de négociations difficiles entre le gouvernement et l'insurrection communiste, que cette dernière réclame le départ des bases américaines et pourrait, un jour, décider de s'en prendre à elles.

PHILIPPE PONS.

INDE : regain de tension avec la Chine

New-Delhi s'inquiète d'une poussée de l'influence de Pékin à ses frontières

NEW-DELHI
de notre correspondant

Vingt-quatre ans après le déroute de l'armée indienne devant l'avancée des forces chinoises sur la frontière himalayenne entre les deux pays, le ton monte à nouveau entre New-Delhi et Pékin. Prétexte à l'échange diplomatique le moins amène de ces dernières années entre les deux grands rivaux asiatiques : l'accession, cette semaine, de l'Arunachal-Pradesh au statut de vingt-quatrième Etat de l'Union indienne.

Situé aux confins de l'Inde, de la Birmanie et du Tibet, ce territoire de 84 000 kilomètres carrés (700 000 habitants), jusqu'ici administré directement par le pouvoir central de New-Delhi, est aux deux tiers et depuis au moins trente ans revendiqué par Pékin. Dans un communiqué distribué le vendredi 12 décembre, par l'ambassade chinoise à Delhi, le gouvernement de M. Deng Xiaoping a dénoncé l'action indienne, qui « viole encore une fois sérieusement l'intégrité et la souveraineté territoriale chinoises ». Le gouvernement indien, qui a déclaré que cette action est « absolument illégale et que la Chine ne reconnaît jamais le soi-disant Arunachal-Pradesh (...) Il est entièrement futile pour les auto-

rités indiennes d'essayer de légitimer ainsi l'occupation du territoire chinois (...) et les conséquences qui en découleront seront sérieuses ».

Tout aussi ferme mais moins brutale dans le ton, la réponse du ministre des affaires étrangères de New-Delhi à ces accusations n'a, cette fois, pas tardé. « Nous regrettons profondément la réaction chinoise qui constitue une interférence claire (...) et totalement inacceptable (...) dans les affaires intérieures indiennes ». Le gouvernement de M. Gandhi espère cependant « sincèrement que les principes de coexistence pacifique auxquels les deux pays souscrivent continueront de guider nos relations ».

Un problème aggravé

Datant de l'époque coloniale britannique en Inde, le contentieux frontalier entre les deux géants d'Asie n'a jamais été réglé. Tracé sur carte en 1914 par les Anglais, la ligne Mac-Mahon, adoptée par l'Inde indépendante en 1947, n'a jamais été reconnue par les Chinois. Longue de 4 000 kilomètres dans les régions himalayennes, la frontière, qui ne fut jamais démarquée avec précision sur le terrain, a évolué en 1962 après l'attaque surprise de l'armée chinoise. Pour l'essentiel, le différend sino-indien porte sur deux zones : au nord-ouest, sur un territoire aride du plateau tibétain, l'Aksai-Chin, dont l'Inde revendique 26 000 kilomètres carrés occupés depuis le bref conflit de 1962 par les Chinois ; au nord-est, où se trouve aujourd'hui l'Arunachal-Pradesh.

Les négociations qui ont repris en 1981 entre les deux parties sont restées compliquées et tournent grosso modo autour de la proposition suivante : l'Inde reconnaît l'occupation chinoise de l'Aksai-Chin, en échange de quoi Pékin pourrait admettre le contrôle indien sur tout ou partie de l'Arunachal. Malgré sept séries de discussions, alternativement à Pékin et à Delhi, et une huitième théorique en préparation pour l'an prochain, les négociateurs des deux pays n'ont guère avancé.

Le problème s'est même encore aggravé cette année, la Chine ayant décidé d'abandonner la route du Karakoram qui, à travers l'Aksai-Chin, la relie à son allié pakistanais (adversaire héréditaire de l'Inde) : ensuite d'occuper militairement, depuis août dernier, une vallée de l'Arunachal-Pradesh revendiquée par New-Delhi. La première mesure chinoise, dont les Indiens craignent qu'elle ne permette à ses deux voisins de renforcer leur coopération militaire en facilitant la jonction de matériel lourd, fut dénoncée à pleins poulmons par le gouvernement de M. Gandhi.

La seconde, d'une importance stratégique plus limitée, fit cependant l'objet d'un débat fort agité au Parlement indien. L'accession de l'Arunachal au statut d'Etat constitue-t-elle la réponse du berger à la bergère ? Une chose est sûre : depuis l'ouverture d'un processus de normalisation sino-soviétique par M. Gorbatchev - reçu en grande pompe le mois dernier à New-Delhi - l'atmosphère entre l'Inde et la Chine s'est sérieusement tendue.

Le gouvernement de M. Gandhi craint manifestement une tentative d'encerclement et s'inquiète ouvertement des avancées diplomatiques opérées ces trois dernières années par le rival chinois en direction de pays (Bangladesh, Népal et Sri Lanka) sur lesquels la prééminence indienne semblait jusqu'alors acceptée par Pékin. Ce n'est sans doute pas par hasard que New-Delhi faisait savoir officiellement vendredi au Népal, quelques heures avant l'échange de communications avec Pékin, que l'Inde était « sérieusement préoccupée » par les projets industriels sino-népalais en cours.

Ce développement, a-t-il été précisé à l'intention de Katmandou, « implique de fortes concentrations de personnels chinois proches de notre frontière et ne tient nul compte des préoccupations de sécurité de notre pays ». Il a été fermement conseillé au petit royaume himalayen (économiquement dépendant de New-Delhi) de « disperser ces personnels chinois dans d'autres régions » moins sensibles.

PATRICE CLAUDE.

Amériques

ÉTATS-UNIS : l'affaire des ventes d'armes à l'Iran

M. Reagan souhaite que MM. Poindexter et North « coopèrent totalement » avec le Congrès

Le président Reagan a demandé, vendredi 12 décembre, par l'intermédiaire de son porte-parole, à l'amiral Poindexter et au lieutenant-colonel North de s'expliquer « complètement » devant le Congrès sur leur rôle dans les livraisons secrètes d'armes à l'Iran et le reversement de fonds provenant de ces ventes aux « contras » nicaraguayens. Les deux hommes se sont retranchés jusqu'à maintenant derrière le cinquième amendement de la Constitution, qui autorise des personnes à ne pas témoigner contre elles-mêmes dans des affaires criminelles, pour observer le silence devant les commissions d'enquête de la Chambre et du Sénat.

« Le président est très désireux que ces deux hommes coopèrent totalement avec le Congrès et racontent toute l'histoire, tout ce qu'ils savent », et le disent lors d'une

tradition publique », a déclaré M. Larry Speakes, porte-parole de la Maison Blanche. M. Reagan avait déjà refusé à MM. Poindexter et North le droit de refuser de témoigner.

Malgré les pressions dont il est l'objet, le président américain ne semble pas s'être résolu à se séparer du secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan. Plusieurs conseillers du président, ainsi que sa femme, Nancy, n'ont pas fait mystère, ces derniers jours, de leur désir de voir M. Reagan quitter ses fonctions. M. Richard Lugar, président sortant de la commission des affaires étrangères du Sénat, a émis publiquement le souhait que la disgrâce frappe aussi M. William Casey, le directeur de la CIA. Et, dans une lettre publiée, vendredi, dans le Washington Post, M. Dole,

ancien leader de la majorité républicaine au Sénat, a appelé à ce que « la lumière soit faite sur tous les faits pour que le problème soit définitivement réglé et que l'on puisse se consacrer aux affaires du pays ». M. Reagan n'en serait pas moins décidé, selon M. Buchanan, son directeur de la communication, à conserver M. Regan auprès de lui « pendant que durera la tempête et même après ».

Si l'on en croit des informations venant de marchands d'armes israéliens, les ventes américaines secrètes à l'Iran ne représenteraient qu'une petite partie des livraisons d'armes au régime de Téhéran effectuées ces dernières années par diverses sociétés et particuliers britanniques et portugais auraient notamment participé depuis six ans à des fournitures d'armes israéliennes à l'Iran. Elles représenteraient un

volume très supérieur aux ventes américaines.

Officiellement destinées à la Grande-Bretagne, ces cargaisons étaient transférées sur l'aéroport de Lisbonne sur des appareils assurant la liaison vers l'Iran. Ce trafic aurait été interrompu qu'en avril dernier après l'arrestation aux Bermudes d'un général israélien à la retraite, M. Avraham Bar-Am, qui a été extradé vers les Etats-Unis.

D'autre part, selon un Iranien, M. Manucher Ghorbanifar, rallié au régime de Khomeiny après avoir servi celui du chah, les Etats-Unis auraient effectué six livraisons d'armes à Téhéran pour une somme de 30 à 35 millions de dollars. Il n'affirme s'être rendu personnellement au Liban pour assurer la libération de trois otages américains, et indique qu'il y avait bon espoir de voir les cinq autres relâchés.

SURINAME

L'action de l'armée contre les rebelles a fait des victimes civiles admet le commandant Bouterse

Paramaribo. — Le président Bouterse a promis, aux Surinamiens, le vendredi 12 décembre, l'organisation, l'an prochain, d'un référendum pour l'adoption d'une nouvelle Constitution et la tenue, en mars 1988, d'élections générales. Le chef militaire du pays, qui parlait devant quinze mille partisans réunis dans la capitale a mis en garde contre toute intervention étrangère dans l'ancienne colonie néerlandaise.

Evitant l'offensive menée ces deux dernières semaines par l'armée contre les rebelles de Ronnie Brunswijk, il a reconnu, pour la première fois, que des civils avaient été tués par la troupe, sans en préciser le nombre. La population, n-t-il toutefois indiqué, avait été avertie avant le début des opérations et invitée à quitter le secteur. Selon certaines sources, le nombre des victimes civiles s'élèverait à plusieurs dizaines.

Le commandant Bouterse a accusé d'« hypocrisie » les Pays-Bas qui, dénonçant ces morts civiles, alors, a-t-il dit, que c'est de leur territoire que vient le soutien aux « terroristes ». A ce sujet, le gouvernement de Paramaribo a transmis, vendredi, au secrétaire général de l'ONU une note d'information sur « certains actes d'agression commis par des bandes de contre-révolutionnaires et de mercenaires financés par des groupes d'intérêt établis à l'étranger ».

Le document, nous indique notre correspondant aux Nations unies, met directement en cause les Pays-Bas pour ses « encouragements » au groupe de Brunswijk, qui se livre

dans le pays à « des actes criminels ».

Contrairement à de précédentes informations, le Suriname ne demande pas une réunion du Conseil de sécurité et les autorités paraissent soucieuses de diminuer la tension avec la Guyane française en évitant de mettre en cause Paris.

BRÉSIL : demi-échec pour les syndicats

La grève générale n'a été que partiellement suivie

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Les syndicats brésiliens ont essuyé un demi-échec le vendredi 12 décembre. Ils avaient lancé un mot d'ordre de grève générale pour dire « non aux augmentations de prix et à la dette extérieure ». Ils n'ont été que partiellement suivis. A Brasilia, Sao-Paulo et Rio-de-Janeiro, les principales villes du pays, la journée a été pratiquement normale. Les transports n'ayant pu ou pas été paralysés, beaucoup de bureaux, de banques, de commerces ont fonctionné. C'est dans la banque industrielle de Sao-Paulo que la grève n'a été la plus visible, avec la fermeture des principales usines et des magasins.

Ailleurs, les débrayages ont varié suivant les régions et les villes. Nulle part il n'y a eu des violences comparables à celles qui ont agité Brasilia il y a deux semaines. Il est vrai que le gouvernement avait monté un important appareil de dissuasion. A Rio-de-Janeiro, des chars avaient pris position dès la veille aux points stratégiques. Plusieurs milliers de soldats ont patrouillé dans la ville. Le même dispositif a été adopté ailleurs, notamment à Brasilia, où les personnes portant des sacs volumineux ont été fouillées, les flacons suspects ramassés pour voir s'ils ne contenaient pas des substances inflammables.

Le gouvernement avait condamné la grève. M. Sarney l'avait lui-même déclarée « infamie » et « antipatriotique », mais qu'il ait ordonné une telle démonstration de force montre

que ce qui est pratique courante dans l'Argentine voisine, où il y a eu sept grèves générales depuis le rétablissement de la démocratie, continue de faire peur ici. Le Journal du Brésil a blâmé les autorités pour avoir laissé les choses en arriver jusque-là. Comme au temps du régime militaire, la presse conservatrice a flétri dans le mouvement des relents de subversion et redouté des débordements possibles.

L'initiative en revenait à la Centrale unique des travailleurs (CUT), un syndicat d'extrême gauche créé par le Parti des travailleurs. L'autre centrale, la CGT, plus modérée, dirigée par M. Joaquim Dos Santos, n'a pris le train en marche, visiblement par peur de se laisser déborder. Les deux syndicats tablèrent sur le mécontentement très vif qui n'est manifesté après le déblocage des prix annoncé. Le 21 novembre et destiné à corriger les distorsions nées du plan Cruzado.

Ils n'ont guère réussi. La CUT a été accusée d'avoir lancé la grève pour des raisons politiques plus que sociales. Le Parti des travailleurs n'ayant pas brillé autant qu'il l'aurait souhaité aux élections du 15 novembre, sa branche syndicale aurait tenté de regagner du terrain par d'autres moyens. « C'est la grève des vaincus du 15 novembre », n-t-on dit. L'autre grand perdant du scrutin, M. Lionel Brizola, le gouverneur de Rio-de-Janeiro, s'était rallié au mouvement à la dernière minute, mais sans beaucoup y croire.

CHARLES VANHECKE.

Le sixième congrès du PC vietnamien

(Suite de la première page.)

Autre héros de la campagne de 1975, et numéro six du politburo, le général Chu Huy Man s'y est retrouvé quant à lui en sixième-dix-huitième position.

La direction communiste n'avait, certes, pas attendu la manifestation de ce « vent de révolte » pour prendre acte des lacunes de sa gestion, mais aucune révision décriante ne paraît s'annoncer, du moins sur le front intérieur. Les mesures de libéralisation de l'économie ressemblent davantage à un bol d'oxygène offert à une population en butte aux difficultés qu'à une remise en cause des schémas socialistes de développement.

Déjà en quête de recettes qu'il élève de préférence auprès des pays de l'Europe de l'Est, le Vietnam ne semble pas avoir de toute façon les moyens d'appliquer un quelconque plan de réformes, si judicieux soit-il ! Au sein de cet Etat un peu à part, « les décisions ont du mal à se dessiner et les traditions dans les réalités sont encore plus de problèmes », affirme un expert occidental.

Cette remarque s'applique également à la direction du parti, qui n'a pratiquement pas changé en l'espace d'un demi-siècle, hors des décès, en

1969, de Ho Chi Minh et, cette année, de Du Duan. Aucune direction communiste n'a fait preuve d'une telle longévité et les cas d'élimination politico-physique sont extrêmement rares. On parle surtout aujourd'hui d'un élargissement du bureau politique et du comité central du PC pour faire place à des éléments plus jeunes, la moyenne d'âge du bureau politique étant supérieure à soixante-dix ans. Pour preuve d'une volonté de réformes, on évoque le rappel du général Giap, mis à l'écart depuis le dernier congrès, en 1982, pour s'être fait l'avocat du changement.

En fait, tout se passe comme si le Vietnam en était resté à un communisme de guerre, avec le souci prioritaire d'assurer sa sécurité sur son flanc occidental - Laos et Cambodge compris - ce qui expliquerait son entêtement à renforcer l'unité des trois Etats indochinois. Le reste en a sérieusement pâti. Les communications demeurent très mauvaises. Les directives venues du sommet s'essouffent avant d'atteindre la base. Comme dans l'ancien temps, l'Etat est perçu comme un fleau que subit la population fautive de pouvoir faire autrement.

Il reste cependant une donnée de l'histoire qui fait courir un frisson dans la direction du pays : l'ombre de la Chine qui se modernise et reprend langue avec l'Union soviétique. Face à la normalisation en cours des relations sino-soviétiques, les Vietnamiens savent déjà qu'ils vont devoir jouer au plus serré, même s'il ne s'agit que d'un processus de longue haleine. Voilà dix siècles, le Vietnam a conquis de haute main son indépendance à l'égard de l'empire du Milieu. Aujourd'hui, en perspective d'un rapprochement entre Pékin et Moscou souligne le poids de l'isolement de Hanoi qui n'a pas su, ces dix dernières années, se ménager les moindres appuis en Occident.

Le conflit du Cambodge - principale pomme de discorde entre Pékin et Hanoi - devrait donc se retrouver dans tous les reculs de ce sixième congrès, même si les dirigeants vietnamiens demeurent encore hésitants sur la ligne à suivre. D'un règlement cambodgien - entre communistes s'entend - dépend en grande partie l'abandon du communisme de guerre au Vietnam. Mais comme les Vietnamiens prennent rarement les devants et préfèrent réagir à l'événement, ce sixième congrès devrait avant tout offrir l'occasion d'une mise à jour plutôt que celle d'un changement de cap.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

n° 11 hiver 86/87
EN KIOSQUES
LE 12 DECEMBRE

Rien de plus indispensable aujourd'hui que LETTRE INTERNATIONALE, une des créations les plus intéressantes, et pas la moins risquée dans l'univers des revues. Son horizon intellectuel, c'est d'emblée l'Europe, une Europe ouverte sur le monde. La table d'auteurs largement cosmopolite ressemble à un festival.

Libération
Le n° 30 F.
Abonnement 100 F,
étranger 140 F.

NOM

ADRESSE

à partir du n° ...

CHEQUE A L'ORDRE DE : ALLOUARDY INTERNATIONAL
14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, Tél. 01 42 78 89 43-FRANCE

LETTRE
INTERNATIONALE

LES ENFANTS

DE SIMONE DE BEAUVOIR

F. COLLIN

J. BETHKE ELISABETH H. HAASSE

C. HANIN M. HUSTON M. MAURIN L. SEBBAR

ARGENTINE : NUNCA MAS ?

J. BOKJA L. Z. DE BERTO NEZEMO

A. BLOM E. GANDOLFO D. JANCAR

LE PHILOSOPHE, LE JURISTE

ET LE POLITIQUE

A. COMTE-SPONVILLE V. DIMITRIJEV

H. M. ENGELBERGER GUILLEVIC H. ARP

J. BERGER F. GEORGES J. MINOR

F. MOORHOUSE A. SAURA R. TAVERNIER

CORRESPONDANCES

DE TZVETAN TODOROV

Afrique

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : arrestations

M. Pieter Botha dénonce la préparation d'une « campagne de terreur » de l'ANC

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, a annoncé, le vendredi 12 décembre, dans une allocution télévisée, qu'au cours des dernières vingt-quatre heures « certaines mesures de sécurité préventives » avaient été prises contre les structures de l'ANC (Congrès national africain) et du SACP (Parti communiste sud-africain) impliquées dans « l'élaboration, la coordination et l'exécution de la violence révolutionnaire ».

Le chef de la police, le général Johan Coetzee, a précisé que des arrestations avaient été réalisées sans en préciser le nombre, ni le lieu, et qu'une importante masse de documents avaient été saisis.

Y a-t-il notamment un lien entre « le coup de filets anti-ANC/SACP » et le raid effectué au Swaziland vendredi après-midi par un commando ? Celui-ci a enlevé quatre personnes, deux Noirs et deux ressortissants suisses, Daniel Schneider et Corine Bischoff. Au cours du raid, un enfant de treize ans a été tué par des hommes armés qui, selon certains témoignages, circulaient à bord d'une voiture immatriculée en Afrique du Sud.

Le premier ministre du Swaziland, M. Sotji Dlamini, a estimé, pour sa part, que cette opération avait été effectuée par des Sud-Africains, précisant que, outre le jeune garçon, une autre personne a été tuée. M. Mbatane a adressé une protestation officielle à Pretoria.

Ce n'est pas la première fois que de telles opérations sont effectuées dans le petit royaume enclavé, notamment au cours des derniers mois. D'après le ministre des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, les deux Suisses sont accusés d'avoir des relations avec l'ANC. Le gouvernement s'est cependant refusé à indiquer si les deux Suisses auxquels il était fait allusion étaient ceux qui avaient été enlevés au Swaziland.

Le président de la République, pour justifier ces « mesures de sécurité préventives », a fait état d'« informations irréfutables » selon lesquelles une campagne de terreur « programmée pour le mois de décembre et l'année 1987 » a été indiquée, selon des traces, « le 16 décembre était considéré

comme une occasion appropriée pour accroître la terreur et le meurtre ». Cette date correspond au vingt-cinquième anniversaire de la création du bras armé de l'ANC, Umkonto We Sizwe (la lance de la nation).

Le chef de l'Etat a précisé que « le centre de commandement de l'exécution d'actes de violence et de subversion » se trouve à Lusaka, soulignant que « des unités de meurtriers dans le pays sont contrôlées par des structures installées dans les Etats voisins ». C'est donc un événement très net aux capitales des pays limitrophes, de même qu'à l'UDF (Front démocratique uni), qui est « utilisée et abusée par les forces de la terreur ».

Saisies de documents

Au cours d'une conférence de presse, des documents émanant, entre autres, « de sources et d'agents à tous les niveaux de l'ANC » ont été remis à la presse. Il s'agit d'organigrammes sur les structures de l'ANC, de deux brochures sur une conférence consultative qui s'est tenue en juin 1985 et relatives à la stratégie et à la tactique du mouvement nationaliste, et enfin du programme d'action pour 1987. Il s'agit d'un rapport de quinze pages, qui date d'octobre 1984, une sorte de bilan du conseil politique-militaire et du comité exécutif qui examine les possibilités d'action pour l'année à venir (celle du sixième anniversaire de la création de l'ANC) et qui constate que les objectifs de l'année 1986 (déclarée « année du bras armé ») sont loin d'avoir été atteints.

En fait, c'est un document de portée générale où il est constaté qu'il faut intensifier l'action, consolider l'unité, isoler le régime sud-africain et accélérer l'autorité du mouvement sur le plan international. Une sorte de réflexion sur l'état de la lutte et sur la façon de la poursuivre, sans pour autant que soient fixés les prolongements concrets au territoire sud-africain, c'est-à-dire une campagne de terreur et d'attentats.

M. Botha se réfère à ces documents pour parler notamment de « l'expansion du meurtre, du sabotage et de l'incendie criminel dans les zones blanches, les centres urbains et les zones rurales », ainsi

que « de plans pour inciter à la révolution en Afrique du Sud avant, pendant, et après le 16 décembre ». Mais cette date n'est pas mentionnée dans les documents remis à la presse comme preuve d'un vaste complot visant à renverser le gouvernement par la force.

Ce discours vise manifestement à justifier notamment les mesures prises la veille contre la presse (le Monde du samedi 13 décembre), et il est destiné à l'électorat blanc, afin de prouver que le pouvoir contrôle la situation et met tout en œuvre pour faire échouer à ces menées subversives. « Je crois », a conclu M. Botha, que le temps est venu d'ouvrir les yeux pour les vrais Etats démocratiques du monde, les groupes d'intérêts en Afrique du Sud et les gens crédules, qui sont facilement dupés par la propagande révolutionnaire ».

Quelques heures plus tard, le responsable de la police de la région est de Johannesburg interpellait à plusieurs reprises des organisations anti-apartheid de participer à la campagne « Noël contre l'état d'urgence » et de demander la libération des détenus, la fin de l'état d'urgence, la législation des organisations interdites et le retrait de l'armée des townships. De même, sont prohibés les appels à la démission des députés des Chambres indiennes et métisses, à une boycott des loyers, à l'abolition de l'actuel système d'éducation, et contre les agissements des forces de l'ordre.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ZAMBIE : après les émeutes de la faim

« Nous avons subi un sérieux revers » déclare le président Kaunda

LUSAKA
de notre envoyé spécial

Il était grand temps que M. Kenneth Kaunda, le chef de l'Etat zambien, annule sa décision de doubler le prix de la farine de maïs, la nourriture de base de la population, car la colère qui avait éclaté il y a une semaine dans la ceinture de cuivre (Copperbelt), dans le nord du pays, grondait aux portes de Lusaka. Le jeudi 11 décembre, l'effervescence était en effet à son comble dans les townships qui entourent la capitale zambienne, et des milliers de jeunes avaient commencé à s'en prendre à un supermarché et à une station-service. Plusieurs locaux de l'UNIP, le parti unique au pouvoir, avaient été saccagés et des effigies de M. Kaunda brûlées en public.

Le soir même, au cours d'une allocution radiotélévisée, le chef de l'Etat annonçait l'annulation d'une décision qui a provoqué des émeutes d'une gravité sans précédent depuis l'indépendance du pays, en 1964. Le bilan officiel — probablement sous-estimé — était, vendredi, de quinze morts, dont sept à Ndola, dans le Copperbelt. Le nombre des blessés s'élèverait

à plusieurs centaines. Quant aux dégâts matériels, ils se chiffrent à plusieurs millions de dollars : magasins pillés, bâtiments publics détruits.

M. Kaunda a dénoncé « les activités anti-société de hooligans dirigées par leurs maîtres étrangers », sans préciser la nationalité de ces derniers, mais laissant entendre qu'il pourrait s'agir d'une opération de déstabilisation conduite par l'Afrique du Sud.

Le fait que « des centaines de milliers de jeunes soient sans emploi », comme M. Kaunda l'a reconnu, et que, pour ceux qui travaillent, les faibles augmentations de salaire ne compensent pas — et de loin — celles des produits de première nécessité, explique à lui seul la violence de ces émeutes qui ont contraint le pouvoir à reculer. « Nous avons subi un sérieux revers », a convenu le chef de l'Etat. « Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas appliqué cette mesure par paliers, au lieu d'agir ainsi brusquement, comme s'il tablait sur notre passivité, s'interroge un habitant de Lusaka. C'est de l'inconscience, plus encore que de la maladresse ».

Nombreux sont ceux qui mettent en avant le « mauvais génie »

de l'FMI (Fonds monétaire international) qui a contraint le gouvernement zambien, sans lui laisser aucune marge de manœuvre, à supprimer toute subvention à la consommation s'il voulait obtenir de sa part de nouvelles facilités de crédit. « M. Kaunda est un homme aux mains nues qui n'avait pas d'autre moyen que de se soumettre à ce diktat, étant donné le piteux état dans lequel se trouve l'économie du pays, notent les observateurs. Peut-être a-t-il pris le risque de jouer la politique du pire en montrant aux experts de Washington à quelle impasse conduisait leur système ».

Il n'empêche qu'en s'en prenant à l'UNIP et à la personne même de M. Kaunda, en criant des slogans et en agitant des pancartes très « politiques », beaucoup de manifestants, que ce soit dans le Copperbelt ou à Lusaka, ont voulu dire que le FMI avait parfois trop bon dos et que les dirigeants de leur pays étaient pour une large part responsables de leurs maux. En effet, la chute des cours du cuivre, dont la Zambie tire l'essentiel de ses ressources en devises, ne date pas d'hier ; depuis dix ans, aucun plan de développement agricole n'a été mis en œuvre avec détermination.

L'ordre a été, semble-t-il, rétabli, mais la situation, notamment dans le Copperbelt, demeure très tendue. L'armée, dont les chefs ont renouvelé leur serment de fidélité au régime, reste en état d'alerte. Quant à M. Kaunda, il a avoué que concitoyens que les crédits destinés au redressement économique serviraient désormais à subventionner les produits alimentaires et que, en conséquence, « le taux de croissance du pays serait nul ». Mais la situation économique de la Zambie, qui est déjà critique, peut-elle encore s'aggraver ?

JACQUES DE BARRIN.

TCHAD

Paris confirme que de « sérieux accrochages » se sont produits dans le Nord

Le ministère des affaires étrangères a confirmé, le vendredi 12 décembre, que de « sérieux accrochages » se sont produits jeudi entre les forces libyennes et les combattants des Forces armées populaires (FAP) fidèles à M. Goukouni Oueddei, dans la région de Bardat, localité située dans le Tibesti, au sud de la bande d'Aozou. Le porte-parole du Quai d'Orsay a précisé que la France « suit l'évolution de la situation avec la plus grande attention (...) et continue

d'apporter une aide importante » aux FANT (Forces armées nationales tchadiennes) du président Hissène Habré. Toutefois, cette aide, qui s'inscrit dans le cadre de la mission « Epervier », n'a pas été augmentée. La situation au Tchad a fait l'objet d'un entretien, non prévu au programme, vendredi matin, entre M. François Mitterrand et le président égyptien Hosni Moubarak, en visite officielle à Paris. A l'issue de cette conversation, M. Mitterrand a

réaffirmé qu'il n'était pas question que la France « intervienne au nord du 16° parallèle ».

A N'Djamena, on indique, de source officielle, que les forces libyennes ont été « stoppées » à Bardat, tout en affirmant que la reprise de l'offensive des troupes du colonel Kadafi est « imminente ». Le bilan de ces combats, indique-on, est de quarante-cinq morts du côté libyen, cinq prisonniers, six véhicules Toyota et six camions libyens ayant été détruits.

Europe

TURQUIE

L'accord de défense avec les Etats-Unis a été renouvelé

Ankara (Reuters). — La Turquie et les Etats-Unis ont signé, le vendredi 12 décembre, un document portant renouvellement de leur accord de défense, mettant ainsi fin à treize mois de pourparlers sur l'aide américaine.

Le secrétaire adjoint américain à la défense, M. Richard Perle, a précisé que l'accord prorogerait pour cinq ans, à compter du 18 décembre 1985, l'accord de coopération économique et de défense (DECA), qui avait expiré à cette date avant d'être prolongé sur une base annuelle. A l'origine, la Turquie avait exprimé le souhait que le nouvel accord ne porte que sur deux ans, afin de pouvoir négocier des clauses plus avantageuses après les élections présidentielles américaines de 1988.

Le DECA met à la disposition des Américains une importante base aérienne, des facilités en matière de télécommunications et d'observation à proximité des frontières soviétiques, en échange d'une aide que la Turquie juge de plus en plus insuffisante.

Les dons et les prêts américains ont représenté 868 millions de dollars pour l'exercice 1985-1986. M. Perle a indiqué que la Turquie recevrait 590 millions de dollars d'assistance militaire et économique durant l'exercice financier qui débutera le 1^{er} octobre, mais il s'est abstenu d'avancer des chiffres pour ce qui est des surplus d'équipements de défense américains ou des réductions d'intérêts sur prêts promis à Ankara.

URSS : M. Najibullah à Moscou

L'Union soviétique « n'abandonnera pas » l'Afghanistan

MOSCOU
de notre correspondant

Le numéro un afghan, M. Najibullah, a été reçu, le vendredi 12 décembre, par M. Gorbatchev, qui l'a assuré que l'URSS « n'abandonnera pas un voisin dans le malheur ». L'intérêt ne semblait d'ailleurs pas vraiment craindre cette éventualité. M. Najibullah, ancien chef des services secrets qui a remplacé M. Babrak Karmal à la tête du parti unique afghan, effectuait sa première visite officielle à Moscou depuis son accession au pouvoir. Au cours du dîner au Kremlin, M. Gorbatchev a longuement évoqué, selon l'agence Tass, les possibilités d'un règlement politique de ce qu'on appelle bizarrement ici la situation « autour de l'Afghanistan » (étant entendu officiellement que les résistances ne peuvent venir que de l'extérieur).

M. Gorbatchev souhaite que l'Afghanistan reste un pays « indépendant, non aligné et ami ». « Nous n'entendons pas laisser longtemps en Afghanistan les troupes que nous y avons envoyées », nous l'avons confirmé par le retrait de six régiments. Je veux le souligner encore une fois : le retrait des troupes peut être accéléré dès qu'un règlement équitable autour de l'Afghanistan sera réalisé », a déclaré le dirigeant soviétique.

M. Gorbatchev faisait allusion aux négociations, sous l'égide des Nations unies, entre l'Afghanistan et le Pakistan (principale base arrière de la résistance), qui doivent reprendre à Genève le 11 février. Celui-ci bute sur la question cruciale d'un calendrier de départ des troupes soviétiques. « Le processus se poursuit (...) certes, mais on y constate des à-coups et des périodes de ralentissement ; cependant, des éléments suscitent l'optimisme » a

encore déclaré M. Gorbatchev à propos de ces négociations.

Dans sa réponse, M. Najibullah, n'a apporté aucun élément nouveau qui permette d'espérer un résultat quelconque à ces négociations. Il est vrai que l'initiative ne lui appartient guère. Le numéro un afghan a décrit « l'URSS comme notre ami, notre frère et notre professeur », et il a cru pouvoir affirmer que les relations soviéto-afghanes étaient un « phare pour les peuples du monde entier ».

Le dirigeant afghan a lui aussi rappelé la présence de « plus de 60 000 soldats et de six régiments soviétiques (environ huit mille hommes alors que le corps expéditionnaire soviétique en compte cent dix mille) en octobre dernier ».

M. Najibullah a enfin appelé une fois de plus à une « réconciliation » des Afghans qui pourrait aller jusqu'à la « formation d'un gouvernement d'union nationale dans lequel pourraient entrer des forces qui se sont trouvées temporairement au-delà des frontières du pays, mais sont prêtes à prendre part à sa renaissance ».

Plus prosaïquement, le dirigeant afghan avait fait le ménage chez lui avant de se rendre à Moscou. M. Karmal a été déposé le 20 novembre par quelques fonctionnaires officiels qu'il conservait encore. Ce fut ensuite le tour du ministre des affaires étrangères, Chaf Mohammad Dost, remplacé par M. Abdul Wakil, lequel a été reçu vendredi par M. Chevardnadze. M. Dost, longtemps lié à M. Karmal, avait « lâché » ce dernier dans l'espoir de lui succéder. L'opération était, semble-t-il, presque faite lorsque les Soviétiques y ont mis leur veto en mai dernier et imposé à la tête de l'Afghanistan le jeune (trente-neuf ans) chef des services secrets.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Un avion de l'Aéroflot

s'écrase à Berlin-Est : 69 morts

Berlin (AFP, UPI, AP, Reuters). — Un biréacteur Tupolev-134 de la compagnie soviétique Aeroflot, en provenance de Minsk, s'est écrasé, le vendredi 12 décembre, peu avant d'atterrir sur l'aéroport de Berlin-Est. Il y aurait douze survivants sur les quatre-vingt passagers et membres d'équipage. Une commission d'enquête présidée par le ministre des transports estellonnard a été formée pour déterminer les causes de la catastrophe. Le biréacteur était très dense au moment de l'accident.

C'est dans un appareil du même type que le président du Mozambique, Samora Machel, avait péri, le 19 octobre dernier, avec trente-trois autres personnes à la frontière sud-africaine. Le Tupolev-134 a été impliqué dans plusieurs accidents ayant provoqué la mort d'un nombre indéterminé de passagers : le 17 octobre 1986, en Sibérie ; le 17 février 1985, près de Minsk ; le 10 janvier 1984, à Sofia ; en septembre 1983, à Almaty. Enfin, deux Tupolev-134 étaient entrés en collision, le 17 août 1979, au-dessus de l'Ukraine tuant cent soixante-trois personnes.

● ESPAGNE : un industriel enlevé par l'ETA. — L'ETA a revendiqué, le vendredi 12 décembre, l'enlèvement d'un industriel basque, M. Jaime Caballero, disparu depuis mercredi, rapporte le quotidien basque Egin. L'ETA déclare avoir enlevé M. Caballero, directeur d'une papeterie à Villabona, près de Saint-Sébastien, afin d'obtenir de l'argent pour « la lutte de libération nationale du peuple basque ». M. Caballero serait un ami de M. Xavier Arzallus, président du Parti nationaliste basque (conservateur) au pouvoir dans le gouvernement régional. — (AP.)

Proche-Orient

L'affaire des otages du Liban

Matignon dément toute « négociation » avec les ravisseurs

Les services du premier ministre ont démenti « de la manière la plus formelle », le vendredi 12 décembre, les informations publiées le même jour par le quotidien Libération selon lesquelles la France aurait payé une « rançon » pour obtenir la libération, en juin dernier, de deux otages français du Liban, Philippe Rochot et Georges Haman (le Monde du 13 décembre).

« Le cabinet du premier ministre défile quiconque d'apporter la preuve des faits avancés par les auteurs de l'article », indique un communiqué, qui ajoute : « Considérant que ces prétendues informations sont de nature à gêner les efforts permanents déployés par le gouvernement français pour la libération des otages, celui-ci se réserve

le droit d'utiliser à l'encontre du Journal Libération toutes les voies de droit qu'il jugera utiles ».

L'enquête de Libération affirmait que le gouvernement avait « négocié » avec les ravisseurs par l'intermédiaire d'hommes d'affaires libanais chéifés résidents en Côte d'Ivoire par l'entremise du chef de cabinet du premier ministre, M. Michel Roussin.

Dans une lettre adressée à Libération — et que le quotidien publie ce samedi —, Philippe Rochot et Georges Haman écrivent notamment : « Nous avons lu avec peine vos « révélations », dont l'objectif nous paraît beaucoup plus d'exploiter l'aspect sensationnel de l'affaire des otages que de sauver des vies humaines ».

La visite de M. Moubarak à Paris

La France appuie les demandes de l'Egypte auprès du FMI

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, devait achever, le samedi 13 décembre, une visite d'Etat de trois jours en France après avoir obtenu l'appui de Paris pour faire face aux difficultés économiques de l'Egypte. M. Mitterrand et Chirac ont réaffirmé à leur hôte que Paris multiplierait à leur hôte les appuis du FMI et de la Banque mondiale pour que le Liban obtienne un rééchelonnement de sa dette extérieure (évaluée à quelque 27 milliards de dollars) et l'octroi d'un crédit de 1,5 milliard de dollars.

Vendredi, après un nouvel entretien avec M. Mitterrand, le roi a reçu le frère du roi Fakhd d'Arabie saoudite, le prince Salman, en visite à Paris à l'occasion de l'ouverture d'une exposition consacrée à son pays. A trois semaines du sommet islamique de Koweït, les deux hommes se sont longuement

embrassés devant les caméras. Cette rencontre confirme que les deux pays conservent des liens étroits — notamment économiques et culturels — en dépit de la rupture des relations diplomatiques décidée par Ryad à la suite des accords de Camp David. L'opposition saoudienne présentée au Grand Palais — « Le paradis saoudien. Ryad d'hier à aujourd'hui » — doit d'ailleurs être prochainement accueillie au Caire.

Le chef de l'Etat égyptien, dont le pays pourrait commander vingt nouveaux Mirage-2000, a également reçu, vendredi, le patron de Dassault-Breguet, M. Serge Dassault.

Après un petit déjeuner à l'Elysée, M. Moubarak devait quitter Paris pour Stuttgart (RFA). De là, il se rendra ensuite en Roumanie, puis en Grèce et en Italie avant de regagner Le Caire.

Politique

... Le Monde • Dimanche 14-Lundi 15 décembre 1986 5

Le conseil de cabinet à l'hôtel Matignon et les grandes orientations budgétaires

M. Chirac : faire preuve « plus que jamais » de « solidarité » et de « cohérence »

M. Jacques Chirac a réuni l'ensemble du gouvernement - ministres, ministres délégués et secrétaires d'Etat - le vendredi 12 décembre à 15 h 30, à l'hôtel Matignon. M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a indiqué que ce conseil de cabinet, prévu depuis plus de quinze jours, devait initialement, à la demande de M. Edouard Balladur, ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation, des questions économiques et financières pour 1987 et aux grandes lignes du budget de 1988.

Seul M. Bernard Pons, en visite en Nouvelle-Calédonie, était absent de cette réunion, qui a duré deux heures et qui a été ouverte par une déclaration de M. Chirac. Le premier ministre, après avoir évoqué les événements des dernières semaines et sa décision de ne pas organiser de session extraordinaire du Parlement, a demandé, selon M. Baudouin, que « plus que jamais, il y ait solidarité, cohérence, et l'inspiration du gouvernement ». Il a indiqué qu'il « veillera à ce que la communication interne entre les différents ministères se fasse de façon plus coordonnée ».

M. Chirac, toujours selon son porte-parole, a annoncé qu'il « s'efforcera de tenir des réunions de ministres et des réunions plénières du gouvernement de façon plus régulière ». Remerciant les ministres pour le travail qu'ils avaient accompli depuis huit mois, M. Chirac en a souligné le bilan particulièrement positif. Il leur a ensuite demandé de « réfléchir sur les objectifs que chacun d'eux, dans son département ministériel, entend se fixer pour l'année 1987 ». Cette réflexion devra aboutir entre le 10 et le 15 janvier prochain. Un nouveau conseil de cabinet sera alors convoqué pour établir le programme de travail du gouvernement.

Après avoir demandé aux membres du gouvernement qui voyagent à l'étranger de le faire « en coordination avec le secrétaire général du gouvernement et avec le ministre des affaires étrangères », M. Chirac a rappelé, à dire M. Baudouin, qu'il ignore la loi de « l'usage » et qu'il, dans l'esprit, pour cette période, a demandé « convention », « information » et, en même temps, « action ».

Le porte-parole du premier ministre a également signalé que M. Chirac avait parlé de la cohésion. Il estime que « ce problème, qui passionne la presse, n'a pas à être évoqué en permanence, car c'est

une réalité que nous vivons tous les jours, avec ses difficultés et, aussi, ses avantages ». C'est l'application de la Constitution, a ajouté M. Chirac, cité par M. Baudouin. Elle est renforcée par le fait que le public dans tous les sondages et elle doit être continuée.

S'estimant sans doute mis en cause, M. Alain Chalandon, ministre de la Justice, qui, le 30 novembre dernier, avait déclaré la cohabitation « perverse », a réaffirmé que cette situation est responsable des difficultés que rencontre le gouvernement. Ces propos de M. Chalandon n'ont pas été rapportés par M. Baudouin, non plus que ceux de M. Chirac soulignant que la « fonction » et la « personne » du président de la République ne doivent pas être mises en cause, mais qu'il n'est pas interdit d'attaquer le Parti socialiste « et le chef du Parti socialiste ». Ces derniers mots ont été compris comme visant M. François Mitterrand en tant qu'inspirateur des initiatives que prennent les socialistes.

M. Léotard : le gouvernement doit marquer son terrain

Le garde des sceaux a aussi parlé des trois projets qu'il a préparés et qui sont ou doivent être examinés par le Parlement. Il a insisté sur la nécessité d'agir sans tarder face aux problèmes que posent les prisons (le projet de loi sur la création d'établissements pénitentiaires « habilités » est à l'ordre du jour du Sénat) et la drogue. En revanche, M. Chalandon estime que le projet de réforme du code de la nationalité doit être réétudié et expliqué avant d'être soumis au Parlement.

M. François Léotard, ministre de la Culture et de la Communication, président du PR, a rappelé, selon M. Baudouin, « que ce gouvernement est le résultat d'une alliance solide entre plusieurs familles et d'une association entre divers partis » et qu'il « doit marquer son terrain, en toute loyauté, vis-à-vis de ceux qui ne partagent pas ses opinions ». M. Léotard exprimait ainsi sa position et celle de ses amis sur la solidarité au sein du gouvernement sur la concertation qui doit y régner sur la cohabitation. Le porte-parole du premier ministre n'a pas rendu compte de l'intervention de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement, président du CDS, qui a évoqué, lui aussi, la diversité des « sensibilités ». M. Méhaignerie a fait un long développement sur la société française,

qui « devient plus formée » et qui connaît, aussi, un « refus des hiérarchies ». Il estime qu'il faut comprendre cette évolution et être prudent dans les réformes.

Le président du CDS a insisté sur la nécessité d'un « accompagnement social » de la politique économique du gouvernement, et il a demandé que l'absence de session extraordinaire du Parlement soit mise à profit pour préparer quelques mesures significatives, allant dans le sens de l'égalité des chances. Il a cité, à titre d'exemples, le plan de M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales, sur les « nouvelles pauvretés », et l'amendement Coluche, visant à permettre aux contribuables de soustraire de leur impôt une somme versée à des œuvres de bienfaisance.

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, qui est arrivé à l'hôtel Matignon vingt minutes après le début de la réunion, a dans une longue intervention, fait l'historique des événements des dernières semaines dont l'enchaînement, a-t-il dit, « n'est pas fortuit ». Selon M. Baudouin, M. Pasqua a affirmé avoir « accumulé des preuves de ce que certaines agressions sont le résultat d'une volonté déterminée de la part de certaines forces, dont l'esprit est, parfois, révolutionnaire ».

Selon d'autres sources, le ministre de l'Intérieur a déclaré que le mouvement des étudiants et des lycéens avait été le résultat d'une conjonction entre l'action « corporatiste » de la FEN et de l'état d'esprit de la jeunesse universitaire et sociale. En d'autres termes, les enseignants de la FEN auraient encouragé et aidé le mouvement, que les services du ministère de l'Intérieur n'ont « pas vu venir », a dit M. Pasqua, parce que leur attention était occupée par le terrorisme. Le ministre a laissé paraître le regret de ne pas avoir bénéficié d'une plus grande solidarité de la part de l'ensemble du gouvernement.

M. Juppé : « Se comporter en hommes politiques »

Prenant la parole après M. Pasqua, M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, a évoqué, aussi, les propos du premier ministre, qui avait invité les membres du gouvernement à « occuper leur terrain » et, lorsqu'ils en sortent, à ne pas « oublier la solidarité », afin que la politique du gouvernement soit mieux « expliquée ». Pour M. Juppé, il importe que les ministres se comportent « non pas comme des techniciens, mais comme des hommes politiques », de sorte que le gouvernement puisse « reprendre l'initiative ».

Après M. André Rossinot, ministre des relations avec le Parlement, président du Parti radical, qui a évoqué l'ordre du jour « chargé » de la session du printemps prochain, M. René Monory, ministre de l'Éducation nationale, a émis le souhait qu'un ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche soit désigné « assez rapidement » et remplacé par M. Alain Devaquet. MM. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, dirigeant du RSD, et Georges Chavanes, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, ont, aussi, pris la parole. Enfin, M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, a brièvement évoqué les problèmes de son département.

Après ce « tour de table », M. Balladur a fait le bilan de l'action du gouvernement dans les domaines économique, financier et social, où les résultats, a-t-il dit, sont « satisfaisants ». Le ministre d'Etat a souligné, particulièrement, que les prix avaient été contenus, de même que la masse monétaire, et que la privatisation de Saint-Gobain avait remporté un succès « très remarquable ». 10 % des actions étant achetées par des salariés de cette entreprise.

Pour 1987, M. Balladur se fixe comme objectif un taux de croissance qui pourrait se situer entre 2,5 % et 3,5 % et un taux d'inflation de 2 % à 3 %. La compétitivité des entreprises demeure, a-t-il dit, une préoccupation majeure, de même que l'évolution des coûts sociaux. Le ministre d'Etat a souligné en conclusion, selon M. Baudouin, que le budget qui sera préparé en 1987, « année présidentielle », devra être exempté de « démagogie », que les réductions d'impôts devront être maintenues et que si des augmentations de dépenses sont nécessaires, elles devront être compensées par des économies sur d'autres postes.

Selon d'autres sources, M. Balladur a cité le chiffre de 40 milliards de francs d'économie dans le budget de 1988.

M. Baudouin a rapporté, enfin, les propos de conclusion du premier ministre, qui s'est félicité de la création de sept cent vingt mille emplois nouveaux, grâce au plan pour l'emploi des jeunes, et qui a déclaré que le gouvernement doit « tenir ses engagements, certes, mais avec courage et sans démagogie ».

P. J.

1988, année de tous les périls

EN réunissant la vaudrati 12 décembre l'ensemble des membres du gouvernement en conseil de cabinet exceptionnel pour discuter du budget de 1988, M. Chirac a appliqué un vieux principe de sagesse : quand on voit qu'en situation difficile la meilleure défense est encore d'attaquer.

Difficile, la préparation du budget de 1988 l'est déjà, tant les promesses faites par l'équipe au pouvoir ont été nombreuses depuis quelques mois, prenant tantôt la forme de baisses d'impôts, tantôt celle de dépenses nouvelles. Nous ne sommes qu'à la mi-décembre 1986. D'ici à septembre 1987, date à laquelle le gouvernement devra avoir arrêté ses décisions concernant les impôts et les charges de l'Etat pour 1988, beaucoup de promesses nouvelles seront peut-être venues grossir une liste déjà impressionnante.

C'est, semble-t-il, pour empêcher le flot de monter que le gouvernement s'est réuni vendredi avec ostentation pour bien montrer sa ferme résolution. Reste à savoir si a pris l'initiative d'une telle réunion tenue un mois et demi avant les dates habituelles, la préparation d'un budget commencent généralement à la fin du mois de janvier. M. Chirac, pour détourner l'attention des Français de certaines réformes de l'enseignement ou MM. Balladur et Juppé, étreints par les difficultés qui les attendent fin 1987-début 1988 ?

Barristes et socialistes

A la fin du mois de novembre, le député barriste, M. Bruno Durieux, avait estimé à 22 milliards de francs les baisses d'impôts promises par le gouvernement, répétant en cela une estimation que nous avions faite précédemment (Le Monde du 16 octobre). Ce chiffre a été confirmé récemment par M. Alain Juppé lui-même, qui a ajouté qu'il faudrait également réduire le déficit de 15 milliards de francs en 1988 et engager 5 milliards de francs de dépenses nouvelles, précisant - pour couper court à toute objection - que 40 milliards d'économies nouvelles seraient nécessaires.

Baisses à 50 % en trois ans du taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu (10 milliards de francs en 1988) ; baisses de 45 à 42 % du taux de l'impôt sur les sociétés (8 milliards de francs) ; nouvel allègement de la taxe professionnelle (2 milliards de francs) ; suppression plus rapide que prévue de la taxe sur les frais généraux (2 milliards). Voilà pour les 22 milliards de francs reconnus par M. Juppé.

Mais ces allègements fiscaux qui sont autant de pertes de recettes

pour l'Etat sont maintenant largement dépassés. S'y sont ajoutées des mesures spectaculaires comme le projet de loi sur l'épargne qui vise à compléter - sous forme d'encouragement - l'achat d'actions et d'obligations des régimes de retraite par répartition de la Sécurité sociale.

Ce projet, quand il aura atteint sa maturité, cofinancé à l'Etat 5 à 6 milliards de francs par an d'allègements fiscaux et déjà plus 1 milliard de francs en 1988. S'ajoutent deux blocs de dépenses importantes : le loi de programmation militaire qui couvrira la période 1987-1991, et les avantages fiscaux très généraux accordés par le gouvernement à ceux qui construisent et investissent dans le logement. Au total, quelque 5 milliards de francs par an, dès 1988.

Si l'on retient les dépenses prévues pour les DOM-TOM (un demi-milliard de francs) et d'autres promesses de moindre ampleur, on arrive, selon les barristes, à une cinquantaine de milliards de francs. Les calculs des experts du Parti socialiste aboutissent, eux, à une quarantaine de milliards de francs.

Encore faudra-t-il tenir compte, ce que personne ne fait, de la modification du régime des donations, partages qui réduisent les droits de succession, et à la probable modification du barème de ces droits que M. Balladur ne se cache pas de souhaiter. Sans oublier l'extension à l'ensemble des commerçants et des professions libérales de l'abattement de 20 % réservé jusqu'à présent aux seuls salariés pour le calcul de leur impôt sur le revenu.

Si les estimations varient, les jugements convergent sur deux points : les promesses faites sont d'ores et déjà considérables ; l'année 1988 risque bien d'être très difficile, « l'année de tous les périls », disent barristes et socialistes réunis - une fois n'est pas coutume - dans la même analyse critique.

Ajoutons une chose : les économies envisagées par M. Juppé (40 milliards) ne seront pas faciles à réaliser et même, pour tout dire, impossibles à faire dans de telles proportions. On vient de la voir avec le budget de 1987 qui n'a permis qu'une douzaine de milliards de francs d'économies véritables (1), ce qui est déjà considérable, mais très loin des 40 milliards de francs annoncés.

C'est bien la montée de ces périls que MM. Balladur et Juppé ont voulu conjurer.

ALAIN VERHOLLES.

(1) Le Monde du mercredi 17 septembre.

A l'Assemblée nationale

Les socialistes contre le ministre de l'intérieur

La séance des questions orales sans débat du vendredi matin, traditionnellement consacrée à des sujets qui ne suscitent pas les passions, a connu hier le 12 décembre à des échanges vifs entre le groupe socialiste et le ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud.

Les députés socialistes ont soulevé toutes leurs questions aux conséquences policières des manifestations de la semaine dernière. Ils ont demandé à plusieurs reprises que le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, vienne lui-même s'expliquer devant la représentation nationale.

« Nous sommes venus entendre M. Pasqua et pas un ministre délégué lire des papiers », a protesté M. Jura. Le suis appuyé par le député de M. Joux, a répondu M. Pandraud, qui a dénoncé « la campagne de désinformation qui cherche à déconsidérer la police ».

« On ne veut pas vous vexer M. Pandraud, mais c'est M. Pasqua que nous voulons entendre », explique, plein de sollicitude, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) à l'adresse du ministre. « C'est lui le responsable du décalage entre la jeunesse, les Français et la police.

M. Madelin se déclare contre « une certaine droite autoritaire »

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des PTT et du Tourisme, déclare notamment, dans une interview publiée par le magazine l'Obs (numéro hors série, daté 12 décembre) : « Il ne faudrait pas que le gouvernement donne l'image d'une droite autoritaire, ou s'y laisse enfermer (...). C'est, à mon avis, plus un problème de musique (...). un peu trop fanfare militaire peut-être (...) qu'un problème de paroles (...). La difficulté consiste à satisfaire [le] souci [de sécurité] sans faiblesse, mais sans tomber dans le ton excessif destiné à compléter à une certaine droite autoritaire ».

L'espèce que vous transmettez à M. Pasqua nos questions. « Je ne me suis jamais considéré comme un petit télégraphiste », a répondu M. Pandraud, qui s'est livré à un long rappel historique des manifestations depuis le 27 novembre et des instructions données à la police.

« Qui a livré le quartier Latin aux loubards et aux pillards ? », s'insurge M. Pierre Joxe. « Le ministre de l'Intérieur a menti en disant qu'il n'y avait sur place aucun officier de police judiciaire pour procéder à des interpellations », ajoute le député de Saône-et-Loire, qui se demande si l'absence de M. Pasqua est un signe avant-coureur de son départ du gouvernement.

Dans l'hémicycle, le ton devait monter d'un cran après l'intervention de M. Roland Dumas (PS, Dordogne) : « Vous avez laissé provoquer le désordre (...) pour l'utiliser à des fins médiocres de récupération politique », a affirmé M. Dumas. « Votre angélisme de circonstance ne trompe personne... ». Les Français savent bien que si a soutenu les manifestations (...) Messieurs, les casseurs, c'est vous ! » rétorque excédé M. Pandraud, en direction des députés socialistes, applaudis par la majorité et le FN.

CORRESPONDANCE

Les amitiés de M. Pasqua

M. Roland Francisconi nous écrit, à propos de notre récent portrait de M. Charles Pasqua (Le Monde du 6 décembre) dans lequel était évoqué le passé de son frère Marcel, ancien patron des cercles de jeux parisiens, assassiné le 15 mars 1983 à Paris.

Je résume que le nom de mon frère Marcel Francisconi est utilisé pour les besoins de l'article, et sert à illustrer un exemple de personne peu recommandable, voire même de truand, ce qui constitue à n'en pas douter une atteinte grave à sa mémoire. Je souhaite que vous portiez à la connaissance de vos lecteurs les précisions suivantes : Marcel Francisconi était un élu de longue date, maire, conseiller général et vice-président du conseil général de la Corse, ce qui est une garantie, s'il en était besoin, de son honneur.

Comme il y est fait allusion par ailleurs, il avait été un engagé volontaire de la première heure, deux fois prisonnier et évadé, ce qui lui avait valu les plus hautes décorations françaises.

Le colloque des intellectuels juifs de langue française

Israël parmi les « peuples de la Terre »

« Il n'y a pas d'éthique juive. Il y a une éthique juive de l'éthique », disait, lundi 8 décembre, l'écrivain Alain Finkielkraut, au cours de la dernière séance du vingt-septième colloque des intellectuels juifs de langue française. Si la question d'autrui est, ainsi, au cœur du judaïsme, l'autre a aussi, historiquement, obéi - au sens éternel - que et courant du mot - les juifs. De l'époque biblique jusqu'à nos jours, les juifs ont été des peuples de la Terre, les juifs avec autres peuples composent la trame de leur histoire.

Le colloque organisé, comme chaque année, par la section française du Congrès juif mondial, au centre Rachi, à Paris, du 6 au 8 décembre, avait pour objet d'examiner certains des regards que des juifs ont portés, à travers les époques et les pays, sur ceux que la Bible désigne comme les « peuples de la Terre ».

Abordée en premier lieu, la confrontation du judaïsme avec le christianisme à l'époque moderne a été étudiée, dans la pensée de l'allemand Frank Rosenzweig, par M. Stéphane Moses, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem. Pur produit du judaïsme assimilé et cultivé qui fleurissait en Allemagne au début du vingtième siècle, Rosenzweig envisage d'abord le christianisme comme civilisation, à travers les philosophes de Hegel et de Schelling.

C'est pendant la guerre de 1914-1918, où il est mobilisé, que certaines de ses idées se précisent et qu'il en vient à concevoir son temps comme celui de la sécularisation intégrale du christianisme, particulièrement à travers le nationalisme. Celui-ci n'est rien d'autre, selon Rosenzweig, que la christianisation du concept de peuple, qui fait que les nations se voient élargies d'une mission messianique. C'est là, pour lui, l'origine de la guerre.

Le christianisme est, pour Rosenzweig, déshérité entre la rédemption, dont l'événement est sa foi, et l'histoire, qui, pourtant, continue ; entre le mystique et le politi-

que ; entre le saint et le prêtre ; entre l'Eglise et l'Etat. Le judaïsme, lui, est absent de l'histoire et de son agitation répétitive ; il vit, dans le rituel, et médite, dans l'étude, la rédemption à venir. De cette opposition, minutieusement observée dans l'Étoile de rédemption, Rosenzweig conclut à une complémentarité du juif et du chrétien, l'un témoin de l'absolu, l'autre en quête de réconciliation. Selon lui, a résumé M. Moses, « l'existence réelle du peuple juif est, pour le christianisme, la seule preuve indubitable de la réalité de sa foi ».

Notion républicaine ou « société pluri-culturelle »

Ainsi s'explique l'idéal, proposé par Rosenzweig, d'un judaïsme vivant dans la dispersion ; mort en 1929, il a vu longtemps dans le sionisme qu'un moindre mal par rapport au risque de dissolution dans l'assimilation, ce qui lui valut de se brouiller avec Gershom Scholem, l'historien du messianisme juif, lorsque ce dernier partit d'Allemagne pour s'établir en Palestine, en 1922.

Ea quittant Rosenzweig, étranger à l'entreprise nationale du judaïsme, le colloque s'en était fini avec la nation, étudiée d'abord d'un point de vue sioniste par M. Ely Ben Gal, historien israélien, et, enfin, par M. Finkielkraut lui-même. Observant l'histoire des juifs en France depuis la Révolution, M. Finkielkraut a distingué trois périodes : celle de la reconnaissance - gratitude des juifs envers la France républicaine émancipatrice et perception d'une parenté entre les valeurs républicaines et les valeurs juives ; celle de l'assimilation, qui conduisit de nombreux juifs à voir dans la République la réalisation des idéaux de la confession ; celle de la renaissance du judaïsme, dans laquelle le Français juif, participant à une société devenue individualiste, fait place au juif français.

Or, tandis que, selon M. Finkielkraut, les Français, juifs ou pas,

publient « la France », voilà que le Front national reprend le vieux slogan : « La France aux Français ! ». A cette proclamation, il ne convient pas, estime-t-il, d'opposer la revendication d'une « société pluri-culturelle », qui tendrait à enfermer les individus dans leur « culture », mais l'affirmation de la nation comme communauté librement constituée (idéel républicain français) et non pas organique (idéel traditionaliste d'origine allemande).

Cette position conduit M. Finkielkraut à approuver la réforme du code de la nationalité dès lors qu'elle ouvre le droit de devenir français à celui qui en fait la demande, mais à juger inadmissibles les restrictions mises à ce droit. Pour lui, la volonté d'entrer dans la collectivité nationale doit être la seule condition requise pour y être accueilli, sans que puissent y faire obstacle les condamnations pénales éventuellement subies par celui qui exprime cette volonté. M. Ben Gal a observé, en intervenant dans le débat provoqué par M. Finkielkraut, que cette dernière difficulté serait peut-être résolue si la France distinguait, comme d'autres pays, la nationalité et la citoyenneté.

Loin de ces débats d'actualité, M. Emmanuel Lévinas a commenté, dimanche soir, dans sa leçon talmudique, un texte relatif à un païen qui appelle « tous les peuples » à louer Dieu. L'explication donnée est la suivante : les autres peuples doivent louer Dieu, qui, à travers la grâce qu'il a faite à Israël, s'est révélé à eux.

C'est bien ce qu'ils font, selon M. Lévinas. Dans leur foi ou dans leurs œuvres, les autres peuples chantent la gloire de Dieu. Ainsi, a-t-il conclu, « nous sommes juifs et occidentaux ». La leçon ne s'arrête pas là. « Nous, juifs, a-t-il ajouté, nous devons chanter plus que les autres ».

P. J.

Politique

A la Convention nationale du PS

M. Poperen : M. Chirac n'a plus le « look Rambo »

La convention nationale du PS s'est ouverte samedi 13 décembre à Créteil. Initialement consacrée à l'emploi, elle a débordé sur un débat de politique générale, sur l'analyse du mouvement étudiant et des reculs du gouvernement.

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, consacre une large part de son rapport introductif au mouvement étudiant et lycéen. « Uni, démocratique et libre, affirme le député du Rhône, tel a progressé [...] le mouvement [...] Peut-être avons-nous vécu le moment exem-

plaire d'un mouvement autogéré qui aura ainsi donné son vrai contenu à un concept jusque-là abstrait. »

Le numéro deux du PS note encore : « Le mouvement [...] est un moment de pointe d'une poussée plus générale de la société française. » L'affrontement [...] continue-t-il, aura été le point de cristallisation d'un refus généralisé et diffus dans la société française de la politique inégalitaire et rétrograde de la majorité parlementaire. L'enchaînement des mécontente-

ments et des protestations des mois précédents a conduit à ce point de cristallisation à partir duquel, ensuite, s'enclenchent des reculs en chaîne du pouvoir. »

A propos des « implications politiques » du mouvement, M. Poperen invite à « contempler les décors » à droite : « Une majorité parlementaire divisée, les plus courtois des alliés du premier ministre qui rompent avec cynisme la solidarité gouvernementale, un premier ministre qui misait toute son ambition sur le look du Rambo français

et qui, dans l'épreuve, s'est affirmé brouillon, indécis, tout en confondant brutalité et fermeté. »

Le rapporteur juge néanmoins qu'il serait « imprudent » pour le PS de « penser que l'entrée de beaucoup de jeunes en politique [...] a levé les préventions à l'endroit des organisations politiques et syndicales, même de gauche, y compris à l'endroit du Parti socialiste ». Pour lui, il importe de continuer à « respecter l'autonomie de leur démarche ».

Le tour de France de M. Fabius

Comment passer par la Lorraine en évitant la sidérurgie

M. Laurent Fabius vient d'effectuer une visite en Lorraine, dans le cadre du tour de France qu'il a commencé il y a plusieurs mois.

NANCY
de notre envoyé spécial

M. Fabius, en Lorraine, fait de la « micropolitique ». L'ensemble du voyage, comme le dit l'entourage de l'ancien premier ministre, est mis « au service du parti », dont les socialistes lorrains veulent prouver la capacité de rassemblement. Il s'agit, de contacts avec les militants et les sympathisants, de montrer un Laurent Fabius proche des gens, souriant, simple, voire chaleureux, fermement ancré dans ses convictions socialistes, de casser, « somme toute, ce qui peut rester de l'image d'un « Giscard de gauche ».

Dans cette région âpre, piquetée des croix des cimetières militaires, restée sensible aux valeurs de la patrie, ses hôtes d'oublieront pas

d'emboîter M. Fabius jusqu'à Douaumont. L'ancien chef de gouvernement atténue l'essai, par une matinée grise noyée de brume, au moment même où commence à sonner, comme tous les jours, à midi juste, le glas funèbre du clocher qui domine les milliers de tombes blanches. Premier ministre de gauche ou pas, le ebopelaio militaire qui couvait la visite de l'ossuaire ne mâche pas ses mots. Montrant les noms des morts inscrits sous les voûtes, il lance à M. Fabius : « Ils ont fait leur devoir avant de réclamer leurs droits. Aujourd'hui, on réclame ses droits avant de faire son devoir... »

A chaque étape, ou presque, l'ancien premier ministre touche du doigt les plaies ouvertes de la Lorraine. « Nous avons tant et tant souffert », jace le député des Vosges, M. Christian Pignatelli. Les élus lorrains n'ont pas oublié mars 1984 et le plan sidérurgique du gouvernement Mauroy. M. Fabius, qui avait alors la charge de l'industrie, avait d'abord hésité. Puis, contre l'avis de M. Mauroy, il s'était finalement rangé aux côtés de la Lorraine, en se prononçant pour la construction d'un train universel à Gandrange, chez Sacilor, qui était en balance avec la modernisation des installations nordistes d'Usinor. Si le Nord l'emporta contre la Lorraine, les gens de l'Est savent gré à M. Fabius de sa position et de ses décisions ultérieures.

Prudence

Pourtant, M. Fabius, peut-être parce qu'il se souvient des manifestations de colère — contre la gauche — et de désespoir de 1984, d'insiste guère sur la Lorraine industrielle. Juste une visite rapide à l'entreprise Schoeller — visage de la Lorraine

« performante » — pour s'extasier poliment sur un four qui cuit un gros poulet en un quart d'heure.

Et la sidérurgie ? Prudence. Face à la perspective de nouvelles suppressions d'emplois (peut-être 20 000), M. Fabius demande seulement que « soit maintenue la leur et la lumière de l'espérance ». « Oui, dit-il, à Hayange, du courage, on peut en demander, mais il ne faut pas aller jusqu'à la provocation. » A Metz, il précise : « Voilà qu'à l'époque la droite nous avait critiqués. Elle n'avait pas de mots assez durs, et voilà qu'aujourd'hui elle ne propose rien de plus, rien de mieux, mais qu'elle revient en disant : nous avons des solutions positives que nous avions apportées à la Lorraine. Difficile de faire plus sobre.

Rassemblement

A Hayange, un sidérurgiste communiste interpelle le visiteur pour lui rétorquer que la politique de la droite ne fait que s'inscrire dans la continuité des décisions des gouvernements socialistes. Quelques sifflets, moins nombreux que les applaudissements, dans la salle de la mairie socialiste. A l'évidence, le sidérurgiste a mis le doigt sur une plaie à vif. A l'évidence aussi, l'ancien premier ministre commet une erreur psychologique en s'abstenant de reprendre la parole.

De la même façon, à Moyeuvre-Grande, pendant l'inauguration d'un gymnase, l'ancien chef de gouvernement évite prudemment de glisser du terrain consensuel du sport vers celui plus glissant de la sidérurgie.

Une telle tournée écrivait, évidemment, dans le court terme. Si le député de la Seine-Maritime est amené à disputer à M. Rocard l'investiture du parti, an cas où M.

Mitterrand se retirerait de la course, plus les militants le consolent, et meilleurs seront ses chances. A plus long terme, M. Fabius, aidé de ses amis, effectue, dans les fédérations socialistes, un patient travail d'implantation. Ici, il dispose, en souvenir, notamment de sa défense du train de Gandrange, de solides appuis chez les parlementaires : plusieurs députés, dont M. Pignatelli, et le seul sénateur socialiste de Lorraine, M. Jean-Pierre Masseret.

Plus discrets et sans doute moins nombreux dans cette région, les relais dans l'appareil — qui semblent maintenant se multiplier au plan national — existent aussi. M. Pignatelli ex-CERES, qui vient officiellement de passer du courant Mauroy au courant mitterrandiste, espère emmener dans son sillage l'ensemble de sa fédération vers le fabiusisme. A terme, on ne fait pas mystère ici de l'objectif : faire basculer les rocardiens de Lorraine, après une éventuelle défaite, ou un retrait, en 1988 (ce sont deux hypothèses retenues), de leur actuel chef de file.

C'est ainsi que les impératifs de la tactique d'appareil rejoignent ceux du combat au grand jour : dans les deux cas, il s'agit de rassembler. De M. Jean-Yves Le Déaut, député de Meurthe-et-Moselle, qui lui est favorable, à M. Job Dupont, député ex-CERES du même département, en passant par M. Gérard Welzer, jeune apparenté socialiste des Vosges, tous les parlementaires PS de la région auront suivi, en tout ou en partie, la visite de M. Fabius. Et plusieurs mairies rocardiennes, plus une, celle de Trioux, tenue par un maire communiste critique entouré d'un premier adjoint socialiste, étaient au programme. Car il ne faut pas exclure mais séduire.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Les communistes en crise dans le Finistère

L'appareil du PCF réduit les foyers de contestation

BREST
de notre correspondant

Les communistes contestataires du Finistère pourraient-ils tenir encore longtemps ? Après avoir été secoués au moment de la conférence houleuse de réunification des fédérations nord et sud-ouest (finistère en mai dernier) (Le Monde du 14 juin), qui entraîna la mise à l'écart de M. Louis Amonot, permanent politique et figure locale aujourd'hui en chômage, le PCF reprend progressivement les choses en main. L'appareil tente de circonscrire les foyers oppositionnels : Brest, Plougastel-Daoulas et Carhaix. Avec un certain succès, comme en témoigne la démission collective de neuf militants du PCF de Plougastel, dont celle de deux conseillers municipaux, MM. André Le Gac et Serge Borvon, annoncée lundi 14 décembre.

« Un vieux outil qui ne sert plus »

Inscrit au PCF depuis 1968, plusieurs fois candidat aux législatives, permanent du parti pendant un an et ex-membre du secrétariat fédéral, M. Le Gac qualifie de « puits » l'attitude de la fédération dans sa commune. La cellule (vingt-quatre membres), qui avait voté à 80 % pour un congrès extraordinaire, ne faisait pas mystère de son opposition à la ligne nationale du PCF. Du coup, la fédération a, indirectement, exclu le bureau de cellule, lançant par-dessus cette instance élue une convocation afin de mettre en place un nouveau secrétariat.

« Cela revient à nous interdire de mettre en œuvre notre conception de la politique », dit M. Le Gac, avec d'autant plus d'amertume que le PCF a obtenu 12 % des voix à

l'occasion d'une élection municipale à Plougastel en avril, alors que le parti n'avait atteint que 3 % aux législatives du 16 mars.

Les démissionnaires dénoncent le « stalinisme » du parti, son « absence de démocratie interne » et soulignent qu'il risque d'être « mis hors jeu comme un vieux outil qui ne sert plus ». A cet égard, M. Le Gac remarque qu'après avoir obtenu six mille adhésions en quinze ans, le PCF finistérien se retrouve avec trois mille membres. « Au PCF, dit-il, l'appareil est tout-puissant, utilisant le mensonge, brisant les hommes. »

A Brest, la fédération a mis sur pied une structure parallèle à travers une commission politique dont l'homme fort est M. Patrick Gardet, attaché parlementaire de M. Sylvie Le Roux, députée européenne. Elle essaie d'enfoncer quelques coins, particulièrement à l'arsenal, seule section d'entreprise dans le Finistère.

Parfois avec culot, elle reprend en main les élus. Ainsi, début novembre, M. Gardet a convoqué les élus communistes à une réunion préparatoire du conseil municipal. Réaction de M. Yveso Lagadee, MM. Louis Amonot, président du groupe, et Yvon Pichavant, trois des quatre élus (le quatrième, M. Louis Le Roux, membre du comité central et conseiller régional étant dans la ligne) : « Nommé chef de la délégation spéciale, Gardet s'autoproclame président du groupe des élus communistes de Brest. »

Dernier épisode de ce combat fratricide : les « aminotistes », privés de vignettes pour la fête de l'unité du 14 décembre à Brest, se voient refuser un stand par la fédération dans l'enceinte de cette fête. L'unité est un combat...

GABRIEL SIMON.

L'affaire du « vrai-faux » passeport d'Yves Chalié

M. Jean-Pierre Michau continue ses investigations malgré le « secret-défense » qui lui est opposé

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, n'avait pas réagi dans la nuit du samedi 13 décembre à notre article de la veille (Le Monde du 13 décembre), selon lequel le directeur de la DST, M. Bernard Gérard, avait fourni à Yves Chalié un « vrai-faux » passeport avec l'autorisation du ministre de l'Intérieur. Ce document avait permis à l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, alors sous le coup d'un mandat de recherche international, de se soustraire à la justice et de trouver refuge au Brésil. Le ministre de l'Intérieur, qui participait vendredi à un conseil interministériel à l'Hôtel Matignon, a refusé de commenter les informations le concernant en cause, mais, dans son entourage, on confiait : « ne pas exclure des poursuites judiciaires contre le journal Le Monde ».

Au Palais de justice, on entend faire la lumière sur tous les aspects de cette affaire, au début du « secret-défense » qu'a voulu opposer M. Bernard Gérard à M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction chargé de l'affaire du Carrefour du développement. Le juge a, une nouvelle fois, entendu vendredi le contrôleur général Jacques Delebois, mis en cause par Yves Chalié, qui le désigne comme l'un de ceux qui l'ont aidé dans sa fuite. Inculpé dans l'affaire des fameux faux papiers d'Yves Chalié, M. Delebois a affirmé, à sa sortie du cabinet du juge d'instruction, qu'il n'avait pas remis ni fait remettre ces documents au fuyard. M. Delebois a assuré ne pas connaître personnellement M. Chalié, avec qui, selon lui, il n'avait eu que d'épisodiques relations professionnelles. D'autres auditions de policiers sont attendues dans les prochains jours.

Le petit juge et le ministère

« Le juge Michau ne se laisse pas faire. La justice ne sera pas ridiculisée. Ce n'est pas qu'elle ait perdu l'habitude de subir des avanies. Mais cette fois, c'est très grave. » Le haut magistrat qui porte ainsi un décalage pas. Il souhaite que M. Jean-Pierre Michau, le juge d'instruction chargé de l'affaire Chalié, ne flanche pas, et pense qu'il ne le fera pas.

Il en va de la réputation de ce magistrat-instructeur, qui est flatteuse. Et de celle de la justice, qui n'a pas besoin de ce coup-là. Ne se doutant de rien, celle-ci avait mis en œuvre la machine à vapeur, un mandat de recherche internationale lancé contre M. Yves Chalié, réfugié au Brésil, qui les semaines passées, comprend qu'il s'intéresse à revenir à Paris.

Le juge se réjouit. La vérité, comme on dit, est en marche. Mais voilà que M. Michau apprend que « quelqu'un » au ministère de l'Intérieur, aurait incité et même aidé M. Chalié à se dérober à la justice.

Pendant que le juge d'instruction lanternait, ce « quelqu'un » manipulait, lui, l'ancien chef de cabinet à des fins politiques.

Grands principes et basses manœuvres

Au Palais de justice de Paris, on ne doute guère, aujourd'hui, que ce « quelqu'un » soit M. Pasqua, et l'on n'apprécie pas du tout que le directeur de la DST refuse de s'expliquer sur les conditions dans lesquelles ce service a finalement défilé un « vrai-faux » passeport à M. Chalié, pour l'aider dans sa fuite.

De prétendus secrets d'Etat servent, aujourd'hui, de prétextes au ministère de l'Intérieur, pour ne pas répondre aux questions gênantes de la justice. Dans l'affaire des micros du Canard enchaîné, la DST, déjà, avait invoqué le « secret-défense », ce paramètre derrière lequel la prudence politique

escompte, une nouvelle fois, se soustraire à la curiosité générale.

Il y a treize ans, un autre pouvoir politique avait refusé d'entendre l'affaire. Tentant précédemment d'appeler en causation, d'attiser en arguments juridiques, il y avait eu non-lieu. Bien utilisé, le code de procédure pénale se prête à de telles manœuvres. Mais il faut le concours de magistrats complices. Ce fut le cas. Et aujourd'hui ?

Les micros du Canard enchaîné ont laissé des souvenirs amers à nombre de magistrats. La justice, qui a mauvaise presse, n'avait pas réhaussé son prestige. Ce précédent augure-t-il, par conséquent, d'une autre attitude ?

Le juge Michau donne le sentiment de ne pas vouloir se laisser impressionner. Il y a eu, en outre, vendredi sur Europe 1, par M. Jean-Louis Debré, ancien juge d'instruction, et aujourd'hui directeur (RPR) de l'Eure. Peu suspect de vouloir nuire à M. Pasqua, M. Debré estime que, dans l'affaire Chalié, le « secret-défense » n'a rien fait, et conclut, en substance, que justice se fasse.

Ainsi qu'il le rappelle en exhortant (il est, comme juge d'instruction, à élucider la ténébreuse affaire Tnasse), toute personne qui refuse de s'expliquer devant un magistrat instructeur, risque une condamnation, « secret-défense » ou pas. C'est ce qui guette le directeur de la DST s'il persiste à se taire. C'est ainsi que la justice doit, et le fait, se faire respecter, commentant d'autres magistrats qui font preuve, aujourd'hui, d'un redoublement aussi asymétrique que celui de M. Debré.

Ainsi, depuis l'affaire des micros du Canard enchaîné, la justice aurait changé. Il reste à le prouver. La partie qui se joue sera significative à cet égard le petit juge l'emportera-t-il sur les puissants ? Les grands principes triompheront-ils des basses manœuvres ?

BERTRAND LE GENDRE.

M. Jean-Louis Debré (RPR) : aboutir à la manifestation de la vérité

M. Jean-Louis Debré, député RPR de l'Eure et ancien juge d'instruction à Paris, a été interrogé, vendredi 12 décembre sur Europe 1, à propos de l'affaire Chalié. Questionné sur le refus du directeur de la DST de répondre aux questions du juge d'instruction au motif que l'affaire relèverait du « secret-défense », M. Debré a déclaré : « Toute personne citée pour être entendue par un juge comme témoin a l'obligation de comparaître devant le juge et s'il ne compare pas, le juge peut le faire condamner. »

« Le juge a les moyens de tourner le « secret-défense ». Il peut soit demander à l'autorité qui habilite au « secret-défense » de relever le fonctionnaire [de ce] secret ; il peut demander à l'autorité supérieure qui habilite au secret de verser le document « secret-défense » au dossier ; enfin il peut demander [pour lui-même] l'habilitation au « secret-défense ».

« En toute hypothèse, ce qui pose un problème, c'est la divulgation à

l'extérieur du document « secret-défense », mais je crois que le juge d'instruction a les moyens juridiques de passer outre [ce] secret. Si le témoignage de la personne en question est essentiel pour la manifestation de la vérité, je crois que le juge d'instruction doit tout mettre en œuvre pour aboutir à cette manifestation. »

LE CHATEAU EN FRANCE

SOUS LA DIRECTION DE J. P. SABLON
Co-édition : Caisse Nationale des Monuments Historiques et Sites
le château, architecture et société

21 x 30 cm - 112 p. - 350 F. 683 F.
Berger-Levrault

هذا من اصل

● La loi Méhaignerie est applicable
● La troisième voie d'accès à l'ENA est supprimée

Au cours de sa séance du jeudi 11 décembre, le Sénat a définitivement adopté le projet de loi tendant à favoriser l'investissement local et l'occasion à la propriété des logements sociaux dans la version établie par la commission mixte paritaire et déjà approuvée par l'Assemblée nationale (Le Monde du 4 décembre).

Il a également émis des votes positifs sur une proposition de loi et une proposition de loi organique de deux députés RPR, MM. Jacques Toubon et Pierre Mazeaud, permettant aux membres des grands corps de l'Etat de rester, s'ils le souhaitent, en fonction jusqu'à soixante-huit ans. L'Assemblée nationale en avait élargi le champ (Le Monde des 3 et 5 décembre) aux inspecteurs des finances et aux professeurs de l'enseignement supérieur, alors que cette faculté de rester en fonction jusqu'à soixante-huit ans était initialement réservée aux membres du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes. La majorité sénatoriale a également suivi l'Assemblée nationale dans sa décision de supprimer la troisième voie d'accès à l'ENA, créée par la gauche en 1983.

Divers textes ont également été examinés :

— Baux commerciaux. A l'Assemblée nationale (Le Monde du 6 décembre), le coefficient de renouvellement des baux, initialement fixé par le gouvernement à 2,05 %, avait été abaissé à 2 %. Ce chiffre a été maintenu. Le dispositif introduit par les députés et organisant le retour progressif à la liberté des loyers commerciaux, avec pour

date butoir le 1^{er} janvier 1991, n'est pas supprimé.

— Reote compensatoire. Le Sénat a approuvé les conclusions de la commission des lois sur deux propositions de loi d'origine socialiste.

Abstention des socialistes

L'une, de M. Jean-Pierre Michel, député de la Haute-Saône, avait déjà été votée à l'Assemblée nationale l'autre, de M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur du Territoire de Belfort, n'avait pas encore été étudiée au Palais du Luxembourg. Par ce texte est autorisée la conversion en capital d'une rente compensatoire. Du même coup, certaines dispositions du code civil relatives au divorce ont été modifiées. Les sénateurs socialistes se sont finalement abstenus, en raison des modifications apportées par la majorité sénatoriale.

— Le secret des statistiques. Le Sénat a adopté le projet de loi modifiant la loi de 1951 sur l'application, la coordination et le secret en matière de statistiques. Il s'agit de constituer un code juridique général pour les transmissions d'informations vers l'INSEE et les services statistiques ministériels. Sur proposition de M. Jacques Thyraud (RI, Loire-et-Cher), rapporteur de la commission des lois, et en accord avec le gouvernement, l'article unique du texte a été modifié de façon que figurent au rang des données non communicables celles qui ont trait à la vie sexuelle.

A. Ch.

La mort d'un manifestant au quartier Latin

Un policier reconnaît avoir frappé Malik Ousseline

Le gardien de la paix Garcia, membre de la brigade motocycliste, le policier volageur, est, semble-t-il, le premier des policiers interrogés par l'IGS (Inspection générale des services) à reconnaître qu'il était présent, rue Monsieur-le-Prince, le 6 décembre lors de l'intervention de la police et qu'il a participé directement au passage à tabac de Malik Ousseline et vraisemblablement de Paul Beyssac, le fonctionnaire du ministère des finances qui avait tenté de protéger la victime.

Parmi les nombreux policiers déjà entendus par l'IGS, la plupart, jusqu'à présent (le Monde du 13 décembre), ont nié tout acte de violence, avec des variantes, s'être trouvés à un moment donné et pour des raisons diverses, à proximité de l'immeuble du 20 rue Monsieur-le-Prince, où le jeune étudiant est mort après avoir été frappé par les forces de l'ordre. Le gardien Garcia, lui, admet avoir porté des coups lors de la poursuite d'un groupe de manifestants, mais déclare n'avoir jamais eu conscience que ces coups auraient pu entraîner la mort.

Ag. L.

Mme Adeline Hazan président du Syndicat de la magistrature

Le conseil syndical du Syndicat de la magistrature a élu, vendredi 12 décembre, comme président de ce syndicat, Mme Adeline Hazan, juge des enfants à Nanterre. Elle remplace M. Gaborian, dont le mandat arrivait à expiration. Le nouveau secrétaire général est M. Jean-Pierre Deschamps, juge à Paris, qui succède à M. Jean-Paul Jean, arrivé lui aussi en fin de mandat.

Le nouveau secrétaire général adjoint, qui remplace M. Deschamps, est M. Lionel Bouquet, qui sera substitué à M. Bouquet le 1^{er} janvier 1987. M. Deschamps ne restera secrétaire général qu'un an en raison des responsabilités qu'il assume, depuis trois ans, au syndicat et des statuts de celui-ci qui limitent le mandat des dirigeants à quatre ans.

[Née le 21 janvier 1956, Mme Adeline Hazan a été successivement juge à Châlons-sur-Marne et juge de l'application des peines avant de devenir juge des enfants à Nanterre].

Une lettre du président du conseil de prud'hommes de Marseille

A la suite de notre article « Prud'hommes, l'effet boomerang », sur le conseil de prud'hommes de Marseille (le Monde du 28 novembre), M. Antoine Zamboni, président de ce conseil, invoquant le droit de réponse, nous a adressé la mise au point suivante :

Un justiciable se présentant pour inscrire un billet d'avis en conciliation ou l'envoyant par la poste ce jour-là, selon les sections, soit dans quatre semaines (délai légal pour la confection des convocations, leur envoi et le retour des AR), soit dans six ou huit semaines au maximum.

Ceci concerne la mise au point de Marseille de 1986 par le Monde, qui, dans un article intitulé « L'effet boomerang », avait indiqué par erreur qu'il fallait attendre dix huit mois à Marseille pour passer en conciliation.

RELIGIONS

Le Vatican prépare un texte sur la dette du tiers-monde. Dans son message annuel du 1^{er} janvier, qui a été rendu public à Rome le jeudi 11 décembre, le pape dénonce la xénophobie qui anime des gouvernements à établir des lois discriminatoires contre des personnes et la fermeture des frontières qui prive les hommes, d'une manière arbitraire et injustifiable, de leur liberté de mouvement. Il s'agit de la dette extérieure des pays en voie de développement doit être enfin, a-t-il dit, examinée et sous un jour nouveau. Un document du Vatican va prochainement lui être consacré.

RECTIFICATIF. — Le Père Paul Guibert est recteur de l'Institut catholique de Paris et non directeur de l'enseignement catholique, comme nous l'avons indiqué dans notre précédente édition du Monde du 13 décembre.

Tribunal correctionnel ou cour d'assises ?

La chambre d'accusation de Poitiers doit se prononcer sur le sort des docteurs Diallo et Archambeau

M. Pierre Hovavre, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Poitiers, a rendu, vendredi 12 décembre, son ordonnance dans l'affaire de la mort de Nicole Berneron.

M. Hovavre a décidé, comme c'était prévisible, de ne pas suivre les conclusions du requêteur du procureur de la République (nos dernières éditions du 13 décembre). C'est donc la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers qui

tranchera, pour les docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau, entre le tribunal correctionnel si elle suit les conclusions du procureur de la République et la cour d'assises si elle prend en considération l'ordonnance du juge d'instruction.

Le professeur Pierre Mériel demeure, pour sa part, toujours poursuivi pour homicide involontaire.

Ainsi, il aura fallu plus de deux ans pour mettre un terme à l'instruction de l'une des plus extraordinaires histoires médico-judiciaires de ces dernières années. L'une des plus inquiétantes aussi, tant elle pose de questions sur le fonctionnement de l'institution hospitalière, et notamment sur la nature exacte des rapports que peuvent entretenir entre eux les différents membres d'une équipe médicale fortement hiérarchisée. En décidant de ne pas suivre, dans son ordonnance de renvoi, les conclusions de M. René Meyer, le nouveau procureur de la République de Poitiers, M. Hovavre fait preuve de cohérence. Il a, en effet, progressivement acquis au cours de son instruction l'intime conviction que Nicole Berneron, mère de deux enfants, est bien morte le 30 octobre 1984, à l'âge de trente-trois ans, des conséquences d'un sabotage du respirateur (une inversion des tuyaux d'arrivée des gaz) du bloc opératoire n° 2 du CHU de Poitiers.

M. Hovavre estime également avoir établi un faisceau d'arguments qui lui permettent de mettre en cause le docteur Bakari Diallo (l'autour, selon lui, du sabotage) et le docteur Denis Archambeau, complice d'une action qui visait non pas à tuer Nicole Berneron, mais seulement à mettre le professeur Mériel en difficulté.

Un scénario finement pervers puisque, mort du malade ou pas, ses auteurs pouvaient supposer que la justice ne serait jamais mêlée à l'affaire, aucun des acteurs n'ayant, au fond, intérêt à chercher le scandale. C'est ainsi, par exemple, qu'en accusant publiquement — fait unique dans les annales médicales — deux de ses collaborateurs, le professeur Mériel ne pouvait plus ne pas être inculpé d'homicide involontaire, reconnaissant implicitement être en partie responsable de la mort de sa malade.

Inculpés d'« assassinat », ils ont, depuis longtemps, repris leur activité médicale d'anesthésistes-réanimateurs dans deux hôpitaux de la région poitevine.

Le départ de l'ancien procureur de Poitiers n'a pas été sans retarder l'évolution de ce dossier. « Mais au total, indique-t-on dans les milieux judiciaires de Poitiers, on a gardé les soixante-neuf premières pages du premier projet de réquisitoire. Une seule page a changé : la soixante-dixième, celle des conclusions. On en a aussi passé, sur instruction du procureur général, des « violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et de la « complicité dans ces violences » à l'homicide par imprudence ».

Le parquet postule ainsi que l'inversion des tuyaux de l'arrivée des gaz sur un respirateur est, ni plus ni moins, une « imprudence » aux conséquences mortelles.

M. Hovavre est, quant à lui, resté sur la même ligne que ce que prévoyait le projet de réquisitoire. On peut ainsi, d'ores et déjà, prévoir une vive confrontation devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers.

JEAN-YVES NAU.

Dirigeant de la lutte armée arménienne

Monte Melkonian est condamné à six ans de prison dont deux avec sursis

Monte Melkonian, trente et un ans, le principal responsable de la branche « Mouvement révolutionnaire » de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA) a été condamné, vendredi 12 décembre, à six ans de prison dont deux avec sursis, par la quatorzième chambre correctionnelle de Paris.

Le tribunal le déclare coupable d'association de malfaiteurs, détention d'armes, détention d'artifices et d'appareils destinés à l'emploi des explosifs, falsification de documents administratifs et usage de faux documents administratifs. A l'exception du dernier, les mêmes délits ont été retenus contre Zibour Kassab, vingt-quatre ans, militant du Mouvement nationaliste arménien (MNA), qui hébergeait Melkonian à Paris.

Interpellé le 25 novembre dans le quatorzième arrondissement par la DST, Monte Melkonian détenait dans son appartement de l'avenue de Saint-Mandé, loué par Zibour Kassab, un pistolet automatique, des munitions, un dispositif électronique de mise à feu d'explosifs, des faux papiers et de nombreux documents relatifs aux actions de l'ASALA.

A l'audience du 28 novembre (le Monde du 30 novembre), le juge Zibour Kassab, qui avait déclaré que ces documents étaient des renseignements recueillis sur l'ASALA. Et s'il fut le numéro deux de cette organisation jusqu'en 1983, il désavouait totalement les déclarations qu'il avait faites, en se déclarant « hostile aux attentats aveugles ».

Dans son jugement, le président Jacques Ducos note que si « l'intention politique de Melkonian et sa rupture avec l'ASALA d'Agopian sont établies (...), ses intentions pacifistes proclamées paraissent incertaines ». En examinant de

manière détaillée les documents où figurent notamment des repérages de l'ambassade turque en France, et des photographies d'un bateau turc ancré à Marseille, avec un chargement d'explosifs destinés à la Turquie, le tribunal observe : « La fabrication de mise à feu revendiquée par le prévenu, pour être utilisée en dehors de la France ou de l'Europe, est inéquivalente pour ceux, quels qu'ils soient, qui auraient à en subir les effets ».

Les juges ajoutent : « Force est de constater que Melkonian, à la tête d'une association de terrorisme, projetait des attentats contre des personnalités turques ou les intérêts matériels de ce pays ».

M. Henri Leclerc, l'un des défenseurs de Melkonian, avait tenté, avec subtilité, de faire la distinction entre les diverses formes de « terrorisme », en rappelant que la France avait notamment accueilli sur son territoire le chef des Moudjahidines du peuple, qualifié de terroriste en Iran.

Il s'était également étonné que le parquet réclame six ans de prison contre son client, alors qu'une peine de quatre ans avait été requise, à Lyon, contre Georges Ibrahim Abdallah.

Le tribunal a relevé que les intentions « se situent dans un contexte de terrorisme international, déclaré bon par ceux qui le pratiquent, mais jamais par ceux qui le subissent », en déclarant qu'il y a lieu de « sanctionner sévèrement » Melkonian, « en lui accordant toutefois le bénéfice des sursis pour une partie de la peine, en considération des motivations idéologiques qui ont inspiré son action, et du désaveu patent qu'il a manifesté devant le terrorisme aveugle de l'ASALA ».

MARC PORTEY.

Sports

Coupe de l'America

La régate infernale

FREEMANTLE de notre envoyé spécial

A Freemantle, petit port de moins de vingt-cinq mille habitants, fondé par les Anglais en 1829 à l'embarcadere de la Swan River, qui baigne Perth, la vieille aigle d'argent, offerte par la reine Victoria, retrouve presque son cadre d'origine, avec ses maisons de High Street on de l'Esplanade, sur le front de mer, qui évoquent par leur architecture néo-classique un art pittoresque inspiré par ces formes et surtout ces couleurs, de merveilles surmontées de crête foudroyante.

Dans une ville encore désertée par ses visiteurs, maisons et peintures mettent la dernière touche aux multiples commerces, surtout de restauration rapide, qui accueillent dès la prochaine semaine une première vague d'écoliers en vacances estivales, avant le raz de marée, tous capés, des touristes américains et néo-zélandais, venus soutenir leurs bateaux pour les ultimes régates de la Coupe de l'America.

Le week-end de tous les espoirs

Avant de contempler la ville de cette fièvre, c'est sur l'eau que l'avant-garde des journalistes et supporters de ces régates s'apprentent à vivre, un des week-ends les plus chauds. Avec un soleil qui domine en une heure une couleur d'écrasement éblouissant à des descendants de Britanniques qui ne s'aventurent pas sur l'eau, revêtus de la tenue et surtout du casque de leurs lointains ancêtres de l'armée des Indes. Avec, aussi, ces ultimes duels du troisième Round Robin de la Coupe Louis Vuitton, qui renverront lundi soir dans leurs foyers ou leurs pays d'origine les deux tiers des concurrents et des syndicates, qui s'étaient préparés quotidiennement depuis des mois et avaient investi pour la plupart plus de 10 millions de dollars dans cette vaine conquête du plus vieux trophée sportif du monde.

Vendredi 12 décembre, c'est la Britannique Harold Gilmour, skipper de White-Crusader, qui a tiré le premier ses ultimes cartouches. Ce rouquin bagarreur, que Tom Blakelock, skipper de USA, a publiquement traité de « chien enragé » et que ses compatriotes considéraient comme « Britannique lorsqu'il gagne et p... d'Irlandais lorsqu'il perd », devait impérativement devancer l'invincible New-

Zealand, pour conserver une petite chance de figurer parmi les quatre demi-finalistes. Il n'a échoué que de quelques secondes.

Les autres duels de la journée ont donné lieu à deux régates typiques de la Coupe de l'America, où le profane peut avoir l'impression qu'il ne se passe rien pendant les trois à quatre heures de course. L'une d'elles opposait America-II et Canada-II, deux bateaux aux performances quasi identiques dans ce type de temps (mer plate et brise de 14 à 20 nœuds).

Autant, les deux 12 mètres J.I. progressent de conserve, comme s'ils étaient reliés par une corde qu'ils maintiendraient tendue. Dans les quatre bords de près, le skipper canadien, à l'arrière, se débattait de bord pour tenter d'échapper à son adversaire qui le couvrait aussitôt. La décision se fait généralement dans les ultimes milles, lorsque les muscles, épuisés, des vainqueurs, refusent de suivre le rythme imposé sous peine d'exploser. Cette fois, ce sont les Américains, devancés jusqu'à la dernière bouée, qui se sont montrés les plus forts, préservant ainsi leurs chances de qualification.

L'autre type de régates « écumoyennes », où l'un des bateaux, violemment un peu plus rapide que l'autre, à toutes les allures, prend vite les devants et augmente rapidement son avantage, a été illustré par la victoire de Stars-and-Stripes sur French-Kiss, battu de 2 m. 7 s. Après ces résultats, la lutte pour les places de demi-finalistes devrait attendre son point culminant ce week-end, puisque derrière New-Zealand, déjà assuré de sa qualification, quatre bateaux se suivent à un point : Stars-and-Stripes (118), French-Kiss (117), America-II (116), USA (115). Et chaque victoire en régates rapportera deux points. De ces quatre prétendants, les mieux lotis est incontestablement Stars-and-Stripes, qui rencontrera successivement trois bateaux déjà éliminés : Italia, Azurra et White-Crusader.

Le cas le plus désespéré semble celui de USA, qui devra affronter America-II, French-Kiss et New-Zealand. Si la hiérarchie est confirmée, Marc Pajot avec French-Kiss jouera la troisième ou la quatrième place qualificative dimanche contre USA, mais il retrouvera alors en demi-finale, à partir du 28 décembre, Chris Dixon et son remarquable New-Zealand en matériaux composites, ou Dennis Conner et son extraordinaire expérience de la Coupe de l'America. Les deux seuls skipper qu'il n'a jamais pu battre au cours des six régates qui les ont opposés dans les trois premiers rounds Robin de la Coupe Louis Vuitton.

GERARD ALBOUY.

Coupe du monde de ski alpin

Schuss les Suissesses !

La première descente dames comptant pour la Coupe du monde de ski alpin a été remportée, le vendredi 12 décembre à Val-d'Isère, par la Suissesse Michèle Figini.

C'est un joli tiercé qu'a remporté l'équipe helvétique, puisque les trois marches du podium ont été occupées par des skieuses aux combinaisons rouges et jaunes. Maria Walliser est deuxième, et Heidi Zurbriggen, troisième. La première Française, Catherine Quittet, se classe dixième à 1 sec. 80 de la gagnante.

VAL-D'ISÈRE de notre envoyé spécial

Heidi n'avait pas vraiment d'imitier son grand frère Pirmin Zurbriggen, qui, sur la même piste Orreiller-Killy, avait remporté, le vendredi 5 décembre, la descente hommes de Val-d'Isère. « Je ne croyais pas au podium », avoue la petite Suissesse. Elle reconnaît cependant qu'au départ de la course, elle avait « un moral fantastique ». 100 kilomètres-heure dans le premier tronçon et quelques sauts brillamment réussis lui ont assuré la troisième place, à moins d'une seconde du meilleur temps.

● TENNIS : le Masters de double. — Après avoir battu les Suédois Wilander-Hysten et les Américains Doolittle-Palmer, Yannick Noah et Guy Forget ont éliminé, vendredi 12 décembre, à Londres, la paire espagnole Casal-Sanchez. En demi-finale, les deux Masters de double, les Français de Val-d'Isère, samedi 13 décembre, l'Australien Fitzgerald associé au Tchèque Smit.

● FOOTBALL : championnat de France. — En match avancé de la 21^e journée du championnat de France, Marseille et Toulouse ont fait, vendredi 12 décembre, match nul 0 à 0.

● SKI ARTISTIQUE : Coupe du monde. — Les premières épreuves de la 9^e Coupe du monde de ski artistique se sont terminées le vendredi 12 décembre, à Tignes, par un double français.

Christine Rossi a triomphé de l'épreuve féminine de ballet, et Eric Labourau a remporté le combiné (ensemble des épreuves de bosses, de sauts et de ballets, devant l'Américain John Witt).

SERGE BOLLOCH.

ENVIRONNEMENT

Fuite toxique à Rouen

Soixante-six enfants hospitalisés

ROUEN de notre correspondant

La ville du Petit-Quevilly (Seine-Maritime), connue industrielle de la banlieue rouennaise, a vécu, vendredi 12 décembre, plusieurs heures d'angoisse.

En fin de matinée, les enfants de plusieurs écoles maternelles et élémentaires ont été atteints de maux divers. Près de deux cents d'entre eux se plaignaient de maux de tête ou de nausées.

Dans un ballet impressionnant d'ambulances, soixante-six écoliers et deux instituteurs ont été conduits au centre hospitalier régional de Rouen afin d'y subir des examens. La plupart d'entre eux ont pu regagner leur domicile immédiatement. D'après les médecins qui ont effectué les premières analyses, cet incident n'aura aucune conséquence ultérieure sur la santé des petites victimes.

Sous le brouillard qui recouvrait vendredi la cavette de Rouen, l'insécurité a vite grandi. Il se pouvait s'agir d'une intoxication alimentaire, les premiers malades étant apparus avant le déjeuner. Une pollution des eaux potables n'était pas davantage envisagée, en raison de la localisation précise du phénomène.

Selon les services de la préfecture, les enfants ont en fait été victimes d'émanations de gaz provoquées par un incident survenu, la nuit précédente, aux établissements Eclair-Pressil, tout proches, où un entrepôt d'acide, destiné au traitement des métaux, avait été entièrement détruit. L'absence de vent a formé a posteriori, une colonne toxique volatile, à laquelle les très jeunes enfants ont été particulièrement sensibles.

Le 7 octobre 1986 au Havre, un nuage toxique relâché accidentellement par l'usine Atochem, s'était fixé au-dessus d'un LEP. Vingt-neuf élèves et deux adultes avaient dû alors être hospitalisés.

E. B.

Histoire des

Une condition au choix de votre lit : le confort de votre colonne vertébrale. Vous éviterez bien des souffrances en venant chez Capelle pour essayer et choisir parmi plusieurs modèles de matelas et sommiers spécialement étudiés pour les dos à problèmes. 37, av. de la République (11^e), M^e Parmentier, 43.57.46.35.

Chronologie

ETRANGER

1. - RHIN : L'incendie des entrepôts du groupe chimique Sandoz à Bâle (Suisse) est suivi d'une grave pollution du Rhin, qui provoque les protestations des autres pays riverains, la France, la RFA et les Pays-Bas (du 2 au 19, 22, 23-24, 26 et 29).

2. - LIBAN : M. David Jacobson, otage américain détenu depuis le 28 mai 1985, est libéré par le Jihad islamique (du 2 au 6 et 16-17).

3. - MOZAMBIQUE : M. Joaquim Chissano, ministre des affaires étrangères, est élu président de la République par le comité central du FRELIMO pour succéder à Samora Machel, tué le 19 octobre dans un accident d'avion (5, 8 et 14).

4. - EST-OUEST : Ouverture à Vienne de la troisième Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) en présence des ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays signataires en 1975 de l'Acte final d'Helsinki. Les rencontres, le 5 et le 6, entre M. Shultz et M. Chevardnadze n'aboutissent qu'à un constat de désaccord (du 4 au 8 et 12).

5. - ÉTATS-UNIS : Aux élections « à mi-parcours », malgré l'intense campagne de M. Reagan, les démocrates reconquissent la majorité au Sénat, où ils disposent désormais de 55 sièges (+8) sur 100. A la Chambre des représentants, avec 260 élus, contre 175 aux républicains, ils progressent de 7 sièges. Mais les républicains gagnent 8 postes de gouverneur : ils en ont désormais 24 sur 50 (du 2 au 7).

6. - FRANCE-ESPAGNE : La visite officielle de M. Chirac à Madrid confirme l'excellence des relations entre Paris et Madrid. Sept Besques espagnols sont remis, le 6, à la police espagnole, après la découverte, le 5, d'une importante cache d'armes à Hendaye (du 6 au 10).

7. - ITALIE : La proposition de Fiat est préférée à celle de Ford pour le rachat d'Alfa Romeo (8).

8. - URSS : Mort de Viatcheslav Molotov, ministre des affaires étrangères de 1939 à 1949 et de 1953 à 1956 (12 et 21).

9-10. - ALGÉRIE : De violentes manifestations d'étudiants et de lycéens, à Constantine, puis

à Sétif les 11 et 12, sont sévèrement réprimées (11, du 13 au 18, 23-24 et 28).

9. - PÉROU : Aux élections municipales, l'Alliance populaire pour la révolution américaine (APRA), le parti du président Alan García, l'emporte dans huit des neuf plus grandes villes du pays, dont Lima (7, 11, 12 et 13).

10. - CEE : Les Douze moins la Grèce décident des sanctions limitées contre la Syrie, après la rupture, le 24 octobre, des relations entre Londres et Damas. Paris et Bonn ont convaincu leurs partenaires de ménager Damas. Washington annonce aussi des sanctions, le 14 (du 4 au 14 et 16-17).

11. - LIBAN : MM. Marcel Coudari et Camille Soutag, enlevés à Beyrouth-Ouest les 27 février et 7 mai, sont libérés par l'Organisation de la justice révolutionnaire, « la suite des engagements du gouvernement français », tandis que Radio-Téhéran se félicite que « la France ait rempli plusieurs des conditions posées par l'Iran pour une normalisation des relations entre les deux pays ». Le 11, venant de Damas, les deux otages sont accueillis à Orly par M. Chirac, qui remercie la Syrie, mais aussi l'Algérie et l'Arabie saoudite (du 11 au 14).

12. - FRANCE-AFRIQUE DU SUD : Le président Pieter Botha inaugure à Longueval (Somme) un mémorial aux soldats sud-africains victimes des deux guerres mondiales. Le gouvernement est représenté par le sous-préfet (du 8 au 14).

13-15. - FRANCE-AFRIQUE : Le troisième sommet franco-africain à Lomé (Togo) est surtout consacré au conflit tchadien après les ralliements au président Hissène Habré d'une partie de l'opposition tchadienne, dont M. Goukouni Oueddei et ses partisans. M. Mitterrand se rend en visite officielle, les 12 et 13 en Guinée, les 15 et 16 au Mali, les 17 et 18 au Burkina, tandis que M. Chirac fait deux escales, le 13 au Congo et le 15 en Côte-d'Ivoire (du 12 au 20).

15. - BRÉSIL : Le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), la formation du

Novembre 1986 dans le monde

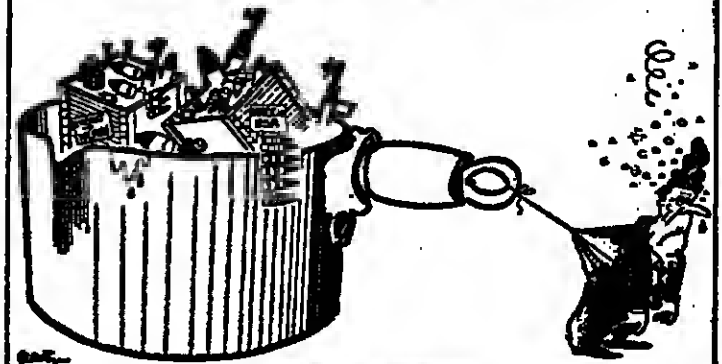
La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par EDOUARD MASUREL

président Sarney, remporte les élections : il obtient vingt-deux des vingt-trois postes de gouverneur ainsi que la majorité absolue à l'Assemblée constituante, grâce à la popularité de la politique économique du gouvernement. Mais l'adoption, le 21, d'un

deuxième « plan cruzado », après celui lancé le 28 février, provoque un mécontentement général (13, du 15 au 19, 23-24 et 30/XI-1/XII).

15. - NICARAGUA : Eugene Hasenfus, le mercenaire américain capturé le 6 octobre, est



(Le Monde du 25 novembre.)

Le 4, l'hopitalierien Rafsanjani, président du Parlement iranien, annonce que M. Robert McFarlane, ancien conseiller du président Reagan pour les

affaires de sécurité, est venu en mai à Téhéran. A cette nouvelle s'ajoutent ensuite les révélations de la presse américaine à propos d'armes vendues à l'Iran par l'intermédiaire d'Israël.

Le 13, dans une intervention télévisée, puis le 19, au cours d'une conférence de presse, M. Ronald Reagan tente de justifier la livraison de « petites quantités d'armes défensives » à l'Iran en affirmant sa volonté de « renouer l'Iran dans la communauté des nations responsables ». Mais ses déclarations ne convainquent pas l'opinion américaine ni les alliés européens ou arabes des Etats-Unis, qui estiment contradictoires les tractations secrètes avec Téhéran et

les pressions du président en faveur de la fermeté à l'égard des pays qui soutiennent le terrorisme.

Le 25, M. Reagan s'adresse à nouveau à la presse pour annoncer la démission de l'amiral John Poindexter, son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, et le limogeage d'un de ses collaborateurs, le lieutenant-colonel Oliver North, qui aurait organisé à l'insu du président le transfert de fonds provenant des ventes d'armes à l'Iran au bénéfice des « contras » nicaraguayens. La nomination d'une commission spéciale d'enquête n'apaise pas la tempête politique, et la cote de popularité de M. Reagan subit une chute de 66 % à 43 % en un mois, tandis qu'on apprend que les quantités d'armes livrées s'élèveraient à plusieurs centaines de tonnes (à partir du 6).

condamné à trente ans de prison pour avoir livré des armes à la guérilla antisandiniste (5, du 16 au 19 et 21).

17. - CORÉE DU NORD : Le ministre sud-coréen de la défense annonce que le maréchal Kim Il Sung aurait été assassiné, le 15, lors d'un complot militaire. Mais le chef de l'Etat nord-coréen apparaît en public le 18 à Pyongyang (du 18 au 22).

17. - FRANCE-IRAN : La signature d'un accord partiel de règlement du contentieux financier franco-iranien est annoncée à Paris. 330 millions de dollars sont remboursés à Téhéran le 19 (6, 9-10, 12, 14, 19 et 25).

18. - VATICAN : Jean-Paul II quitte Rome pour un voyage en Extrême-Orient qui le mène jusqu'au 1^{er} décembre au Bangladesh, à Singapour, aux îles Fidji, en Nouvelle-Zélande, en Australie (du 25 au 30) et aux Seychelles (18, du 20 au 26 et du 30/XI au 3/XII).

19. - URSS : Le Soviet suprême adopte une loi sur le travail individuel, qui autorise des activités privées dans l'artisanat, le commerce et les services (18 et 21).

20. - AFGHANISTAN : M. Babrak Karmal, remplacé le 4 mai à la tête du parti unique prosoviétique par M. Najibullah, est relevé de ses fonctions de chef de l'Etat et de membre du bureau politique du parti (15, 22 et 25).

21. - FRANCE-GRANDE-BRETAGNE : Le onzième sommet franco-britannique est réuni à Paris (du 21 au 24).

23. - AUTRICHE : Aux élections législatives anticipées, le Parti socialiste obtient 80 des 183 sièges (-10), le Parti populaire, 71 (-4), le Parti libéral, 18 (+6), et les Verts font leur entrée au Parlement avec 8 élus. Les chefs des partis socialiste et populiste se déclarent favorables à la formation d'un gouvernement de grande coalition (15, 22, 25 et 28).

24. - LIBAN : La conquête par les Palestiniens du village de Magdouché, au sud-est de Saida, relance la « guerre des camps » entre Palestiniens et miliciens chiites d'Amal. Intermittents depuis le 30 septembre à Rachidieh, près de Tyr, et, depuis le 29 octobre, à Borj-Barajneh, au sud de Beyrouth, les combats deviennent très violents autour de Magdouché et à Châtia, près de Beyrouth, en dépit des tentatives de médiation syriennes, libanaises

et iraniennes (6, 7, 18, 19 et à partir du 23).

26. - IRAN-IRAK : Un missile sol-sol iranien atteint Bagdad pour la troisième fois en douze jours, faisant 48 morts, après le raid sans précédent lancé, le 25, contre le terminal pétrolier iranien de Larak, situé à 1 250 km des bases de l'aviation irakienne. Antérieurement, plusieurs attaques irakiennes avaient atteint des zones résidentielles, faisant, selon Téhéran, plus de trois cents morts dans la population civile (13, 14, 15, 22 et du 25 au 29/XI, 3/XII).

26. - LIBAN : Un plan de réorganisation de la FINUL est entériné par le Conseil de sécurité de l'ONU. Il prévoit que le contingent français sera réduit en décembre de 1 380 à 520 soldats (26 et 29).

27. - PHILIPPINES : La guérilla communiste accepte le cessez-le-feu proposé par le gouvernement. Le 23, M. Juan Ponce Enrile, ministre de la défense, qui critiquait ouvertement M. Aquino et s'opposait aux négociations avec la guérilla, avait été contraint de démissionner après qu'un complot préparé par ses partisans eut été déjoué (4, 7, 8, du 13 au 17 et du 20/XI au 1^{er}/XII).

27. - RFA-SYRIE : Bonn envoie trois diplomates syriens et suspend son aide économique à Damas après la condamnation, le 26, de deux Jordaniens auteurs d'un attentat commis le 29 mars contre la Société germano-arabe à Berlin-Ouest. Les services secrets syriens avaient été mis en cause au cours du procès, commencé le 17. Damas annonce, le 28, le renvoi de trois diplomates allemands (14, 19, 20, 26, 28, 29 et 30/XI-1^{er}/XII).

28. - ÉTATS-UNIS-URSS : Les Etats-Unis cessent de respecter le traité SALT-2 sur la limitation des armements stratégiques, en mettant en service un cent trente et unième bombardier B 52 équipé de missiles de croisière (29 et 30/XI-1^{er}/XII).

28. - FRANCE-ITALIE : Un sommet franco-italien est organisé à Paris (29 et 30/XI-1^{er}/XII).

30. - ESPAGNE : Aux élections régionales du Pays basque, le Parti socialiste (PSOE) arrive en tête avec 18 sièges, mais les partisans du nationalisme, modérés ou radicaux, obtiennent 53 des 75 sièges (29/XI et 2/XII).

CULTURE

6. - L'Académie française attribue son Grand Prix du roman à Pierre-Jean Remy pour *Une ville immortelle* (Albin Michel) et le prix Paul-Morand à Jean Orieux (8).

6. - L'Echange de Paul Claudel est mis en scène par Antoine Vitez au Théâtre national de Chaillot (9-10).

13. - Mort de Thierry Le Luron, imitateur et fantaisiste (14, 15, 22 et 23-24).

16. - La Cinémathèque française présente, pour son cinquantième anniversaire, le *Casanova* tourné en 1927 par Alexandre Volkoff. Quatre autres films muets restaurés seront projetés au Théâtre national de Chaillot (30/XI et 13/XII).

17. - Michel Host, pour *Valet de nuit* (Grasset), obtient le prix Goncourt et Christian Giudicelli, pour *Station balnéaire* (Gallimard), le prix Renaudot (18 et 19).

17. - Mort de Roger Ikor, écrivain (19).

22. - Plusieurs œuvres de Steve Reich sont interprétées par l'ensemble intercontemporain sous la direction de Peter Eötvös aux Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz (25).

24. - Les prix Femina (romans français et étranger) sont attribués à René Belletto pour *l'Enfer* (Pol) et à Torgny Lindgren pour *Bethsabée* (Actes Sud). Les prix Médicis (romans français et étranger, essai) sont décernés à Pierre Combescot pour *les Funérailles de la sardine* (Grasset), à John Hawkes pour *Aventures dans le commerce des peaux en Alaska* (Seuil) et à Julian Barnes pour *le Perroquet de Flaubert* (Stock) (25).

29. - Mort de Cary Grant, acteur américain (2/XII).

3. - M^{me} Michèle Barzach présente le projet de loi sur la réforme hospitalière qui prévoit le rétablissement du « secteur privé » dans les hôpitaux publics (4, 5, 6 et 19).

4. - M. François Mitterrand, en visite à Montpellier, se démarque du gouvernement à propos de la décentralisation, de la recherche, de la protection sociale et de la réforme hospitalière (6 et 21).

5. - Le conseil des ministres approuve le projet de loi de programmation militaire 1987-1991. M. Mitterrand, qui a imposé la priorité donnée à la dissuasion nucléaire, notamment grâce aux sous-marins lance-missiles, juge le projet « sérieux, raisonnable et cohérent » (6, 7, 9-10 et 11).

7. - La publication par le *Washington Times* de propos de M. Jacques Chirac suscite une polémique : au cours d'un entretien accordé le 4 et en demandant de ne pas être cité, M. Chirac avait envisagé que la tentative d'attentat du 17 avril à l'aéroport de Londres contre un Boeing d'El Al ait pu être une « provocation » contre la Syrie menée par les services secrets israéliens. Après les démentis de M. Chirac, le texte intégral de l'entretien est publié, le 10, par le *Washington Times* (du 8 au 13).

7-9. - Au sixième congrès du CDS, à Metz, les centristes affirment « la force et l'autonomie » de leur parti et réélisent M. Pierre Méhaignerie président et M. Jacques Barrot secrétaire général (5 et du 8 au 12).

8. - Mort d'Arthur London, ancien vice-ministre des affaires étrangères tchécoslovaque, rescapé des purges de 1952 et auteur de *l'Aveu* (9-10, 12 et 21).

18. - M. Mitterrand explique, dans un entretien au *Point*, sa conception de l'équilibre des pouvoirs entre le président, le Parlement et le gouvernement : il affirme la prééminence des deux premiers (11 et 16-17).

12. - Le conseil des ministres approuve le projet de loi de code de la nationalité qui prévoit que les enfants nés en France de

parents étrangers nés à l'étranger ne seront plus automatiquement français à leur majorité, mais devront en faire la demande. M. Mitterrand exprime son désaccord sur ce texte, qui est aussi critiqué par la gauche et par de nombreuses organisations (du 5 au 15, 22 et 25/XI et 2/XII).

12. - Le projet de loi sur l'épargne est adopté en conseil des ministres (13, 14 et 25).

12. - La loi limitant les concentrations dans les médias est définitivement votée (11, 14, 15 et 30/XI-1/XII).

12. - M. Chirac installe officiellement la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Le 4, les treize membres avaient élu président M. Gabriel de Broglie (2-3, 6, 7 et 14).

12. - Dès la première réunion du conseil national de la gauche, créé sur l'initiative de M. Lionel Jospin, M. René Dumont (écologiste) se retire (13 et 14).

13. - L'été Caracac disparaît en mer, alors que son catamaran *Royale* était en tête de la Route du rhum, course en solitaire entre Saint-Malo et Pointe-à-Pitre (du 9 au 19).

15. - Un jeune caladoche est tué par balles à Thio au cours d'affrontements entre le RPCR et les indépendantistes. A Paris, M. Jean-Marie Tjibane, président du FLNKS, est reçu par M. Mitterrand, mais pas par M. Chirac qui a annulé son rendez-vous après les incidents de Thio. Des discussions commencent avec M. Pons, ministre des DOM-TOM, sur l'organisation du référendum d'autodétermination prévu en 1987 (du 15 au 19 et 21).

16. - L'arrestation de M. Yves Chaler, qui a été livré à la justice, relance l'affaire du Carrefour du développement, tandis que M. Chirac accuse un haut fonctionnaire de la police, M. Jacques Delebois, d'avoir tenté de le manipuler après lui avoir fourni un « vrai-faux passeport » (11, 12 et à partir du 14).

17. - Georges Besse, PDG de Renault, est tué devant son domicile parisien par deux femmes qui

s'enfuient après avoir tiré sur lui. Cet assassinat est revendiqué par Action directe. A partir du 20, des affiches avec les photos de Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron sont placardées dans les commissariats et lieux publics. Le 21, les obsèques de Georges Besse ont lieu aux Invalides en présence des plus hautes autorités du pays (du 19 au 24 et 26).

18. - La loi délimitant les circonscriptions législatives est validée par le Conseil constitutionnel (13, 20, 22 et 29).

18. - M. Philippe Séguin présente un plan de redressement de la Sécurité sociale qui prévoit 9 milliards de francs d'économie. La CGT organise, le 27, une journée d'action qui empêche la parution des quotidiens nationaux (7, 12, 14, du 19 au 22, 26, 28 et 29).

18. - En octobre, le déficit du commerce extérieur a été de 100 millions de francs, le nombre des chômeurs a baissé de 0,2 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (7, 8, 15, 16-17, 20, 28 et 29).

19. - Le conseil des ministres approuve le projet de loi de M. Alain Chalonand, qui prévoit de confier à des entreprises privées la construction et la gestion de nouvelles prisons. M. Mitterrand indique qu'il « n'approuve pas » ce projet, qui a suscité, le 13, un avis négatif du Conseil d'Etat. La gauche et certains députés baristes expriment aussi leur opposition à ce que l'Etat abandonne l'exécution des peines au secteur privé (5, 7, 12, 16-17, 19, 20, 21 et 26).

21. - Les députés adoptent le projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen conclu entre les Douze à Luxembourg en décembre 1985, par 498 voix (PS, RPR, UDF) contre 35 (PC). Le FN s'abstient et 8 députés RPR, dont MM. Michel Debré et Jean Foyer, refusent de prendre part au vote (6, 15, 20, 21 et 22).

22. - M. Raymond Barre définit devant un auditoire gaulliste les « conditions modernes de l'indépendance nationale » (5 et 25).

23. - Deux cent mille personnes manifestent à Paris à l'appel de la FEN et du PS « pour l'avenir de la jeunesse » et contre la politique sociale et universitaire du gouvernement (du 22 au 25).

23. - Un sondage IFOP publié par le *Journal du dimanche* accorde à M. Mitterrand le niveau record de 61 % d'opinions favorables. Dans la majorité, M. Barre (53 %) devance M. Chirac (49 %) et M. Létour (48 %) (25).

24. - La privatisation de Saint-Gobain commence. Près de 30 millions d'actions sont offertes jusqu'au 5 décembre au prix de 310 F, dont 10 % réservées au personnel et 20 % vendues à l'étranger (9-10, 15, 16-17, 23-24, 25 et 30/XI-1^{er}/XII).

24. - Mort d'André Segalat, ancien membre du Conseil constitutionnel (28).

26. - Le conseil des ministres approuve les deux projets de loi sur les nouvelles procédures de licenciement et sur la réforme des conseils de prud'hommes (4, 7, 21, 23-24, 28 et 29/XI, 3/XII).

26. - L'ordonnance sur la liberté des prix et le droit de la concurrence est approuvée au conseil des ministres (5, 22, 25 et 28/XI, 3/XII).

27. - M^{me} Barzach présente un plan de lutte contre le SIDA, qui

sera déclaré « grande cause nationale » en 1987 (20, 25 et 29).

27. - Mort de Philippe Vianney, fondateur du Centre de formation des journalistes et du Centre nautique des Glénans (29).

28. - Le projet de loi sur l'enseignement supérieur est renvoyé en commission après un débat de discussion à l'Assemblée nationale. M. Chirac a pris cette décision alors que des manifestations contre la réforme de M. Devaquet avaient réuni, le 27, deux cent mille étudiants et lycéens à Paris et près de quatre cent mille en province et que, depuis le 17, la grève s'était étendue à la plupart des universités et à de nombreux lycées (19 et à partir du 21).

28-30. - Au quatre-vingt-sixième congrès du Parti radical, M. André Rossmot est réélu président, mais sa stratégie de rapprochement avec M. Chirac et le RPR est contestée (29/XI et 2/XII).

30. - M. Chirac, invité de « Questions à domicile » sur TF 1, reconnaît qu'il est « naturel » et « légitime » que M. Mitterrand « dise ce qu'il pense », mais affirme qu'« aucune » de ses décisions n'en a été changée. A propos de l'agitation universitaire, il demande « que l'on prenne les huit ou quinze jours nécessaires » pour dissiper les « malentendus » sur la réforme (2/XII).

UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES

- GUINÉE : le chaos en héritage (1).
- ÉCONOMIE : le plan en question (4).
- MÉDECINE : les enjeux de la procréation artificielle (6).
- ÉTATS-UNIS : le nouveau New-York (8).
- ALGÈRE : cap sur le Sud (8).
- JAPON : la puissance avant la prospérité (14).
- CAMPUS : la culture des étudiants (20).
- TUNISIE : spéculations autour de la succession de M. Bourguiba (20).
- TERRORISME : Georges Abdallah et ses frères (21).
- BELGIQUE : le Flandre au pluriel (21).
- AFGHANISTAN : la guerre d'usure (21).
- MADAGASCAR : la Grande Ile à l'abandon (22).
- ÉCONOMIE : épargne et placements (25).
- CENTRAFRIQUE : le report du procès Bokassa (28 et 29).
- MUSÉE : Orsay, la dix-neuvième siècle mis à neuf (29).
- AFRIQUE DU SUD : jeunes Noirs en prison (30/XI-1^{er}/XII).

CINÉMA

Louis Feuillade au Théâtre national de Chaillot

Tremblez ! voici « les Vampires »



Ils vont sortir de la Cinéma-thèque pour se rendre au théâtre. Plus que jamais maléfiques, avec leur vamp, Irma Vep. Alain Moget improvisera une musique au piano, car c'est du cinéma muet.

La Tête coupée, la Bagie qui tue, le Cryptogramme rouge, le Spectre, l'Évasion du mort... Il y a dix épisodes d'un peu près une heure avec des titres du même genre. Pour un fan de Louis Feuillade — on disait, alors, « ciné-roman » — qui, en 1915-1916, passionna les foules cherchant à se distraire de la guerre.

Après avoir adapté les forfaits de Fantomas, selon Pierre Souvestre et Marcel Allain, Feuillade avait inventé lui-même les effrayants exploits de la bande des « vampires ». Fantomas, maître du crime, était accompagné sous divers déguisements. Les vampires, eux, multi-formes, se répandaient partout, ont plusieurs chefs et une égérie, Irma Vep, jouée par Musidora, dont le collier et la cagoule de « sorcière d'hôtel » font des ravages... érotiques. En face d'eux, un journaliste, Philippe Guérande (Edouard Mathé), qui aide Musidora, usant de son influence pour les faire arrêter. Le rôle de Marcel Levesque est, souvent, humoristique.

Le ciné-roman de Louis Feuillade a toujours fait les beaux soirs de la Cinéma-thèque, mais la copie achetée par Henri Langlois à la société Gaumont dans les années 30 ne comportait pas les cartons d'intitules et les plans d'inserts qui, au temps du muet, étaient tirés et classés à part des bandes images. Cela accentuait l'aspect surréaliste d'écriture automatique, de cette délirante histoire, mais ce n'était tout de même pas la bonne façon de voir. On y prenait des maux de tête. Restaurés grâce à l'acharnement de Jacques Chanoux, petit-fils de Feuillade, et aux travaux de la Cinéma-thèque française, les Vampires sont allés se promener au dernier Festival de Cannes. Dimanche et lundi, ils font leur grande rentrée au Théâtre national de Chaillot. Alain Moget improvisera pour eux au piano.

Le ciné-roman mythique n'a rien perdu de son charme ni Musidora de son éclat. Au contraire. L'invention perpétuelle du cinéaste, les rebondissements de l'action, la distance humoristique prise parfois à l'égard du récit, rappellent que Feuillade

filmait avec la jubilation d'un conteur désireux d'étonner et d'amuser le public. Obligé d'improviser pour concurrencer les Mystères de New-York, serial américain du Louis Gasnier avec Pearl White, Feuillade se fiait à son instinct, tirait des idées folles sur un cinéaste, mettait en scène dans la fièvre de l'inspiration. Ainsi, à cause des Mystères de New-York, ajouta-t-il une soirée mondaine avec vol de bijoux.

La technique n'était pas encombrante. Personne, à l'époque, n'était jamais allé aussi loin, au cinéma, dans la liberté. Alors, laissez-vous faire ; il était une fois...

JACQUES SICLIER.

★ Chaillot, 14 et 15 décembre, 20 h 30.

MUSIQUES

Un entretien à New-York avec Paul Simon

« Quand les gens vont découvrir la musique sud-africaine, ils vont l'adorer »

Dans Simon and Garfunkel, le duo le plus populaire de l'histoire du rock, Paul Simon, c'est le brun, celui qui écrivait les chansons, le petit juif new-yorkais qu'on a souvent comparé à Woody Allen dont il est l'ami et qui lui a fait tenir son premier rôle au cinéma dans *Amis Hall*. En 1981, Simon et Garfunkel se sont reformés pour un concert gigantesque à Central Park (un double album live en témoignage). Une tournée européenne a suivi. Dans le feu, les deux hommes sont entrés en studio pour enregistrer un album dont Paul Simon a finalement évincé Art Garfunkel pour « incompréhensibilité d'humour ».

Si la carrière du second, seul-mant interprète, n'a jamais convaincu, le premier s'est imposé comme l'un des plus fins compositeurs du rock. On connaît la richesse de son inspiration et de son interprétation sur un registre classique. On ne s'attendait pas qu'il soit encore capable de surprendre. Dans sa simplicité et son sens lumineux du message, *Graceland* (1), son nouvel album à peine sorti, a grimpé en tête des hit-parades britanniques et américaines. Paul Simon nous a expliqué pourquoi et comment il a composé et enregistré avec des musiciens sud-africains.

« Qu'est-ce que de spécifique cette musique sud-africaine, en quel est-elle différente des autres musiques africaines ?

— Elle me rappelle au pen le rythme blues américain du milieu des années 50. Elle a touché une corde en moi qui remonte à mon adolescence.

— Vous avez toujours fait appel aux influences extérieures : saïles, musiques caribéennes, africaines. Pensez-vous que la musique a besoin de ce métissage ?

— Ça la rafraîchit, mais il y a aussi d'autres chemins pour cela. Les frontières sont de plus en plus effacées par la rapidité des médias. Je suis sensible à toutes formes de musiques populaires et je suis convaincu que si elles le sont dans un pays, elles peuvent l'être dans n'importe quel autre, même si la musique anglo-saxonne domine aujourd'hui par la force du marché et de ses structures.

« Ils veulent être entendus hors de leurs frontières »

— Quand la tendance est au boycottage de l'Afrique du Sud, n'avez-vous pas pensé qu'il y avait un risque à y aller ?

— Le risque était d'être mal interprété. Je n'y suis pas allé pour me montrer ou donner un concert mais pour enregistrer avec des musiciens noirs. Quand on évoque l'Afrique du Sud, c'est pour parler des turbulences politiques, de l'apartheid. Les gens n'ont aucune idée de la culture. Ils ne soupçonnent même pas qu'il en existe une.

— J'ai joué avec des musiciens noirs, je les ai payés, ils sont crédités sur la pochette de l'album et je partage les royalties avec eux parce que nous avons écrit la plupart des chansons ensemble. Il n'y avait aucune démarche militante, j'aime cette musique et je ne vois pas en vertu de quoi j'aurais dû m'abstenir de jouer avec ces musiciens. Outre le fait qu'ils sont excellents et que leur voix est le plus cher est d'être entendus hors de leurs frontières, ce serait une double punition : ils sont déjà persécutés par le gouvernement, ne pas y aller revient à dire : « Personne ne peut travailler avec vous parce que vous êtes Sud-Africains ».

— Vous avez participé à « USA for Africa ». Pensez-vous qu'une nouvelle conscience s'est réveillée dans le rock avec les années 80 ?

— La musique est une force positive. Il est difficile de mesurer ce qu'elle peut apporter de bon. Quand les gens vont assister à un événement du type Live Aid ou acheter un disque qui réunit tant de stars, le fait est que des raisons altruistes ou justes pour la réunion de toutes ces personnes ? Je suppose que nous le verrons au résultat de ce que l'argent aura permis de faire et si, une fois l'événement passé, les gens continueront à se sentir concernés.

— Mais, de toute façon, ce n'est pas une solution. La solution appartient aux gouvernements. Les questions de conscience avec lesquelles, in monde occidental se débat, constamment sont très complexes et difficiles à répondre. Parce qu'elle est très simple par nature, je ne sais pas si la musique populaire est un bon support pour formuler des théories sur ce problème.

— Maintenant, on peut penser que l'art populaire est important s'il garde son intégrité. Nous ne vivons pas une époque d'intégrité. La fonction d'un artiste est en partie d'ex-

poser en contestataires mais c'était enseigner, intellectuellement. Aujourd'hui, c'est l'inverse : on pense en termes de marché, on se plie à ses règles, on fait des vidéos, on vend du disque. La musique sud-africaine est contre l'establishment. Quand les gens vont l'écouter, ils vont l'adorer. Toute la musique africaine vient d'un instinct, d'une impulsion pure.

— Et vous, où vous situez-vous dans les années 60 ?

— Quand j'écoute mes anciens titres avec Art (Garfunkel), la chose qui me surprend le plus, c'est à quel point c'était jeune. Je me vois à cette époque et je n'aime pas ma musique mais j'aime la personne que j'étais. C'était un peu farfelu ce que je disais, une façon pas très mûre de penser, mais, pour un gosse, ça n'était pas si mal. Ce qui est étonnant, c'est que soit devenu aussi populaire. J'avais vingt et un ans quand j'ai écrit *The Sounds of Silence* ; aujourd'hui, ça ne tiendrait pas le coup mais, dans le contexte de l'époque, ça passait. Je me vois surtout comme un gosse, la plupart des erreurs que j'ai commises sont des prétentions de gosse, mais je n'étais pas cynique. Un peu trop romantique, peut-être.

— Il n'empêche que l'on parle de vous surtout comme l'un des artistes les plus riches du show-business.

— Je gagne de l'argent en écrivant des chansons et je le fais depuis longtemps, voilà tout. Je n'ai pas essayé d'investir cet argent pour bâtir un empire comme d'autres l'ont fait. Alors le fait qu'on évalue mon travail, ma vie et ma personne en termes de chiffres m'affecte réellement car c'est étranger à ce que j'ai fait, ce que je suis depuis toujours : un musicien.

— Pourriez-vous définir les différentes décennies que vous avez traversées en termes de musique ?

— Mon sentiment est que les périodes musicales les plus riches se sont toujours développées quand elles n'étaient pas organisées par un pouvoir financier. A chaque fois que le show-business s'organise, le marketing devient plus important que la musique, et elle perd son intérêt.

— Nous sommes actuellement dans une de ces phases. Le phénomène punk était une réaction à cette sorte de fonctionnement corporatiste, et c'est la dernière fois qu'on a vu un véritable mouvement de rébellion contre l'establishment. Dans les années 50, il n'y avait pas d'utilité à agir de la sorte puisque le fait même de chanter du rock'n roll était une rébellion en soi. Dans les années 60, les musiciens étaient attentifs à se

« Le rock'n roll a trente ans »

— Le rock est à la base une expression adolescente. Comment vous sentez-vous par rapport à ça aujourd'hui ?

— Le rock'n roll a maintenant trente ans : ça signifie que ceux qui l'écoutaient adolescents ont maintenant passé la quarantaine. Bruce Springsteen ne s'adresse pas aux teenagers, il parle de sa génération, et il a sept ans de moins que moi. Alors, c'est vrai que le rock marche mieux à un niveau adolescent, mais c'est simplement parce qu'il est plus difficile d'atteindre les gens qui vieillissent.

Propos recueillis par ALAIN WAIS.

(1) WEA, 925-447-1.

ARTS

Exposition à grand spectacle

Un hiver à Majorque

Fin d'automne à Palma-de-Majorque : grand calme sur le port et dans les rues. Il n'y a plus de touristes, les « étrangers » de souvenance sont en vacances, les marins américains de l'US Navy ont quitté le port, les réceptionnistes des hôtels s'ennuient. On se croirait dans un film de Marguerite Duras. Mais l'art contemporain, ses fêtes et ses célébrations ont débarrassé d'avion.

Le gouvernement des Baléares, soucieux de montrer que ses administrés ont d'autres soucis que l'enseignement et l'immobilier, leur a offert une exposition à grand spectacle. Pour cela, il a demandé au CAPC de Bordeaux de concevoir, organiser et présenter une manifestation de « classe internationale », comme on dit.

Les Bordelais sont hommes d'expérience et d'initiative — leur propre succès l'a démontré largement. Aussi ont-ils réuni une distribution de stars dans un décor surprenant : Barcelonnette, en Majorque à la mode, Cucchi, le pape de la transavant-garde, Garosette, champion parisien de la citation brillante, Kiefer, l'Allemand ultra-expressionniste, et Schönbach, tête d'affiche de Solon. Tous premiers rôles de leurs nations, ces peintres de trente ou quarante ans déploient leurs plus grands formats dans la Lonja (1), gothique boursée de marchands aux piliers taillés en spirales et aux proportions démesurées.

Naturellement, la réunion de tant de valeurs stables aux cotés respectables tourne à l'effacement. On compare, on évalue, on spéculé sur les mérites et les évolutions bien plus

que l'on ne cherche points communs et parentés. Mode oblige, il est vrai.

A ce jeu assésé, Julian Schnabel fait tromper son ironie, seul peintre capable de distance et de recul critique face à quatre « sérieux » qui croient mettre du drame ou de l'âme dans leurs compositions à force d'empâtements et de perspectives théâtrales. Fût-elle excessive, sa désinvolture de maître du bled vaut mieux que bien des pathos conventionnels, invocations frénétiques ou ironiques lestées de poésies lourdes et tirées en paumaison pour le seul plaisir — pompière ? — du gigantisme.

Accrochés au large, hors de leurs contextes habituels, dans un lieu qui se supporte par la sculpture, les Kiefer à la Vlasovitch et les Cucchi à la Sironi se révèlent pour ce qu'ils sont. Même imprévue, produite à l'un des organismes, la leçon de Palma est de défiance et de doute : elle n'en a que plus de valeur.

En complément de programme, si l'on peut dire, la vieille ville abrite en ses divers palais et jardins plantés de palmiers une rétrospective du paysagisme majorquin du dix-neuvième siècle à nos jours, plus curieuse que séduisante, un choix de jeunes peintres locaux, ni curieux ni séduisants, et un hommage à Motherwell. Deux séries d'œuvres anciennes et des toiles plus récentes, ocre et noire, témoignent de la cohérence et de la vigueur de son œuvre (2). Désormais, c'est en hiver qu'il faut aller à Palma. George Sand avait raison.

PHILIPPE DAGEN.

(1) La Lonja, jusqu'au 10 janvier.
(2) Palais Soler, jusqu'à fin décembre.

le mardi 16 décembre
FERMETURE EXCEPTIONNELLE
de la cité des Sciences
et de l'Industrie

VOTRE TABLE
CE SOIR

© Ambiance musicale et Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - L. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

LE SANLADAIS F. sam. midi, dim. 45-22-23-62 D6, dîner 1. 22 h. Cuisine péruvienne. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, CÈPES, MORILLES, menu 180 F t.t. avec spécialité. CAKTE 180/200 F.
EL PICADOR 43-27-28-47 D6, dîner 1. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. RÉVEILLON de la SAINT-SYLVESTRE 550 F (apéritif, vins, serv. comp.) avec dresse et coiffe.

THEATRE DE NEUILLY

167, av. Charles-de-Gaulle
Métro Pont-de-Neuil

L'AVARE

De vrai, celui de Molière !!
18-19 déc. 20 h 30
20 déc. 14 h 30
Dim. 21 déc. 15 h 30

LE MALADE IMAGINAIRE

23 déc. 20 h 30
27 déc. 14 h 30 et 20 h 30
Dim. 28 déc. 15 h 30

TARTUFFE

28 au 30 janv. et
15 et 16 déc. 20 h 30
11 au 14 fév. 20 h 30
Dim. 1^{er} fév. 15 h 30

Places : 35 à 120 F - Rés. loc.

45-75-75-80

Compagnie Jean-Pierre FONTAINE

ANDRÉAS VOLLENWEIDER AND FRIENDS

RTL

EN CONCERT

LE LUNDI
15 DÉCEMBRE 1986
20 H 30
Aux Folies Bergère
32, rue Richer, 75009 PARIS
GARDIA

Nouvel Album :
DOWN TO THE MOON
Sur disques, cassettes et compact disc
CBS 57 001

CBS

سكنا من اصل

Culture

NOTES

La croisade des rockstars contre la drogue

Après la lutte contre la faim sur le continent africain, après la solidarité avec les fermiers américains, les rockstars ont trouvé le thème d'une nouvelle croisade : le combat contre la drogue. Un double album, *The Anti-Hero Project*, est publié cette semaine en France. Y ont participé, chacun avec un titre, Eurythmics, Dire Straits, Wham, Paul McCartney, Ringo Starr, Chris Rea, Elvis Costello, Bonnie Tyler, Kim Wilde, Saxon, Bananarama, Feargal Sharkey. Tous les bénéfices de l'album iront à des œuvres participant à la lutte contre la drogue.

Par ailleurs, sous l'égide de SOS-Drogue international, Francis Lalanne, Michel Jonasz, Catherine Lara, Karim Kacel, les groupes Indochine et Partenaire particuliers viennent d'enregistrer des vidéos-messages pour informer et prévenir.

★ Double 33 tours, EMI - Pathé Marconi.

Pierre Perret nostalgique

Pierre Perret revient à l'Olympia dix-sept ans après un passage où ses chansons d'amuseur au langage riche de couleurs argotiques (*Tonton Cristobal, les Jules Colonies de vacances*) faisaient la joie des enfants et des fins de banquet.

La cinquantaine dépeçée mais la même figure ronde et jouffue, Perret n'a pas changé d'un iota. Il a la même fleur bleue au cœur, la même

traculence, un peu décalée à présent, mais si gentiment offerte qu'on n'ose pas la repousser. Accompagné par un groupe de musiciens apparemment sortis d'un bal musette et jouant à partir d'arrangements rétro, le chanteur présente un personnage dévot à un public fidèle mais qui manifestement s'amuse de son jeu (un soir de première, l'Olympia n'était qu'aux trois quarts plein). Sans doute Pierre Perret souffre-t-il de rester trop isolé dans son petit atelier d'artisan aux portes de Paris.

Heureusement, l'auteur-compositeur possède un trésor de jolies chansons plus sophistiquées mais moins connues (*Blanche, Le bonheur c'est toujours pour demain, la Feuille blanche*).

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia, 20 h 30.

Le Festival des trois continents à Nantes

Pour la première fois depuis la création, il y a huit ans, du Festival des trois continents, le public nantais a choisi en priorité la compétition officielle, dix films seulement, parmi lesquels un jury international, présidé par la comédienne Stefania Sandrelli, a distingué *Dans les montagnes sauvages* de Xan Xuehu (Chine), *Grand Prix*, et *Typhoon Club* de Shingji Sonai (Japon), prix de la mise en scène.

Si le film chinois oppose à la campagne anciens et modernes et confirme l'effort de la cinématogra-

phie de Pékin pour se rapprocher de la réalité vécue du pays, *Typhoon Club*, déjà primé au Festival de Tokyo en 1985, décrit avec une nonchalance très calculée l'évolution d'un groupe de lycéens dans un moment de crise. Nagisa Oshima et Bernardo Bertolucci ont un peu porté *Typhoon Club* sur les fonds baptismaux et y voient par excellence le film des années 80. Le Japon d'Ozu et Mizoguchi est définitivement mort.

En inaugurant la manifestation avec la *Momie*, de Shadi Abdessalam, prix Georges Sadoul 1971, Nantes rendait hommage non seulement à un artiste mort prématurément il y a un mois, mais aussi à un film unique qui se veut un retour aux sources de la culture égyptienne. En symétrie parfaite, le *Sixième Jour*, de Youssef Chahine, clôture Nantes.

Les organisateurs ont présenté un choix de films érotiques japonais, quand une des grandes compagnies nippones, Nikkatsu, décide dans les années 70 de pallier la crise de fréquentation en lançant sur le marché des films pornographiques *soft*, à petit budget, mais tournés avec un grand fini technique et la collaboration de jeunes comédiennes étonnantes. On y trouve aussi bien une première version de *L'Empire des sens*, la *Véritable Histoire d'Abé Sada*, de Noboru Tanaka (1973), qu'une *Rue de la joie* (1974) du maître du genre, Tatsumi Kumashiro, aux antipodes de la célèbre *Rue de la honte* (le dernier film de Mizoguchi), franchement « réaliste », presque expressionniste.

L. M.

Communication

Dans l'attente d'une nouvelle grève de soixante-douze heures

Organisations patronales et syndicats de journalistes s'opposent à propos de l'AFP

L'AFP a depuis l'annonce cet été de plan de restructuration de son PDG, M. Henri Pigeat, ouvert depuis dix jours du fait de la rupture des négociations, franchie depuis le lancement d'une grève de quarante-huit heures le 11 décembre (*Le Monde* du 13 décembre), la crise de l'Agence France Presse (AFP) est entrée dans une nouvelle phase, à la suite d'un communiqué diffusé vendredi 12 décembre et signé par les organisations patronales de la presse. La Fédération nationale de la presse française, le Syndicat de la presse quotidienne régionale, le Syndicat de la presse parisienne et le Syndicat des quotidiens départementaux, tous représentés au sein du conseil d'administration de l'AFP, sont en effet particulièrement fermes.

« Laissez par les grèves successives de l'AFP, préoccupées par les manques de régularité du service », les organisations signataires réitérent leur soutien à M. Henri Pigeat et réaffirment leur volonté de voir son plan appliqué. Faute de quoi, et face au « refus irresponsable des syndicats de journalistes » d'appliquer ce plan, les organisations patronales indiquent « qu'elles se doivent d'organiser la solution de remplacement » au service de l'AFP.

L'intersyndicale de l'Agence — CFDT, FO, SNJ et SNI-CGT — a estimé que ce communiqué constituait un « chantage intolérable ». Pour le syndicat des journalistes, Force ouvrière, c'est « le choix entre le suicide et la destruction de l'entreprise ». Jugant que le plan

de restructuration menait un démantèlement de l'Agence et à la mise en cause de sa vocation d'agence mondiale, les quatre syndicats ont renouvelé leur demande de négociations avec la direction sur divers aspects du plan, notamment les transferts de desks à l'étranger. Ils ont aussi appelé la rédaction à se prononcer sur une nouvelle grève de soixante-douze heures, de samedi 13 décembre à mardi 16.

La société des journalistes de l'Agence a rappelé que, comme les syndicats, elle était favorable à des réformes, en profondeur « dans la concertation » et a déploré « que les administrateurs n'aient jamais pris contact avec la réalité de l'AFP et continuent de soutenir jusqu'au bout un PDG dont la gestion depuis dix ans a conduit l'Agence à cette crise sans précédent ».

Les journalistes en grève ont reçu l'appui d'une partie des employés de l'Agence et de leurs confrères de l'Agence centrale de presse mais aussi des syndicats nationaux de journalistes. Le bureau national du SNJ a ainsi critiqué les quatre organisations patronales de presse, qui, « au lieu d'accuser les syndicats de journalistes de l'AFP, devraient logiquement défendre le développement de l'Agence ». Il a également souligné « la lourde responsabilité

de la direction de l'AFP et notamment de son PDG, M. Henri Pigeat, dont le refus de négocier a abouti à l'impasse ».

L'Union nationale des syndicats de journalistes (UNSJ) qui regroupe le SNJ, la CFDT, FO et le SNI-CGT, a apporté « un soutien total aux journalistes de l'AFP en grève pour la défense de leur emploi et de la vocation internationale de l'Agence ». L'UNSJ a mis en garde « les pouvoirs publics contre le préjudice culturel irréparable que constituerait le démantèlement de l'AFP comme agence mondiale » et a appelé l'ensemble des journalistes à manifester lundi 15 décembre, en début d'après-midi, devant le siège parisien de l'Agence.

L'opposition entre les organisations patronales de presse et les syndicats nationaux de journalistes, ainsi que le durcissement prévisible du conflit au sein de la rédaction de l'AFP a incité le conseil d'administration de l'Agence à se réunir d'urgence dans la matinée du 15 décembre, « afin d'examiner la situation ». Or, en juillet dernier, lors de la dernière grève, les représentants de la presse au sein du conseil avaient menacé, de façon voilée, de démissionner si l'arrêt de travail se poursuivait.

YVES-MARIE LABÉ.

Financement de la CNCL : les jongleries de l'Etat

« Les transferts financiers qui précèdent et accompagnent la mise en place de la CNCL ne paraissent pas d'une clarté absolue », s'étonne M. Jean Cizeau dans son dernier rapport sur les crédits de la communication. Tout en se félicitant du budget « conséquent » prévu pour le nouvel organisme, le vice-président de la commission des finances du Sénat relève une anomalie et un tour de passe-passe.

L'anomalie ? Le budget de la CNCL a été évalué à 250 millions de francs en année pleine. En 1987, 150 millions seulement lui seront attribués. Mais l'édification de France (TDF) ne facturera pas à la Commission nationale les 100 millions de francs correspondant au coût des services de planification et de contrôle mis à sa disposition. « La procédure aboutit à la création d'une charge indu pour TDF », remarque le sénateur.

Le tour de passe-passe ? Les 150 millions attribués à la Commission nationale auront trois origines : le redéploiement de crédits d'organismes supprimés comme la Haute Autorité (20 millions) ; les versements des chaînes publiques au titre de l'observation des programmes (8 millions) et une dotation complémentaire de 122 millions inscrite au budget des services généraux du premier ministre.

Mais, pour compenser cette charge nouvelle, le budget percevra directement le produit de certaines taxes perçues jusqu'ici par les PTT pour des activités et des compétences transférées à la CNCL. « Les transferts de financement accompagnent donc le transfert de compétences. Rien d'anormal », note avec ironie M. Jean Cizeau, avant de remarquer que les recettes transférées devraient s'élever à 200 millions en 1987. « Le budget général de l'Etat dispose donc de 70 millions... pour d'autres actions ».

Les représentants du Parlement dans les conseils d'administration de l'audiovisuel public

Les socialistes veulent obtenir un débat en séance publique au Palais-Bourbon sur les nominations des responsables des organismes publics de l'audiovisuel. Pour cela, ils ont refusé de prolonger l'accord qu'ils avaient accepté en avril et qui ne donnait aux députés PS qu'un poste de représentant de l'Assemblée dans les conseils d'administration de ceux-ci : M. Jean Auroux (Loire) à l'INA. En plus du renouvellement de ce mandat, ils ont demandé que M. Jean-Jack Queyranne (Rhône) siège au conseil d'Antenne 2. La commission des affaires culturelles ayant refusé, le jeudi 11 décembre, l'ensemble des députés vont devoir voter.

L'UDF avait pourtant réglé ses problèmes internes. Malgré la demande de M. Michel Fichaut (UDF, Essonne), proche de M. François Léotard, ses candidats restent les « sortants » : M. Christine Boutin (UDF, Yvelines) à Radio-France et M. François d'Amberg (UDF, Mayenne) à Antenne 2, tous deux « barristes ». Pour calmer le PR, M. Jean-Claude Gaudin s'est lui-même porté candidat au conseil de FR 3 à la place de M. Jean-Paul Fuchs, membre du CDS. Quant au RFO, il maintient M. Paulin Bruné à RFO. M. Xavier Desmard à RFI, et M. Michel Pécarré à TF 1, qui, du fait de l'exigence socialiste, est aussi candidat à l'INA. Un vote va donc devoir avoir lieu en séance publique, avant le 20 décembre, pour désigner les représentants de l'Assemblée à l'INA et à Antenne 2, puisqu'il y a deux candidats pour ces postes.

Le Sénat a procédé, lui, sans difficulté à la désignation de ses représentants. Le choix effectué par la commission des affaires culturelles, le 3 décembre, a confirmé les mandats confiés à MM. Roger Romani (Paris), président du groupe RPR, pour TF 1, André Fossat (Un. cent., Hauts-de-Seine), à Antenne 2, Michel Miroudot (R. Haute-Saône) à FR 3, Jacques Carat (PS, Val-de-Marne) à Radio-France, Jean-Pierre Cantegrit (Gauche dém., Français de l'étranger) à RFI et Daniel Milland (Un. cent., Polyséisme français) à RFO. M. Adrien

Gouteyron (RPR, Haute-Loire) a été préféré par la commission à M. Jules Faigt (PS, Hérault) pour l'INA.

Ces choix avaient fait l'objet d'une discussion entre les responsables des groupes de la majorité sénatoriale. Cette dernière souhaitait que, outre le poste de M. Faigt, celui d'un autre socialiste, M. Carat, lui revienne. M. Maurice Schumann (RPR, Nord), président de la commission des affaires culturelles, s'est opposé à cette deuxième élimination. Quant à M. Michel Maurice-Bokanowski (RPR, Hauts-de-Seine), il reste à TDF, cette société n'ayant pas saisi le Sénat pour son renouvellement.

M. Raymond Cipolin directeur des programmes de RFO

M. Raymond Cipolin, ancien directeur régional de RFO Guadeloupe et RFO Wallis-et-Futuna, a été nommé, jeudi 11 décembre, directeur des programmes de la Société de radiodiffusion française d'outre-mer, en remplacement de M. Jean-Pierre David. M. Cipolin était, depuis avril 1984, détaché au cabinet de M. Lucette Michaud-Chevry, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la francophonie.

M. Jean-Claude Michaud, président-directeur général de RFO, a d'autre part reconduit dans leurs fonctions MM. Noël Savatier, directeur général, et André Sabas, directeur de l'information. Ce dernier assurera également la direction de l'Agence internationale d'images AFIT, qui n'avait plus de responsable depuis le départ de M. Jean-Jacques Mauriat à la fin novembre. En attendant la nomination d'un directeur technique, M. Bernard Gensou, directeur général adjoint chargé de l'action technique, conserve provisoirement ses fonctions, bien qu'il soit en mesure de faire valoir ses droits à la retraite. Enfin, l'organisation des services de la présidence sera rendue publique dans les prochains jours.

LA MUSIQUE CHEZ FAYARD

LES INDISPENSABLES DE LA MUSIQUE

L'OPERA
GUIDE DE
LES ŒUVRES LES PLUS IMPORTANTES
DES COMPOSITEURS
DES CHAÎNES LES PLUS IMPORTANTES
DES CHAÎNES LES PLUS IMPORTANTES
DES CHAÎNES LES PLUS IMPORTANTES
956 pages
broché 120F

LA MUSIQUE SYMPHONIQUE
GUIDE DE
LES ŒUVRES LES PLUS IMPORTANTES
DES COMPOSITEURS
DES CHAÎNES LES PLUS IMPORTANTES
DES CHAÎNES LES PLUS IMPORTANTES
DES CHAÎNES LES PLUS IMPORTANTES
956 pages
broché 120F

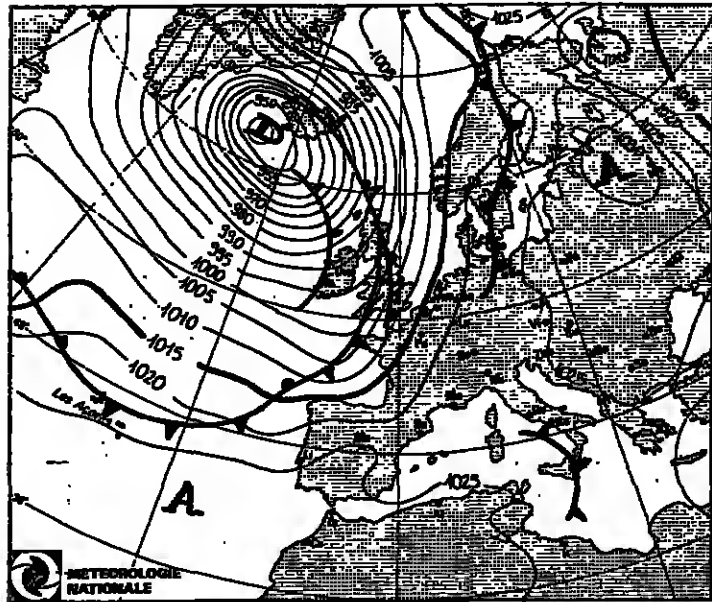
L'analyse de
quelque 1500
œuvres orchestrales

Les deux premiers titres d'une nouvelle collection.

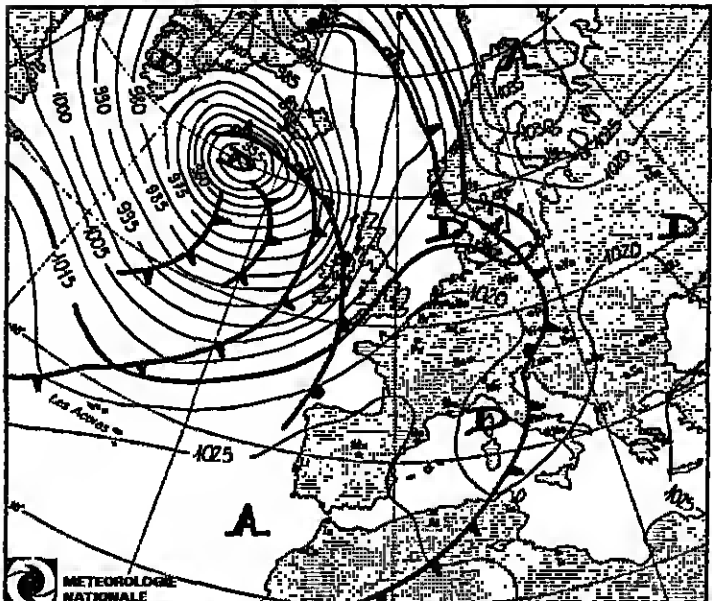
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 DÉCEMBRE 1986 À 0 HEURE TU



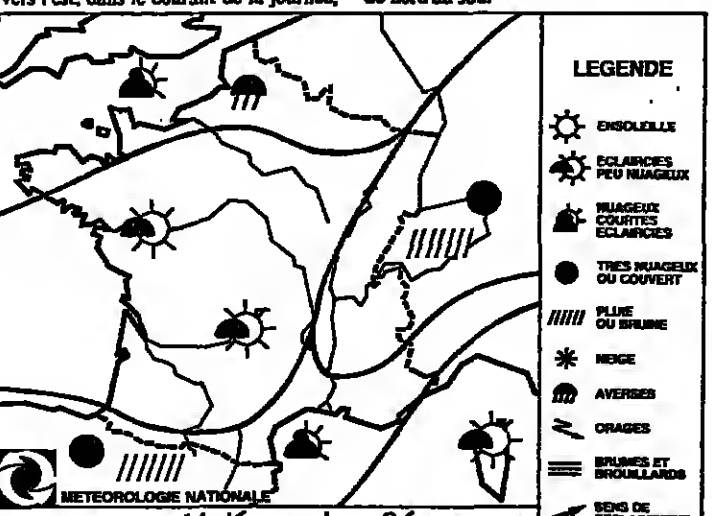
PRÉVISIONS POUR LE 15 DÉCEMBRE À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 13 décembre à 0 heure et le dimanche 14 décembre à 24 heures.

L'affaiblissement du champ de pression sur notre pays a permis samedi le passage d'une perturbation. Elle évoluera dimanche l'est de la France, tandis qu'une nouvelle hausse de pression favorisera le retour d'un temps plus clément.

Dimanche matin : il pleuvra donc de l'Alsace-Lorraine au Lyonnais et au nord des Alpes, ainsi que sur les régions pyrénéennes. Il neigera aussi un peu en montagne. De l'Auvergne au sud des Alpes et à la Méditerranée, le ciel sera alors très nuageux. Tout ceci s'éliminera vers l'est, dans le courant de la journée.



TEMPS PREVU LE 14 décembre 86 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 12-12-1986 et le 13-12-1986 à 6 h TU									
FRANCE	TOUTS	7	5	P	LOS ANGELES	19	7	D	
ALGER	16	5	N		LOS ANGELES	19	7	D	
BARCELONE	15	9	P		MADRID	13	1	B	
BATON Rouge	7	5	P		MADRID	20	5	D	
BREMEN	9	-1	C		MEXICO	24	10	B	
CADIX	9	8	P		MILAN	2	1	C	
CHERBOURG	8	3	P		MONTREAL	1	-14	D	
CLERMONT-FERRAND	8	-2	C		MOSCOW	0	-13	D	
DON	0	-2	B		MURKIN	25	15	N	
GRENOBLE	5	1	C		NEW YORK	4	1	N	
LILLE	5	3	C		OSLO	4	0	P	
LIMOGES	9	3	P		PALMA-DE-MAJOR	16	3	D	
LYON	1	0	B		PARIS	8	2	D	
MARSEILLE	10	0	D		ROSDEN	25	23	D	
NANCY	1	0	B		ROME	13	0	D	
NICE	7	5	P		SANCTI SPIRITUS	30	26	C	
PARIS	15	8	P		STOCKHOLM	1	0	*	
PARIS-MONTAIGNE	6	3	P		STUTTGART	26	18	C	
PAU	14	5	C		TOKYO	14	7	C	
PERPIGNAN	15	1	C		TUNIS	17	7	C	
RENNES	5	5	P		VARSOVIE	1	-10	N	
STRASBOURG	0	-4	B		VIENNE	7	-3	B	
STRASBOURG	3	0	C		VIENNE	3	-1	C	

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SUR MINTEL. Prévisions complètes. Météo marine. Temps observé Paris, province, étranger. 36.15 Tapes LEMONDE puis METEO.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4376

HORIZONTALEMENT

I. Nécessitent un remplacement en cas d'élimination. - II. Mauvais pour les affaires. On va le retrouver après avoir perdu autre chose. Preuve d'une certaine tension dans les rapports. - III. Adverbe. Convient certes mieux aux pilgrins qu'aux gendarmes. - IV. On peut dénicher l'oiseau rare. - V. On en a vite fait le tour. Se mêle des affaires d'autrui. Hubilla ce qui était quelque peu dépourvu. - VI. Il ne nous viendrait pas à l'idée de la saisir en collet. Cadre bien avec celui qui veut aller de l'avant. - VII. Avec lui, certains risquent d'être faits comme des rats. On peut y être mené en bateau. - VIII. Ses spécialistes n'en viennent jamais à conclure la destruction des limaçons. Partie d'un crochet. - IX. Parcoure par maints pousse-pousse. Ont pour habitude de se replier sur eux-mêmes. Furent la réalité. - X. Fera une action sanitaire. Nom largement répandu. - XI. Intervient dans différents expressions. Rendue telle afin de limiter le nombre des « accidents ». Présente dans de nombreux lits. - XII. N'est tout de même pas en mesure de procurer l'aisance à celui qui est géo. Rend la vie dure. Deux parmi plusieurs. - XIII. Tel qu'on n'aurait pas tort de dire qu'il y a de l'abus. Note. D'un auxiliaire. Ennemis des couvées. - XIV. On ne fait généralement que passer. Durée limitée. Est fort bien capable de nous sauter à la gorge. - XV. C'est en « hiver » qu'ils sont en plus grand nombre. Cause de multiples perturbations. Séparent le bon grain de l'ivraie. - XVI. Donne à entendre. Prononcé par des hommes de loi. Une partie de l'Hexagone.

VERTICALEMENT

1. De quoi avoir un coup dans l'aile. Est plutôt « mou » sur les bords. - 2. Se mêlait aux tendres mormures d'une bien-aimée. Ce serait un comble qu'il se fasse rouler. Destinée à faciliter un transit. - 3. Peut-être ne pouvait-il pas voir les autres en peinture. L'éclaircie en apportant la lumière. - 4. Mourut quand on l'étoffa. Bras qui prête la main. A du monde à ses côtés. - 5. Exprime, selon les cas, des sentiments qui peuvent être totalement opposés. Revient à tout propos.

Solution du problème n° 4375

HORIZONTALEMENT

I. Slow. GL. - II. Pêcheuses. - III. Timbale. - IV. Atelier. - V. Né. - VI. Tresseur. - VII. Un. - VIII. Net. - IX. Rio. - X. Ornière. - XI. Loti. - XII. Ur. - XIII. Eustaches.

VERTICALEMENT

1. Spirituelle. - 2. LÉ. RN. Ou. - 3. Octane. Rots. - 4. White-spirit. - 5. Emersion. - 6. Oublie. - 7. Sa. - 8. Sa. - 9. Sa. - 10. Sa. - 11. Sa. - 12. Sa. - 13. Sa. - 14. Sa. - 15. Sa. - 16. Sa. - 17. Sa. - 18. Sa. - 19. Sa. - 20. Sa. - 21. Sa. - 22. Sa. - 23. Sa. - 24. Sa. - 25. Sa. - 26. Sa. - 27. Sa. - 28. Sa. - 29. Sa. - 30. Sa. - 31. Sa. - 32. Sa. - 33. Sa. - 34. Sa. - 35. Sa. - 36. Sa. - 37. Sa. - 38. Sa. - 39. Sa. - 40. Sa. - 41. Sa. - 42. Sa. - 43. Sa. - 44. Sa. - 45. Sa. - 46. Sa. - 47. Sa. - 48. Sa. - 49. Sa. - 50. Sa. - 51. Sa. - 52. Sa. - 53. Sa. - 54. Sa. - 55. Sa. - 56. Sa. - 57. Sa. - 58. Sa. - 59. Sa. - 60. Sa. - 61. Sa. - 62. Sa. - 63. Sa. - 64. Sa. - 65. Sa. - 66. Sa. - 67. Sa. - 68. Sa. - 69. Sa. - 70. Sa. - 71. Sa. - 72. Sa. - 73. Sa. - 74. Sa. - 75. Sa. - 76. Sa. - 77. Sa. - 78. Sa. - 79. Sa. - 80. Sa. - 81. Sa. - 82. Sa. - 83. Sa. - 84. Sa. - 85. Sa. - 86. Sa. - 87. Sa. - 88. Sa. - 89. Sa. - 90. Sa. - 91. Sa. - 92. Sa. - 93. Sa. - 94. Sa. - 95. Sa. - 96. Sa. - 97. Sa. - 98. Sa. - 99. Sa. - 100. Sa. - 101. Sa. - 102. Sa. - 103. Sa. - 104. Sa. - 105. Sa. - 106. Sa. - 107. Sa. - 108. Sa. - 109. Sa. - 110. Sa. - 111. Sa. - 112. Sa. - 113. Sa. - 114. Sa. - 115. Sa. - 116. Sa. - 117. Sa. - 118. Sa. - 119. Sa. - 120. Sa. - 121. Sa. - 122. Sa. - 123. Sa. - 124. Sa. - 125. Sa. - 126. Sa. - 127. Sa. - 128. Sa. - 129. Sa. - 130. Sa. - 131. Sa. - 132. Sa. - 133. Sa. - 134. Sa. - 135. Sa. - 136. Sa. - 137. Sa. - 138. Sa. - 139. Sa. - 140. Sa. - 141. Sa. - 142. Sa. - 143. Sa. - 144. Sa. - 145. Sa. - 146. Sa. - 147. Sa. - 148. Sa. - 149. Sa. - 150. Sa. - 151. Sa. - 152. Sa. - 153. Sa. - 154. Sa. - 155. Sa. - 156. Sa. - 157. Sa. - 158. Sa. - 159. Sa. - 160. Sa. - 161. Sa. - 162. Sa. - 163. Sa. - 164. Sa. - 165. Sa. - 166. Sa. - 167. Sa. - 168. Sa. - 169. Sa. - 170. Sa. - 171. Sa. - 172. Sa. - 173. Sa. - 174. Sa. - 175. Sa. - 176. Sa. - 177. Sa. - 178. Sa. - 179. Sa. - 180. Sa. - 181. Sa. - 182. Sa. - 183. Sa. - 184. Sa. - 185. Sa. - 186. Sa. - 187. Sa. - 188. Sa. - 189. Sa. - 190. Sa. - 191. Sa. - 192. Sa. - 193. Sa. - 194. Sa. - 195. Sa. - 196. Sa. - 197. Sa. - 198. Sa. - 199. Sa. - 200. Sa. - 201. Sa. - 202. Sa. - 203. Sa. - 204. Sa. - 205. Sa. - 206. Sa. - 207. Sa. - 208. Sa. - 209. Sa. - 210. Sa. - 211. Sa. - 212. Sa. - 213. Sa. - 214. Sa. - 215. Sa. - 216. Sa. - 217. Sa. - 218. Sa. - 219. Sa. - 220. Sa. - 221. Sa. - 222. Sa. - 223. Sa. - 224. Sa. - 225. Sa. - 226. Sa. - 227. Sa. - 228. Sa. - 229. Sa. - 230. Sa. - 231. Sa. - 232. Sa. - 233. Sa. - 234. Sa. - 235. Sa. - 236. Sa. - 237. Sa. - 238. Sa. - 239. Sa. - 240. Sa. - 241. Sa. - 242. Sa. - 243. Sa. - 244. Sa. - 245. Sa. - 246. Sa. - 247. Sa. - 248. Sa. - 249. Sa. - 250. Sa. - 251. Sa. - 252. Sa. - 253. Sa. - 254. Sa. - 255. Sa. - 256. Sa. - 257. Sa. - 258. Sa. - 259. Sa. - 260. Sa. - 261. Sa. - 262. Sa. - 263. Sa. - 264. Sa. - 265. Sa. - 266. Sa. - 267. Sa. - 268. Sa. - 269. Sa. - 270. Sa. - 271. Sa. - 272. Sa. - 273. Sa. - 274. Sa. - 275. Sa. - 276. Sa. - 277. Sa. - 278. Sa. - 279. Sa. - 280. Sa. - 281. Sa. - 282. Sa. - 283. Sa. - 284. Sa. - 285. Sa. - 286. Sa. - 287. Sa. - 288. Sa. - 289. Sa. - 290. Sa. - 291. Sa. - 292. Sa. - 293. Sa. - 294. Sa. - 295. Sa. - 296. Sa. - 297. Sa. - 298. Sa. - 299. Sa. - 300. Sa. - 301. Sa. - 302. Sa. - 303. Sa. - 304. Sa. - 305. Sa. - 306. Sa. - 307. Sa. - 308. Sa. - 309. Sa. - 310. Sa. - 311. Sa. - 312. Sa. - 313. Sa. - 314. Sa. - 315. Sa. - 316. Sa. - 317. Sa. - 318. Sa. - 319. Sa. - 320. Sa. - 321. Sa. - 322. Sa. - 323. Sa. - 324. Sa. - 325. Sa. - 326. Sa. - 327. Sa. - 328. Sa. - 329. Sa. - 330. Sa. - 331. Sa. - 332. Sa. - 333. Sa. - 334. Sa. - 335. Sa. - 336. Sa. - 337. Sa. - 338. Sa. - 339. Sa. - 340. Sa. - 341. Sa. - 342. Sa. - 343. Sa. - 344. Sa. - 345. Sa. - 346. Sa. - 347. Sa. - 348. Sa. - 349. Sa. - 350. Sa. - 351. Sa. - 352. Sa. - 353. Sa. - 354. Sa. - 355. Sa. - 356. Sa. - 357. Sa. - 358. Sa. - 359. Sa. - 360. Sa. - 361. Sa. - 362. Sa. - 363. Sa. - 364. Sa. - 365. Sa. - 366. Sa. - 367. Sa. - 368. Sa. - 369. Sa. - 370. Sa. - 371. Sa. - 372. Sa. - 373. Sa. - 374. Sa. - 375. Sa. - 376. Sa. - 377. Sa. - 378. Sa. - 379. Sa. - 380. Sa. - 381. Sa. - 382. Sa. - 383. Sa. - 384. Sa. - 385. Sa. - 386. Sa. - 387. Sa. - 388. Sa. - 389. Sa. - 390. Sa. - 391. Sa. - 392. Sa. - 393. Sa. - 394. Sa. - 395. Sa. - 396. Sa. - 397. Sa. - 398. Sa. - 399. Sa. - 400. Sa. - 401. Sa. - 402. Sa. - 403. Sa. - 404. Sa. - 405. Sa. - 406. Sa. - 407. Sa. - 408. Sa. - 409. Sa. - 410. Sa. - 411. Sa. - 412. Sa. - 413. Sa. - 414. Sa. - 415. Sa. - 416. Sa. - 417. Sa. - 418. Sa. - 419. Sa. - 420. Sa. - 421. Sa. - 422. Sa. - 423. Sa. - 424. Sa. - 425. Sa. - 426. Sa. - 427. Sa. - 428. Sa. - 429. Sa. - 430. Sa. - 431. Sa. - 432. Sa. - 433. Sa. - 434. Sa. - 435. Sa. - 436. Sa. - 437. Sa. - 438. Sa. - 439. Sa. - 440. Sa. - 441. Sa. - 442. Sa. - 443. Sa. - 444. Sa. - 445. Sa. - 446. Sa. - 447. Sa. - 448. Sa. - 449. Sa. - 450. Sa. - 451. Sa. - 452. Sa. - 453. Sa. - 454. Sa. - 455. Sa. - 456. Sa. - 457. Sa. - 458. Sa. - 459. Sa. - 460. Sa. - 461. Sa. - 462. Sa. - 463. Sa. - 464. Sa. - 465. Sa. - 466. Sa. - 467. Sa. - 468. Sa. - 469. Sa. - 470. Sa. - 471. Sa. - 472. Sa. - 473. Sa. - 474. Sa. - 475. Sa. - 476. Sa. - 477. Sa. - 478. Sa. - 479. Sa. - 480. Sa. - 481. Sa. - 482. Sa. - 483. Sa. - 484. Sa. - 485. Sa. - 486. Sa. - 487. Sa. - 488. Sa. - 489. Sa. - 490. Sa. - 491. Sa. - 492. Sa. - 493. Sa. - 494. Sa. - 495. Sa. - 496. Sa. - 497. Sa. - 498. Sa. - 499. Sa. - 500. Sa. - 501. Sa. - 502. Sa. - 503. Sa. - 504. Sa. - 505. Sa. - 506. Sa. - 507. Sa. - 508. Sa. - 509. Sa. - 510. Sa. - 511. Sa. - 512. Sa. - 513. Sa. - 514. Sa. - 515. Sa. - 516. Sa. - 517. Sa. - 518. Sa. - 519. Sa. - 520. Sa. - 521. Sa. - 522. Sa. - 523. Sa. - 524. Sa. - 525. Sa. - 526. Sa. - 527. Sa. - 528. Sa. - 529. Sa. - 530. Sa. - 531. Sa. - 532. Sa. - 533. Sa. - 534. Sa. - 535. Sa. - 536. Sa. - 537. Sa. - 538. Sa. - 539. Sa. - 540. Sa. - 541. Sa. - 542. Sa. - 543. Sa. - 544. Sa. - 545. Sa. - 546. Sa. - 547. Sa. - 548. Sa. - 549. Sa. - 550. Sa. - 551. Sa. - 552. Sa. - 553. Sa. - 554. Sa. - 555. Sa. - 556. Sa. - 557. Sa. - 558. Sa. - 559. Sa. - 560. Sa. - 561. Sa. - 562. Sa. - 563. Sa. - 564. Sa. - 565. Sa. - 566. Sa. - 567. Sa. - 568. Sa. - 569. Sa. - 570. Sa. - 571. Sa. - 572. Sa. - 573. Sa. - 574. Sa. - 575. Sa. - 576. Sa. - 577. Sa. - 578. Sa. - 579. Sa. - 580. Sa. - 581. Sa. - 582. Sa. - 583. Sa. - 584. Sa. - 585. Sa. - 586. Sa. - 587. Sa. - 588. Sa. - 589. Sa. - 590. Sa. - 591. Sa. - 592. Sa. - 593. Sa. - 594. Sa. - 595. Sa. - 596. Sa. - 597. Sa. - 598. Sa. - 599. Sa. - 600. Sa. - 601. Sa. - 602. Sa. - 603. Sa. - 604. Sa. - 605. Sa. - 606. Sa. - 607. Sa. - 608. Sa. - 609. Sa. - 610. Sa. - 611. Sa. - 612. Sa. - 613. Sa. - 614. Sa. - 615. Sa. - 616. Sa. - 617. Sa. - 618. Sa. - 619. Sa. - 620. Sa. - 621. Sa. - 622. Sa. - 623. Sa. - 624. Sa. - 625. Sa. - 626. Sa. - 627. Sa. - 628. Sa. - 629. Sa. - 630. Sa. - 631. Sa. - 632. Sa. - 633. Sa. - 634. Sa. - 635. Sa. - 636. Sa. - 637. Sa. - 638. Sa. - 639. Sa. - 640. Sa. - 641. Sa. - 642. Sa. - 643. Sa. - 644. Sa. - 645. Sa. - 646. Sa. - 647. Sa. - 648. Sa. - 649. Sa. - 650. Sa. - 651. Sa. - 652. Sa. - 653. Sa. - 654. Sa. - 655. Sa. - 656. Sa. - 657. Sa. - 658. Sa. - 659. Sa. - 660. Sa. - 661. Sa. - 662. Sa. - 663. Sa. - 664. Sa. - 665. Sa. - 666. Sa. - 667. Sa. - 668. Sa. - 669. Sa. - 670. Sa. - 671. Sa. - 672. Sa. - 673. Sa. - 674. Sa. - 675. Sa. - 676. Sa. - 677. Sa. - 678. Sa. - 679. Sa. - 680. Sa. - 681. Sa. - 682. Sa. - 683. Sa. - 684. Sa. - 685. Sa. - 686. Sa. - 687. Sa. - 688. Sa. - 689. Sa. - 690. Sa. - 691. Sa. - 692. Sa. - 693. Sa. - 694. Sa. - 695. Sa. - 696. Sa. - 697. Sa. - 698. Sa. - 699. Sa. - 700. Sa. - 701. Sa. - 702. Sa. - 703. Sa. - 704. Sa. - 705. Sa. - 706. Sa. - 707. Sa. - 708. Sa. - 709. Sa. - 710. Sa. - 711. Sa. - 712. Sa. - 713. Sa. - 714. Sa. - 715. Sa. - 716. Sa. - 717. Sa. - 718. Sa. - 719. Sa. - 720. Sa. - 721. Sa. - 722. Sa. - 723. Sa. - 724. Sa. - 725. Sa. - 726. Sa. - 727. Sa. - 728. Sa. - 729. Sa. - 730. Sa. - 731. Sa. - 732. Sa. - 733. Sa. - 734. Sa. - 735. Sa. - 736. Sa. - 737. Sa. - 738. Sa. - 739. Sa. - 740. Sa. - 741. Sa. - 742. Sa. - 743. Sa. - 744. Sa. - 745. Sa. - 746. Sa. - 747. Sa. - 748. Sa. - 749. Sa. - 750. Sa. - 751. Sa. - 752. Sa. - 753. Sa. - 754. Sa. - 755. Sa. - 756. Sa. - 757. Sa. - 758. Sa. - 759. Sa. - 760. Sa. - 761. Sa. - 762. Sa. - 763. Sa. - 764. Sa. - 765. Sa. - 766. Sa. - 767. Sa. - 768. Sa. - 769. Sa. - 770. Sa. - 771. Sa. - 772. Sa. - 773. Sa. - 774. Sa. - 775. Sa. - 776. Sa. - 777. Sa. - 778. Sa. - 779. Sa. - 780. Sa. - 781. Sa. - 782. Sa. - 783. Sa. - 784. Sa. - 785. Sa. - 786. Sa. - 787. Sa. - 788. Sa. - 789. Sa. - 790. Sa. - 791. Sa. - 792. Sa. - 793. Sa. - 794. Sa. - 795. Sa. - 796. Sa. - 797. Sa. - 798. Sa. - 799. Sa. - 800. Sa. - 801. Sa. - 802. Sa. - 803. Sa. - 804. Sa. - 805. Sa. - 806. Sa. - 807. Sa. - 808. Sa. - 809. Sa. - 810. Sa. - 811. Sa. - 812. Sa. - 813. Sa. - 814. Sa. - 815. Sa. - 816. Sa. - 817. Sa. - 818. Sa. - 819. Sa. - 820. Sa. - 821. Sa. - 822. Sa. - 823. Sa. - 824. Sa. - 825. Sa. - 826. Sa. - 827. Sa. - 828. Sa. - 829. Sa. - 830. Sa. - 831. Sa. - 832. Sa. - 833. Sa. - 834. Sa. - 835. Sa. - 836. Sa. - 837. Sa. - 838. Sa. - 839. Sa. - 840. Sa. - 841. Sa. - 842. Sa. - 843. Sa. - 844. Sa. - 845. Sa. - 846. Sa. - 847. Sa. - 848. Sa. - 849. Sa. - 850. Sa. - 851. Sa. - 852. Sa. - 853. Sa. - 854. Sa. - 855. Sa. - 856. Sa. - 857. Sa. - 858. Sa. - 859. Sa. - 860. Sa. - 861. Sa. - 862. Sa. - 863. Sa. - 864. Sa. - 865. Sa. - 866. Sa. - 867. Sa. - 868. Sa. - 869. Sa. - 870. Sa. - 871. Sa. - 872. Sa. - 873. Sa. - 874. Sa. - 875. Sa. - 876. Sa. - 877. Sa. - 878. Sa. - 879. Sa. - 880. Sa. - 881. Sa. - 882. Sa. - 883. Sa. - 884. Sa. - 885. Sa. - 886. Sa. - 887. Sa. - 888. Sa. - 889. Sa. - 890. Sa. - 891. Sa. - 892. Sa. - 893. Sa. - 894. Sa. - 895. Sa. - 896. Sa. - 897. Sa. - 898. Sa. - 899. Sa. - 900. Sa. - 901. Sa. - 902. Sa. - 903. Sa. - 904. Sa. - 905. Sa. - 906. Sa. - 907. Sa. - 908. Sa. - 909. Sa. - 910. Sa. - 911. Sa. - 912. Sa. - 913. Sa. - 914. Sa. - 915. Sa. - 916. Sa. - 917. Sa. - 918. Sa. - 919. Sa. - 920. Sa. - 921. Sa. - 922. Sa. - 923. Sa. - 924. Sa. - 925. Sa. - 926. Sa. - 927. Sa. - 928. Sa. - 929. Sa. - 930. Sa. - 931. Sa. - 932. Sa. - 933. Sa. - 934. Sa. - 935. Sa. - 936. Sa. - 937. Sa. - 938. Sa. - 939. Sa. - 940. Sa. - 941. Sa. - 942. Sa. - 943. Sa. - 944. Sa. - 945. Sa. - 946. Sa. - 947. Sa. - 948. Sa. - 949. Sa. - 950. Sa. - 951. Sa. - 952. Sa. - 953. Sa. - 954. Sa. - 955. Sa. - 956. Sa. - 957. Sa. - 958. Sa. - 959. Sa. - 960. Sa. - 961. Sa. - 962. Sa. - 963. Sa. - 964. Sa. - 965. Sa. - 966. Sa. - 967. Sa. - 968. Sa. - 969. Sa. - 970. Sa. - 971. Sa. - 972. Sa. - 973. Sa. - 974. Sa. - 975. Sa. - 976. Sa. - 977. Sa. - 978. Sa. - 979. Sa. - 980. Sa. - 981. Sa. - 982. Sa. - 983. Sa. - 984. Sa. - 985. Sa. - 986. Sa. - 987. Sa. - 988. Sa. - 989. Sa. - 990. Sa. - 991. Sa. - 992. Sa. - 993. Sa. - 994. Sa. - 995. Sa. - 996. Sa. - 997. Sa. - 998. Sa. - 999. Sa. - 1000. Sa. - 1001. Sa. - 1002. Sa. - 1003. Sa. - 1004. Sa. - 1005. Sa. - 1006. Sa. - 1007. Sa. - 1008. Sa. - 1009. Sa. - 1010. Sa. - 1011. Sa. - 1012. Sa. - 1013. Sa. - 1014. Sa. - 1015. Sa. - 1016. Sa. - 1017. Sa. - 1018. Sa. - 1019. Sa. - 1020. Sa. - 1021. Sa. - 1022. Sa. - 1023. Sa. - 1024. Sa. - 1025. Sa. - 1026. Sa. - 1027. Sa. - 1028. Sa. - 1029. Sa. - 1030. Sa. - 1031. Sa. - 1032. Sa. - 1033. Sa. - 1034. Sa. - 1035. Sa. - 1036. Sa. - 1037. Sa. - 1038. Sa. - 1039. Sa. - 1040. Sa. - 1041. Sa. - 1042. Sa. - 1043. Sa. - 1044. Sa. - 1045. Sa. - 1046. Sa. - 1047. Sa. - 1048. Sa. - 1049. Sa. - 1050. Sa. - 1051. Sa. - 1052. Sa. - 1053. Sa. - 1054. Sa. - 1055. Sa. - 1056. Sa. - 1057. Sa. - 1058. Sa. - 1059. Sa. - 1060. Sa. - 1061. Sa. - 1062. Sa. - 1063. Sa. - 1064. Sa. - 1065. Sa. - 1066. Sa. - 1067. Sa. - 1068. Sa. - 1069. Sa. - 1070. Sa. - 1071. Sa. - 1072. Sa. - 1073. Sa. - 1074. Sa. - 1075. Sa. - 1076. Sa. - 1077. Sa. - 1078. Sa. - 1079. Sa. - 1080. Sa. - 1081. Sa. - 1082. Sa. - 1083. Sa. - 1084. Sa. - 1085. Sa. - 1086. Sa. - 1087. Sa. - 1088. Sa. - 1089. Sa. - 1090. Sa. - 1091. Sa. - 1

CONJONCTURE

Prix

Les bons résultats de novembre

Le gouvernement sait déjà que son objectif d'une hausse des prix de 2,3 % sur l'année a toutes les chances d'être tenu. L'estimation provisoire de l'INSEE, publiée le vendredi 12 décembre, fait apparaître en effet que l'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 0,1 % en novembre. « C'est le plus faible résultat mensuel pour un mois de novembre », souligne avec une satisfaction évidente le ministre de l'Economie et des Finances.

La hausse restait limitée à 2 % depuis le début de l'année, on n'imaginait pas qu'elle puisse dépasser 2,3 % sur les douze mois. Un résultat tout à fait satisfaisant, quelles que soient les réserves habituelles : le fort ralentissement de l'inflation a été favorisé par la chute du prix du pétrole (le baril qui valait 28 dollars au troisième trimestre 1985, est passé à peine 15 actuellement après être descendu jusqu'à 10 cent 1986) ; quant aux salaires, tout en progressant plus vite que l'inflation (+ 2,6 % pour les neuf premiers mois de

l'année sur la base du salaire horaire), ils sont restés très modérés. Cette évolution peut paraître enviable aux Britanniques, qui, en novembre, ont connu une forte hausse des prix sur douze mois - 3,5 % en dépit d'une modération salariale. Il n'en reste pas moins que l'écart d'inflation se maintient entre la France et l'Allemagne fédérale, qui devait enregistrer un taux négatif (au moins - 0,5 %) cette année.

Ce qui rassure le gouvernement français, c'est que les deux dernières hausses (0,2 % en octobre, 0,1 % en novembre) montrent qu'il n'y a pas de dérapage malgré l'annonce d'une totale libération des prix au 1^{er} janvier 1987. Le commerce et les services ne semblent pas avoir anticipé, comme on le redoutait, sur cet événement historique. C'est de cette façon que dépendra la suite des événements, le gouvernement ayant prévu que le taux d'inflation ne devrait pas dépasser 2 % en 1987.

F. S.

SOCIAL

Les ordonnances sur le temps de travail et l'ANPE

Un joker pour M. Mitterrand

(et de FO). M. Mitterrand avait apporté publiquement sa caution à la loi Delebarre sur l'aménagement du temps de travail. Or l'ordonnance de M. Séguin y apporte des modifications substantielles. Elle prévoit notamment que la modulation des horaires pourra être mise en œuvre à la fois par un accord de branche et par un accord d'entreprise ou d'établissement.

M. Séguin a également décidé d'aller plus loin que l'accord signé dans la métallurgie sur le temps de travail par FO et la CGC qui devait servir de base à son ordonnance. Au risque de mécontenter les syndicats signataires et de mettre en position difficile M. Guille, vice-président délégué général de l'UIMM (patronat) et de la métallurgie, sans doute futur président de la commission sociale du CNPF, il a prévu qu'il pourra être dérogé à l'amplitude maximale hebdomadaire de quarante-quatre heures

(envisagée dans la métallurgie) si un accord collectif en dispose ainsi à condition que la moyenne hebdomadaire annuelle soit de trente-neuf heures (le Monde du 11 décembre). M. Mitterrand peut donc considérer au regard de ces éléments que l'ordonnance de M. Séguin ne constitue pas un progrès social par rapport à la loi Delebarre.

Mais une raison de circonstance pourrait également le conduire aux mêmes conclusions. Depuis le mouvement étudiant, les syndicats se sentent des ailes : ils parlent (comme M. Kramski) sur une relance de la mobilisation des salariés ou mettent en garde (comme M. Bergeron) sur une dégradation du climat social. Alors que des tensions resurgissent dans le secteur public sur les questions salariales, les syndicats ont réagi négativement aux ordonnances. Celle sur l'ANPE a entraîné une grève du personnel. Celle sur l'aménagement du temps de travail a été très mal accueillie tant par la CFTC que la CFDT que par FO et la CGC.

Envisagée dans la métallurgie si un accord collectif en dispose ainsi à condition que la moyenne hebdomadaire annuelle soit de trente-neuf heures (le Monde du 11 décembre). M. Mitterrand peut donc considérer au regard de ces éléments que l'ordonnance de M. Séguin ne constitue pas un progrès social par rapport à la loi Delebarre.

Mais une raison de circonstance pourrait également le conduire aux mêmes conclusions. Depuis le mouvement étudiant, les syndicats se sentent des ailes : ils parlent (comme M. Kramski) sur une relance de la mobilisation des salariés ou mettent en garde (comme M. Bergeron) sur une dégradation du climat social. Alors que des tensions resurgissent dans le secteur public sur les questions salariales, les syndicats ont réagi négativement aux ordonnances. Celle sur l'ANPE a entraîné une grève du personnel. Celle sur l'aménagement du temps de travail a été très mal accueillie tant par la CFTC que la CFDT que par FO et la CGC.

ÉTRANGER

A la veille des négociations salariales

Le patronat allemand se dote d'un président ouvert au dialogue

L'Association ouest-allemande des constructeurs d'électronique a rejeté, le 12 décembre, la semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaire revendiquée par les métallos. Selon l'association, une telle mesure augmenterait d'un million 10 % les coûts de production et menacerait les débouchés à l'exportation. Cette décision intervient alors que le patronat allemand vient de se donner un nouveau président, M. Klaus Murrmann.

BONN
de notre correspondant

M. Klaus Murrmann, cinquante-quatre ans, est, depuis le jeudi 11 décembre, président de la Confédération patronale ouest-allemande BDA (Bundesvereinigung der deutschen Arbeitgeberverbände), l'une des trois grandes organisations patronales de RFA. Ce patron, moderne, qui dirige une entreprise performante de 1 200 salariés, qu'il a lui-même créée voici dix-sept ans dans le Schleswig-Holstein, succède à M. Otto Esser, dont les dix ans à la tête de la confédération ont coïncidé avec une période de tension dans les relations avec les syndicats.

L'assemblée annuelle de la BDA, qui a élu M. Murrmann à l'unanimité, s'est déroulée symboliquement à la veille de la reprise des négociations dans la métallurgie sur les conventions collectives. Celles-ci ont commencé vendredi 12 décembre dans la région de Rhénanie-du-

Nord-Westphalie et doivent débiter la semaine prochaine dans la région phare du Bade-Wurtemberg.

Deux ans et demi après la grève qui avait paralysé la métallurgie ouest-allemande pendant six semaines au printemps 1984, la réduction du temps de travail et la flexibilité sont à nouveau au cœur de la discussion. Le compromis signé en juillet 1984 avait fait passer la durée de travail hebdomadaire de quarante heures à trente-huit heures et demi en moyenne. Il avait toutefois permis aux entreprises de répartir cette diminution d'horaires comme elles l'entendaient sur le jour, la semaine ou l'année. Il leur avait en outre donné la possibilité de faire varier les horaires entre trente-sept et quarante heures, selon les postes et le nombre d'heures sur une durée de deux mois.

Des positions très éloignées

Cette possibilité de souplesse supplémentaire n'est pas utilisée. Son application s'est heurtée à des réticences aussi bien de la part des comités d'entreprise que des directions du travail. Le bilan après deux ans est difficile à tirer. L'effet de la réduction du temps de travail sur l'emploi fait lui-même l'objet d'une grande controverse entre les partenaires sociaux. IG Metall, qui continue à réclamer la semaine de trente-cinq heures, estime que les créations d'emploi de ces dernières années dans la métallurgie ont confirmé ses thèses. Le patronat les attribue essentiellement à la croissance qu'a connue le secteur.

A la veille des négociations, les positions restent très éloignées. Les uns des autres. Les métallos veulent progresser sur la voie des trente-cinq heures mais refusent d'accepter que les entreprises puissent, comme elles le réclament, aménager différemment les horaires afin de faire tourner davantage leurs installations. Craignant l'extension du système de la rotation des équipes, qui obligerait les salariés à venir travailler la nuit ou le week-end, ils offrent seulement de continuer à faire tourner les entreprises sur quarante heures par semaine. Ils accusent le patronat de vouloir la flexibilité uniquement pour accroître la production et non, comme le souhaitent les salariés, pour aménager selon leur convenance leur temps de travail.

Le patronat estime en effet que les investissements nécessaires pour suivre le progrès technologique et les durées d'amortissement de plus en plus courtes du matériel obligent à faire tourner plus longtemps les installations. Il réclame notamment que le samedi ne soit plus considéré automatiquement comme un jour férié, en faisant valoir, comme l'a fait jeudi M. Murrmann, que les gens pourraient aussi prendre un autre jour de congé pendant la semaine. Ses réticences restent en revanche très fortes en ce qui concerne la réduction de la durée de travail. Deux arguments s'y opposent : le coût et le risque d'un manque de main-d'œuvre qualifiée, qui va s'accroître en raison de l'arrivée sur le marché de générations moins nombreuses.

Les négociations vont une nouvelle fois être difficiles. A la veille des élections qui devraient voir la

reconduction de l'actuelle coalition, le patronat se sent le vent en poupe. Empêtrés jusqu'au cou dans le scandale qui provoque l'écroulement de leur empire immobilier, les syndicats ont subi une énorme perte de prestige et, sur la défensive, ont tendance à se radicaliser. La réflexion a cependant de part et d'autre considérablement avancé, comme le prouve le seul fait qu'on en vienne maintenant à polémiquer sur le fond. Il y a deux ans, les quarante heures faisaient encore figure de tabou intouchable pour le patronat, et personne n'avait encore sérieusement abordé le problème de la flexibilité.

L'élection à la tête d'IG Metall, en novembre, de M. Franz Steinkühler, a donné le signal de la relève, côté syndical. Ce syndicaliste de choc, connu pour ne pas avoir peur des conflits, est parfaitement conscient du terrain à franchir. D'une certaine manière, l'élection de M. Murrmann, qui est ouvert à la discussion et s'est fait connaître depuis deux ans par des prises de position courageuses, est la réponse du berger à la bergerie. Même s'il n'a, contrairement à M. Steinkühler, qu'un rôle de coordination.

HENRI DE BRESSON.

Le prochain numéro du Monde de l'économie publiera un dossier sur le patronat en RFA, en Grande-Bretagne et en Italie. (le Monde du mardi 16 décembre.)

Après trois semaines de grève

Un accord est intervenu à l'AFPA

Après trois semaines de conflit, un accord est intervenu à l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), le vendredi 12 décembre, qui a donné lieu à la signature d'un protocole de fin de grève entre la direction et l'inter-syndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC).

Les 400 emplois supprimés - compensés toutefois par 150 recrutements - prévus dans le plan social seront déterminés sur la base du volontariat. Elles seront mises en œuvre par des départs en retraite, en préretraite, des contrats de conversion ou des aides à la création d'entreprise.

Il aura fallu un jour supplémentaire de négociation et de grève pour que les deux parties s'entendent sur les dispositions statutaires, initialement remises en cause. La direction s'est engagée à assurer le financement des seuls avancements de 1987, dans le cadre des règles en vigueur, en respectant l'équilibre du budget. Des négociations s'ouvriront au premier trimestre pour mieux maîtriser l'évolution de la masse salariale. Les nouvelles modalités de remboursement de frais de transport et de mission seront appliquées mais une « étude attentive » sera menée pour la fin du premier trimestre. Après expérimentation, la direction et les syndicats pourraient s'accorder sur des règles définitives.

M. Séguin a obtenu de pouvoir prolonger le plan pour l'emploi des jeunes

A l'arraché, et retournant à son profit les circonstances, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a obtenu de pouvoir prolonger son plan pour l'emploi des jeunes au-delà du 31 janvier. Il devrait présenter un projet d'ordonnance au conseil des ministres du 17 décembre pour relayer le texte adopté le 17 juillet dernier. Préparé en vingt-quatre heures, ce projet a été soumis aux partenaires sociaux.

Il prévoit le maintien des exonérations de charges à 100 % pour les stages d'insertion à la vie professionnelle (SIVP) jusqu'au 1^{er} juillet 1987. Les exonérations pour une autre formule de la formation en alternance, les contrats d'adaptation, seront ramenées, elles, à 50 %. Pour toute embauche à l'issue de ces stages, de ces contrats et de l'apprentissage, les employeurs continueront à bénéficier d'une exonération de 50 % des charges sociales, comme actuellement. En revanche, les exonérations à 25 %, pour les embauches directes de jeunes, ne sont pas reconduites.

L'ensemble de ce dispositif, allégé, devrait être moins coûteux que l'actuel, pour lequel 9 milliards de francs ont été prévus en année pleine. On estime qu'il nécessiterait une dépense de l'ordre de 1 milliard pour le second semestre de 1987.

A. L.

Les Philippines obtiennent un moratoire sur leur dette

La ministre philippine des finances, M. Jaime Ongpin, a annoncé le vendredi 12 décembre que le comité de coordination représentant les quatre cent quatre-vingt-trois banques créancières de Manille avait accepté d'offrir un répit aux Philippines sous forme d'un moratoire de quatre-vingt-dix jours débutant le 1^{er} janvier. Ce répit devrait permettre de reprendre plus sereinement les négociations sur le rachat de 3,6 milliards sur une dette globale de 26 milliards de dollars. Les discussions avaient commencé le 7 novembre dernier, la City Bank américaine ayant refusé d'envisager pour les Philippines un montage financier aussi favorable que celui octroyé au Mexique. Les banques créancières ont par ailleurs décidé de renouveler pour six nouveaux mois les lignes de crédits de 3 milliards de dollars qui expirent fin décembre.

● OPA de 3,3 milliards de dollars sur Owens Illinois. - La banque d'investissement Kohlberg, Kravis, Roberts, lance une OPA de 3,3 milliards de dollars (22 milliards de francs) sur Owens Illinois, premier fabricant américain d'emballages et de récipients en verre (21 milliards de francs de chiffre d'affaires). La direction de l'entreprise étudie la proposition.

Nouveau différend agricole entre la CEE et les Etats-Unis

(Suite de la première page.)

Des discussions ont eu lieu jeudi et vendredi au niveau des hauts fonctionnaires. Samedi, elles étaient conduites du côté américain par MM. Clayton Yeutter, le représentant spécial du président Reagan pour les négociations commerciales, et Richard Lyng, le secrétaire à l'Agriculture. A la tête de la délégation de la Commission européenne, qui parle au nom de la Communauté, M. Frans Andriessen et Willy De Clercq, respectivement chargés de l'agriculture et des relations extérieures. La Commission fera rapport aux ministres des affaires étrangères des Douze, qui se réunissent lundi à Bruxelles.

Les Etats-Unis menacent de prendre des mesures de rétorsion en l'absence d'un accord. Celles-ci, avaient-ils indiqué en juin, porteraient, notamment, sur les fromages et le cognac, produits choisis, bien sûr, pour faire fléchir les Français. Les Douze avaient alors expliqué qu'en cas d'escalade ils frapperaient de taxes leurs importations de tourteaux de soja, de blé et de gluten de maïs : un très gros morceau. Lundi prochain, si l'affaire n'est pas débloquée, ils devront confirmer cette attitude de fermeté.

Apparemment, pour l'instant, la cohésion des Douze est très réelle. C'est même à la meilleure argument. On peut penser en effet que les Etats-Unis y regardent à deux fois avant de prendre des mesures de représailles s'ils ont la conviction que la CEE est déterminée à riposter. « La négociation 24/6 se déroule dans des conditions peu encourageantes », a observé, vendredi, M. Jacques Delors au cours d'une conférence de presse tenue en la présence d'une forte délégation ministérielle américaine, avec laquelle la Commission venait d'avoir ses traditionnelles consultations annuelles (consultations de caractère général au cours desquelles la négociation 24/6 n'avait cependant pas été abordée).

« C'est un des plus difficiles conflits commerciaux qui aient jamais opposé l'Europe aux Etats-Unis », a ajouté M. Willy De Clercq, également présent. Les Américains réclament 4 à 5 millions de tonnes de maïs, en prenant comme référence leurs exportations vers l'Espagne de 1983 à 1985. Or celles-ci avaient été très importantes en 1983, mais avaient fortement diminué par la suite. « C'est complètement faux », font valoir les Européens. « L'élargissement ou pas, la

production espagnole de céréales aurait continué à progresser, et nos ventes à fléchir. » « C'est là un raisonnement économique ; le problème pour nous est politique », répondent les Américains. Dialogue de sourds.

La Communauté ne voulait pas au départ entendre parler de compensations, faisant valoir qu'il fallait considérer les effets de l'élargissement de manière globale ; que les Etats-Unis perdrait peut-être le marché espagnol du maïs, mais y gagneraient un meilleur accès pour leurs exportations industrielles ainsi que pour certaines de leurs exportations agricoles. Elle nuance désormais son raisonnement et admet qu'il pourrait effectivement y avoir un décalage dans le temps défavorable aux Américains entre les effets négatifs de l'élargissement et ceux qui seront pour eux positifs. Ainsi le démantèlement de la protection du marché espagnol contre les importations de grains oléagineux, qui ouvrira des perspectives prometteuses aux producteurs américains, n'interviendra que quatre ans après l'adhésion, d'où l'idée d'offrir une compensation aux Etats-Unis inférieure à celle de l'accord intérimaire, parce que celui-ci était un accord ponctuel et politique et limité à quatre ans.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉNERGIE

Pour un baril à 18 dollars

La majorité des pays de l'OPEP sont décidés à réduire leur production

GENÈVE
de notre envoyée spéciale

Tandis que le marché international du pétrole, de plus en plus nerveux, oscillait violemment à la moindre rumeur, les treize ministres de l'OPEP, réunis à Genève depuis le 11 décembre, semblaient s'avancer sagement vers un accord susceptible de redresser les prix du brut. Une large majorité de pays ont en effet approuvé, vendredi, une nouvelle baisse de la production de l'Organisation, afin de remonter le prix le plus possible à 18 dollars (contre 15 actuellement).

Le ministre des Emirats arabes unis a proposé à l'Organisation de réduire dans ce but son rythme d'extraction de 5 % à 10 % dès le mois de janvier, ce qui ramènerait le plafond actuel de 17 millions de barils par jour à 15,5 millions ou à un peu plus de 16 millions de barils par jour. Seulement trois pays (Arabie saoudite, Qatar et Venezuela), ont réservé leur réponse, demandant à consulter leur gouvernement respectif sur l'ampleur des coupes suggérées.

La fixation d'un nouveau plafond, susceptible de donner un coup de fouet au marché, est rendue difficile par l'existence de stocks très importants. Selon les estimations de la

commission économique de l'OPEP, une demande adressée aux treize pays membres, au cours du premier trimestre 1987, ira de 15,8 à 17,1 millions de barils par jour, selon l'importance du déstockage opéré par les compagnies, qui pourrait aller de 1,5 à 2,8 millions de barils par jour.

Ouvre cette incertitude, deux difficultés subsistent à la veille du week-end : d'une part, le problème posé par l'Irak qui depuis le mois d'août, bénéficie d'un traitement de faveur et a été laissé libre de produire ce qu'il voulait ; l'Iran paraissant en effet décidé à exiger que son ensemble entre désormais dans le droit commun et soit astreint, comme tous les autres pays, à limiter son rythme d'extraction.

D'autre part, l'Arabie saoudite insistait de son côté pour que l'Organisation adopte, dès cette conférence, un nouveau système de prix fixes, système qui, vu sa complexité, soulève encore de nombreuses difficultés techniques.

Dans l'ensemble, toutefois, l'optimisme, voire l'euphorie, semblait régner au sein de l'Organisation, qui n'avait pas avancé aussi vite ni travaillé aussi dur depuis très longtemps.

VÉRONIQUE MAURIS.

Record battu

BOURSES ÉTRANGÈRES

[illegible]

1011 1015

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Inde : regain de tension avec la Chine. — Philippines : les négociations avec les communistes s'ouvrent dans le suspense. 4 Afrique du Sud : M. Botha dénonce la préparation d'une campagne de terreur de l'ANC.	5 Le conseil de cabinet à l'hôtel Matignon. 6 La tour de France de M. Fabius. — L'affaire du « vrai-faux » passeport à d'Yves Chelot.	7 La sort des docteurs Diallo et Archambeau. — Les vœux d'un gardien de la paix au sujet de la mort de Malik Oussekine. — Sports : la Coupe de l'Amérique. 12 Le rétablissement du secteur privé dans les hôpitaux.	9 Les Vampires, de Louis Feuillade, au Théâtre de Chaillot. — Paul Simon raconte sa rencontre avec la musique sud-africaine. 10 Communication : le conflit à l'AFP.	13 Prix : les bons résultats de novembre. — RFA : le patronat se dote d'un président ouvert au dialogue. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Carnet 12 Météorologie 12 Mots croisés 12 Programmes des spectacles 11

La fin du conseil atlantique de Bruxelles

Le communiqué commun insiste sur une limitation à 50 % de la réduction des forces nucléaires stratégiques

BRUXELLES
de notre correspondant

La réduction des forces nucléaires est une bonne chose, à condition qu'elle s'opère de manière progressive, après vérification, et que le dossier soit traité avec toute l'attention nécessaire, et en tout état de cause il est exclu pour le moment de réduire au-delà de 50 % l'arsenal nucléaire stratégique de l'Occident : voilà en substance ce que les alliés européens des États-Unis ont dit au secrétaire d'État, M. George Shultz, au cours de la session d'hiver du conseil atlantique qui s'est tenue jeudi 11 et vendredi 12 décembre à Bruxelles (*le Monde* du 13 décembre).

Réunis pour la première fois tous ensemble depuis la rencontre de Reykjavik, en octobre dernier, entre M. Reagan et M. Gorbatchev, les pays européens de l'OTAN ont ainsi voulu manifester leur crainte de voir les États-Unis s'engager avec trop de précipitation dans un processus de désarmement nucléaire.

Les alliés de Washington éprouvent aussi une autre crainte : celle de voir les Américains oublier les autres dossiers — les droits de l'homme notamment — en discussion avec les pays de l'Est. Les Français — qui participent aux réunions du conseil atlantique — n'ont pas été les plus timides pour rappeler ce point à M. Shultz.

Dernière mise en garde des Européens : attention à ne pas oublier les négociations sur les armements conventionnels, réduites d'autant plus urgentes que progressent les discussions sur le nucléaire.

M. Shultz a-t-il tenu compte de ces différentes demandes ou inquiétudes européennes ? Oui, dans une très large mesure, selon-on tenté de répondre à la lecture du communiqué final publié à l'issue de la réunion. « Nous nous félicitons des progrès accomplis à Reykjavik, déclarait ainsi les ministres des affaires étrangères de l'alliance, vers un accord sur des réductions de 50 % des forces stratégiques offensives des États-Unis et de l'Union soviétique, et vers un accord sur les missiles nucléaires intermédiaires à plus longue portée. »

Cette limitation à 50 % de la réduction des armes nucléaires stratégiques — alors que les Américains proposaient une diminution totale sur dix ans — a été essentiellement négociée par les Britanniques et les

Français. La Grande-Bretagne, en revanche, soutenue par les pays européens qui abritent les fusées nucléaires à moyenne portée, s'est prononcée pour l'élimination totale des missiles Pershing et Cruise, en échange, bien entendu, de la suppression parallèle par l'URSS des SS-20 situés à l'ouest de l'Oural.

Formulation vague

En ce qui concerne, enfin, les futures négociations sur la réduction de la « maîtrise », précise-t-on à Bruxelles, pour bien marquer le déséquilibre existant au départ entre l'Est et l'Ouest — des armements conventionnels, le cumul des réductions adoptées permet — tant sa formulation est vague — de satisfaire les principaux intéressés, et notamment les Français et les Américains. Ces derniers pourront se féliciter de voir Paris — qui avait boudé les négociations MBFR de Vienne — d'accord maintenant pour s'associer à une table de négociation. Certes, répliquent les Français, mais ces futures discussions seront bien différentes. Il s'agira d'abord de parler avec les pays de l'Est de la diminution des armements conventionnels sur tout le territoire européen, de l'Atlantique à l'Oural, et non plus seulement en Europe centrale. Ensuite, la méthode de négociation sera tout autre, puisque ces pourparlers regroupent tous les pays de la CSCE — Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe — et se dérouleront de manière « multilatérale ».

Les Américains, et d'autres délégations européennes, estimaient toutefois que, concrètement, les véritables négociations ne pourront se faire que « de bloc à bloc », c'est-à-dire entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. M. Shultz, dont le premier objectif, en arrivant à Bruxelles, était de rassurer les Européens quant à la permanence de la politique extérieure d'une Maison Blanche ébranlée par le scandale des livraisons d'armes à l'Iran, n'a sans doute pas voulu polémiquer trop avec les Français, préférant enregistrer l'accord intervenu, aussi alambiqué puisse-t-il être, et attendre la sanction des faits.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Pour les onze premiers mois de l'année

La balance commerciale de la France en déficit de 2,6 milliards de francs

Le commerce extérieur de la France ne se redresse pas. Il est resté déficitaire en novembre de 0,6 milliard de francs en données corrigées des variations saisonnières et légèrement excédentaire (+ 0,4 milliard) en données brutes. Compte tenu des rectifications des valeurs provisoires des mois précédents, le déficit s'élève pour les onze premiers mois de l'année à 3,9 milliards de francs en données brutes et à 2,6 milliards en données corrigées.

Le ministère du commerce extérieur, qui a diffusé ces résultats le vendredi 12 décembre, rappelle que, pour la même période de 1985, le déficit était de 22,7 milliards en données brutes et de 21,2 milliards en données corrigées. Mais comparaison n'est pas raison.

En 1986, il s'est produit une rupture par rapport aux cinq années précédentes : la facture énergétique qui était restée très élevée, de l'ordre de 175 milliards de francs en moyenne de 1981 à 1985, a diminué de près de moitié cette année.

On aurait dû en trouver trace dans les résultats de la balance commerciale. Or, il n'en est rien. Hors énergie comme le montre le tableau ci-joint (1), l'excédent a été plus de deux fois supérieur en 1985 par rapport à 1986. La facture énergétique du mois de novembre (5,8 milliards de francs) est presque trois fois moins élevée que la moyenne mensuelle de l'année dernière.

Tout s'est joué sur les produits manufacturés, dont l'excédent compensait en grande partie ce que nous coûtaient les approvisionnements en pétrole. Si cet excédent s'était maintenu au niveau de 1985, il aurait effacé, en 1986, le déficit énergétique. Le solde agro-alimentaire (+ 2,4 milliard en novembre) étant resté au même niveau, on en serait arrivé à un excédent de l'ordre de 20 milliards de francs... comme l'avait un instant imaginé l'INSEE au début de l'année. Mais, dès le mois d'avril, M. Michel Noir, ministre

du commerce extérieur, avait fermement écarté cette prévision, annonçant qu'un léger excédent sur l'année, voire un simple équilibre. Les faits lui ont donné raison.

La France a, cette année, d'un écart de conjoncture, comparé en bien des points à celui qu'elle a connu en 1982. A cette époque, le solde industriel s'était considérablement réduit jusqu'à 28,2 milliards de francs, pour se redresser par la suite et atteindre, au plus fort, 34,3 milliards en 1984. Le manque de compétitivité de l'industrie française est à nouveau flagrant. Nos industriels paraissent incapables de répondre à la moindre reprise de la demande intérieure des ménages.

Si les importations de produits manufacturés progressent d'environ 5 % en 1986 c'est, en effet, que la consommation des ménages a connu une forte hausse, de l'ordre de 3,3 % sur l'ensemble de l'année, contre 2,5 % en 1985 et 1,1 % en 1984. Pour les seuls produits industriels, la demande a augmenté de 5,7 %, ce qui correspond à un peu de chose près à l'effort d'importation.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Les données du tableau diffèrent des résultats communiqués par le ministère du commerce extérieur, ceux-ci étant calculés FAB-FAB et corrigés des variations saisonnières. Les comparaisons d'une année sur l'autre n'en demeurent pas moins significatives.

Evolution des échanges sur onze mois (Solde CAF FAB en milliards de francs)

	1985	1986 (1)
Total des échanges	- 53,8	- 28
Produits manufacturés	- 84,2	- 33,1
Agro-alimentaire	+ 64,6	+ 25,5
Produits agro-industriels	+ 23,3	+ 25,7

CAF : coût-assurance-foi.
FAB : facture à bord.
(1) Résultats provisoires.

Manifestation des victimes des incendies criminels de Paris

La rue demande un toit

A l'appel d'un collectif réunissant une trentaine d'associations locales, les rescapés des incendies criminels et les habitants du vingt-troisième arrondissement devaient manifester samedi 13 décembre sous les fenêtres du maire, M. Didier Bariani, conseiller radical de Paris et secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Quatre manifestations en deux semaines, autant que d'incendies dans les hauts de Ménilmontant, l'émotion, la peur et maintenant la colère sont aux dimensions du choc qu'a subi ce vieux quartier. En quelques mois, dix-neuf personnes, dont huit enfants, ont péri dans les flammes. Alors, aujourd'hui, l'angoisse s'est installée : crainte d'un nouvel « attentat », disent les habitants, « ils brûlent les étrangers », disent les étrangers. Tous ont le sentiment d'être peu à peu abandonnés par les pouvoirs publics. « Un toit pour Noël ! », scandent les manifestants dans la froide grisaille de décembre.

Letia Chadli, une jeune mère tunisienne, habite au quatrième étage d'un immeuble à risque : escalier de bois, sept locataires par étage, beaucoup d'immigrés, peu d'issues. Pour s'échapper en cas d'incendie elle vient d'acheter un long et solide cordage qu'elle a installé devant sa fenêtre. L'anecdote a fait le tour du quartier, mais personne ne songe à en rire. D'autres locataires ailleurs réclament à cor et à cri qu'on fixe une serrure à la porte de leur immeuble. Et ces ronds de police qu'on regardait naguère avec méfiance, on les trouve bien rares à présent...

Pendant ce temps, les enquêteurs de la PJ font leur métier. Analyses de laboratoire, relevé minutieux d'indices. Le lent et fastidieux travail des vérifications et des pistes à suivre est en cours. Mais les habitants s'impatientent et trouvent que l'enquête pètit. Les sapeurs-pompiers eux-mêmes sont mis en cause. Pourquoi ont-ils mis tant de temps à descendre de la caserne Saint-Fargeau, toute proche ?

Ici, il ne fait de doute pour personne que les incendies aient en un caractère raciste. Sur les soixante-dix-sept familles sinistrées, les trois quarts environ sont d'origine étrangère. Cette constatation surprend, déroute, et finalement sème la frayeur, car, à Ménilmontant, formidable melting pot, la vie serait impossible depuis longtemps si l'intolérance raciale ou religieuse s'y manifestait au quotidien. Yougoslaves et Turcs travaillent dans les ateliers de confection, Pakistanaï et Sri-Lankais venus les rejoindre, boulangers asiatiques de Belleville, ouvriers portugais, maghrébines et africains, restaurateurs libanais, cohabitent sans problème. « Dans mon école, explique une directrice, j'ai 60 % d'enfants de seize nationalités différentes. Beaucoup sont nés à la maternité de l'hôpital Tenon. Chez moi, ils apprennent à vivre ensemble et, à dix-huit ans, ils seront tous Français. » Trois éducatrices parcourent les quinze écoles du quartier pour initier les enfants aux différentes cultures. Soud, l'Algérienne, Marene, l'Africaine, et Lien Ke, l'Asiatique, une équipe de charme qui ne surprend plus personne. Chaque printemps, le Relais de Ménilmontant, la maison de quartier où les adultes viennent

s'alphabétiser, organise une fête. « Cette année, raconte l'organisateur, Maghrébines, Noirs et Européens, tout le monde a fini par danser. » Mot, en tout cas, je me sens très bien à Ménilmontant, dit François, une éducatrice. Et je ne suis pas la seule. Demandez donc aux vieilles d'Algérie du coin si elles ont peur des Arabes : Elles vous riront au nez, il y a un demi siècle qu'elles sont là. »

Chambres d'hôtel

On a presque oublié que Jean-Marie Le Pen fit sa rentrée dans le vingt-troisième arrondissement à l'occasion des élections municipales de 1983 et qu'à l'époque son local électoral fut incendié le premier. On ne l'a revu qu'une fois au conseil d'arrondissement. Ses militants au crime rusé distribuent des tracts le dimanche sur la place des Fêtes, mais chacun, semble-t-il en avait pris son parti.

D'ailleurs, ce qui est vrai du côté de la rue de Belleville ne l'est peut-être plus 200 mètres plus loin, dans le secteur de la rue de Ménilmontant. Autant de villages, autant de solidarité. Là des monceaux de vêtements collectés pour les sans-abri s'entassent dans une école. Et quel est le quartier de Paris qui pourrait mobiliser plusieurs centaines de personnes à quatre reprises ? Car, à présent, c'est la situation des sinistrés qui est au centre des préoccupations.

Roseline Bernard, l'une des responsables du collectif, a fait les comptes : soixante-dix-sept familles ont été chassées de chez elles par le feu, soit cent quatorze adultes et

Le conseil d'administration de l'ACP approuve l'offre de reprise de M. Ian Maxwell

Le conseil d'administration de l'Agence centrale de presse (ACP) a approuvé, vendredi 12 décembre, l'offre de reprise faite par M. Ian Maxwell, fils du patron de presse britannique, Rober Maxwell (le Monde du 12 décembre). Après avoir envisagé l'avis favorable du comité d'entreprise, le conseil d'administration s'est, en effet, engagé, à la majorité des présents, « à tout mettre en œuvre pour que cette proposition soit acceptée par les actionnaires ».

Si cette prise de position a bien sûr satisfait M. Ian Maxwell — qui s'est aussitôt après engagé à redresser l'agence —, elle a aussi permis de maintenir en cours le développement du pluralisme en France. « Elle a été également bien reçue par le person-

nel réuni en assemblée générale. Celle-ci a, toutefois, rappelé : « sa volonté de voir s'ouvrir une négociation afin que, en aucun cas, des compressions budgétaires ne nuisent au fonctionnement de l'agence ».

Les actionnaires ne se prononcèrent définitivement que le 5 janvier prochain au cours d'une assemblée générale extraordinaire. La prise de contrôle, dont on imagine mal maintenant qu'elle puisse être remise en cause, devrait s'effectuer par une augmentation de capital de 12 millions de francs (il est aujourd'hui d'un peu plus de 6 millions). Pour permettre une complète apurement des comptes de l'ACP, placée sous la responsabilité d'un mandataire de justice depuis octobre dernier, M. Ian Maxwell se serait engagé à ouvrir un crédit complémentaire de 6 à 8 millions. Cette procédure a été approuvée par le conseil d'administration, qui a également autorisé la prise de capital de l'agence la presse écrite qui s'est actuellement, ainsi que RTL, RMC et la Caisse des dépôts et consignations.

Contrôle à main armée

Dans la nuit du 9 au 10 décembre, le gardien et le régisseur d'un immeuble de la rue Vivienne (20^e) sont intrigués par la présence d'un groupe de cinq à six jeunes gens dans le parking au deuxième sous-sol. Pénètre qui d'appeler la police, ils préviennent un résident de l'immeuble, M. Patrick Arnes, quarante-deux ans, directeur d'une société de gardiennage, dont le mot avait été débordé quelque temps auparavant.

Armé d'un fusil de chasse, M. Arnes descend au parking avec les deux hommes et, pénétrant devant le groupe suspect, exige, en brandissant son arme, que chacun présente ses papiers d'identité.

L'un d'eux, Xavier Benizant, dix-sept ans, refuse ce contrôle d'identité à main armée. Mais le coup part, l'atténuation en plein visage. Gravement blessé, il sentit pourtant être hors de danger, mais risqua de rester défiguré.

M. Arnes a été écorché vendredi 12 décembre, sous l'incapacité de coupes et blessures volontaires avec arme, par M. Claude Grollier, juge d'instruction à Paris. Mais devant les enquêteurs il a présenté une autre version. Le coup serait parti malencontreusement, alors que le jeune homme essayait de le désarmer.

M. P.

Mort du journaliste Alain Pacadis

Le journaliste et « night-clubber » Alain Pacadis est mort le vendredi 12 décembre, tué par son ami François Laurent. Ce dernier s'est rendu aussitôt à la police en déclarant avoir voulu le « délivrer » de son désespoir. Alain Pacadis était âgé de trente-sept ans.

Alain Pacadis travaillait pour *Libération* depuis les origines du journal. Il était spécialisé sous le bandeau « night-clubbing » dans le compte rendu de mondaines dont l'épiscopat était le Palais. Mais toute autre mondanité était traitée par lui avec le même respect.

A Sarreguemines

Le meurtrier d'un jeune cambrioleur est écroué

M. Gavino Carpa, trente-huit ans, qui a tué accidentellement, jeudi 11 décembre, un jeune cambrioleur français d'origine algérienne âgé de dix-sept ans, a été inculpé vendredi soir par le juge d'instruction de Sarreguemines (Moselle) d'homicide involontaire. Il a été écroué.

Armé d'une carabine 22 long rifle, M. Carpa avait descendu l'ordre au jeune cambrioleur de descendre du toit de sa maison et l'avait fait s'allonger sur le sol pour le tenir au respect. Alors que le cambrioleur esquissait un geste, M. Carpa avait frappé celui-ci avec le canon de son arme. C'est alors qu'un coup de feu a mortellement blessé le cambrioleur.

Coupe de l'America

Victoire de « French Kiss »

Au cours de la neuvième régata, disputée samedi 13 décembre, à Fremantle, *French Kiss*, de Marc Pajot, battit *Eagle* de 2 mn 49 s. USA a battu *America II* de 2 mn 17 s, tandis que *New Zealand* et *Stars and Stripes* l'emportèrent respectivement contre *Canada II* et *Italia*. Au classement les trois premiers, *New Zealand*, *Stars and Stripes* et *French Kiss*, restent sur leurs positions mais USA a ravi la 4^e place à *America II* (lire page 7 l'article de notre envoyé spécial Gérard Albouy).

En raison de l'absence, la page « Régates » paraîtra la semaine prochaine (numéro daté dimanche 21-22 décembre).

Table Ronde

Lundi 15 décembre 1986
à 20 h 30

Les faits entre la tradition et la rupture
Avec : Gérard Rabreau, Colette, M. André Gaudin, M. Alain Gaudin, M. Guy Bon-Gal.

CENTRE RACIN
30, boulevard de Port-Royal
75006 PARIS
Tél. : 43-21-75-77.
Participation aux frais.

Le numéro du « Monde » daté 13 décembre 1986 a été tiré à 496 963 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15 + ISLM

A B C D E F G